

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

L'INDE INDEPENDANTE par A. Rosmer
devant de graves problèmes

LE CONGRÈS DU SYNDICAT DES INSTITUTEURS

UN REDRESSEMENT DIFFICILE
par R. Hagnauer **POSSIBLE ET URGENT!**

L'AJISME et les jeunes travailleurs
par J. Bonne

UNE MISE AU POINT SUR LA S.N.C.F.
par F. Laurent

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 280 fr.
Un an 400 fr.

ÉTRANGER

Six mois 300 fr.
Un an 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (11^e)

Téléphone : Central 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures

le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS

DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 784-99 Paris

Sommaire du N° 28 - Juillet 1949

L'Inde indépendante devant de graves problèmes

Les causes de la scission ou le syndicalisme empirique

La réponse de Monatte : empirisme ou sans boussole ?

L'Amérique va-t-elle intervenir en Indochine ?

Chronique ouvrière italienne

Le camarade loup et la liberté

Impressions du congrès de Bordeaux

Le congrès du syndicat des malheureux : un redressement difficile, possible et urgent !

Une pédagogie esthétique

Les annexions de Pédéev

Une mise au point sur la S.N.C.F.

L'annexion de la Sarre

L'Alsace et les jeunes travailleurs

Le pacifiste tchécoslovaque Jurek au camp de Buchenwald

Appendice à l'oraison funèbre de Dimitrov

Notes d'économie et de politique

De Cobden à Cripps ou la décadence d'un grand pays. — La faillite du crippisme.

— Sauvons le capital. — Mais... le capital refuse le cadeau

Parmi nos lettres

Les « responsables » sont-ils ce qu'ils étaient hier ? — « L'Afrique du Nord sous la botte socialiste »

Faits et documents

Les faits du mois. — L'Union syndicale suisse a quitté la F.S.M.

Entre nous

A. ROEMER

Le Bureau de la F.N.S.A.

Pierre MONATTE

E. L.

L'Homme de la rue

Franz MATZKE

Marcel GUENECH

Roger HAGNAUER

G. WALUSINSKI

A. E.

F. LAURENT

Jean BONNE

Paul RASSINIER

Robert LOUZEON

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'État.

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement.

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C. G. T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables.

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire.

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C. G. T., et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son côté ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort coté à la C. G. T. et à l'Internationale.

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme.

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

L'INDE INDÉPENDANTE

devant de graves problèmes

Quand l'Inde était une colonie et que le roi d'Angleterre était empereur des Indes, on pensait généralement que l'Inde ne pourrait se libérer qu'au prix de durs et sanglants combats ; on imaginait, sur une échelle considérablement amplifiée, une répétition de la lamentable guerre du Transvaal.

Les Anglais sont partis ; il n'y eut pas de combats mais de part et d'autre protestations d'amitié ; l'Inde indépendante reste de son propre gré dans le Commonwealth. Si la proclamation de l'indépendance fut néanmoins marquée par d'acharnées batailles, ce fut par celles qui eurent lieu entre Hindous et Musulmans, et entre Hindous eux-mêmes. Mais depuis la consolidation des deux Etats, Inde et Pakistan, et la sorte de stabilisation qui s'en est suivie, on ne sait plus grand-chose de ce qui se passe dans ce grand morceau d'Asie.

Ce n'est pas que l'Inde indépendante n'ait de graves problèmes à résoudre. Le plus sérieux, celui qui domine la situation et pour les conséquences funestes duquel les Hindous ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, c'est la surpopulation du pays. Quelques chiffres suffiront pour la préciser. Dans les vingt années qui séparent les deux guerres mondiales 1919-1939, la population s'était accrue de 35 millions. Actuellement, l'accroissement de population annuel est de trois millions. Car si le taux de la mortalité est un des plus élevés du monde, 22,4 pour mille, celui des naissances le dépasse de beaucoup : 34 pour mille. Dans des régions agricoles on trouve mille habitants au mille carré, alors que dans un Etat américain, l'Illinois par exemple, surtout agricole mais avec quelques grandes villes dont Chicago, il n'y en a que 141 — sept fois moins. La cause principale de la misère et de la vie primitive des paysans est là ; aussi celle des famines qui, de temps à autre, ravagent des régions entières. Une longue tradition, des habitudes qu'on ne peut espérer remonter en un jour.

Cependant, dans deux domaines, on peut porter à l'actif du gouvernement du Congrès des réalisations importantes. Il a su résister à la pression de ses « ultras » ; ces extrémistes hindous qui ont fourni l'assassin de Gandhi voulaient imposer une forme religieuse d'Etat et l'assujétissement des Musulmans. Au contraire, le gouvernement a, par des mesures appropriées, garanti la sécurité des 25 à 30 millions de Musulmans qui sont restés sur son territoire.

Et il a su également résoudre la question des Etats princiers d'une façon simple et définitive, déroutant les experts qui voyaient dans ces multiples enclaves aux régimes si divers — les princes n'étaient pas tous couverts d'or et de pierreries — des causes de difficultés inextricables.

Dans un autre domaine, le gouvernement n'a, jusqu'ici, rien fait ou rien pu faire. Des plans de grands travaux avaient été établis, entre

autres plusieurs de ces immenses barrages qui assurent, outre une énergie abondante et à bon compte, de multiples avantages aux régions traversées par les fleuves dont ils régularisent le courant, protégeant les habitants contre les inondations dévastatrices. Ils avaient devant eux le grand modèle de la Tennessee Valley Authority. L'argent qu'on comptait leur consacrer a été absorbé par des besoins plus urgents. On est bien étonné quand on apprend que l'Inde a, elle aussi, des réfugiés : cinq à six millions, les Hindous que le gouvernement du Pakistan a chassés de son territoire. Impossible de leur trouver une place sur un territoire déjà pareillement surpeuplé. Il faut chercher ailleurs, dans des pays pas trop enclins à accueillir des réfugiés. Des missions ont été envoyées en Afrique et les premiers rapports laissent espérer qu'on trouvera des Etats où ils pourront émigrer.

Les Américains auraient pu fournir des capitaux et des techniciens. Par réaction contre les Anglais on était bien disposé à leur égard. Les premiers contacts n'ont pas été favorables : une très vieille civilisation et la technique moderne la plus développée se sont heurtées. Les Hindous, très à l'aise dans les spéculations transcendantales n'ont pas été très sensibles aux merveilles de la mécanique américaine. Cela changera ; l'Inde, désormais grande puissance indépendante, va suivre les voies habituelles de modernisation, ou plutôt s'y engager plus systématiquement puisqu'elle a déjà une industrie assez développée dans certaines branches : métallurgie, usines, textile. Une enquête récente a révélé un fort courant « technicien » chez les jeunes Hindous.

Le rationnement, qui apparaît comme le meilleur moyen d'assurer une équitable répartition des produits, n'a fait que développer dangereusement une corruption qui s'était déjà bien installée sous l'état de guerre. A ce propos, on trouve dans une étude récente une explication intéressante de l'austérité un peu ostentatoire de Gandhi. Il y avait chez lui du saint et du politique ; dans son cas il faut prendre le terme politique dans son sens élevé, ainsi que le montre l'auteur de cette étude : « Le Congrès, écrit-il, était d'autant plus brave et courageux que la lutte était plus acharnée. Alors il bravait la prison et les gour-dins des policiers, il était toujours prêt aux sacrifices. Gandhi le savait, mais il savait aussi que l'épreuve et les dangers viendraient avec la prise du pouvoir. C'est pourquoi il enseignait à ses disciples l'austérité, la vie simple, fixait les appointements des travailleurs du Congrès, législateurs et ministres, au niveau de ceux d'un « petit clerc ». Cette discipline fut oubliée quand le Congrès prit le pouvoir et qu'il n'y eut plus personne pour la lui imposer. »

Ce ne sont donc plus les hommes du Congrès qui sont les disciples du Maître. Ce sont, si étrange que cela puisse paraître, les socia-

listes. Leurs conceptions sont évidemment très différentes de celles de Gandhi, mais, dans l'Inde d'aujourd'hui, ils continuent Gandhi par leur honnêteté, leur dévouement à leurs idées, la simplicité de leur vie. Ces traits sont si frappants, si universellement reconnus, qu'un observateur a pu les résumer dans cette formule : « Ils vivent leur socialisme. » Ils ont rompu avec le Congrès et forment maintenant le grand parti d'opposition au gouvernement. Le début de leur action indépendante a été marqué par des succès encourageants : aux récentes élections municipales, la majorité les a portés au pouvoir dans plusieurs grandes villes. Mais c'est à l'éducation politique de leurs jeunes qu'ils attachent le plus de prix. Leur parti est pauvre, et avec leurs maigres ressources matérielles, ils doivent mener la lutte sur deux fronts : contre le Congrès et contre les stalinien.

Ceux-ci sont, comme partout, abondamment pourvus. Et, comme partout, la ligne politique répond aux commandes de Moscou : les mêmes tournants et les mêmes volte-face. Les machines totalitaires sont bien réglées ; elles fonctionnent sans à-coups jusqu'au moment où ça casse. « Guerre impérialiste » — dont on parlait avec hauteur et dédain, pendant la première phase de la guerre mondiale. Et « guerre des peuples » du jour où Hitler s'est jeté sur son partenaire. Peut-être — comme trait distinctif — furent-ils ici plus ignobles qu'ailleurs. Car ils ne se contentèrent pas de devenir les valets des occupants impérialistes en poussant à la production, en condamnant les grèves, en contraignant les ouvriers à s'étêter au travail — l'administration britannique n'avait pas de meilleurs amis — mais ils pourchassèrent, dénoncèrent, livrèrent à la police les hommes du Congrès qui eux, fidèles à leurs idées, maintenaient leur opposition à la guerre.

Le retour à la paix les trouvait dans une situation favorable. Leur parti, minuscule avant la guerre, s'était sensiblement développé, s'était infiltré partout, pénétrait dans les directions syndicales, et il s'enflait encore de la puissance de l'Etat russe. La résistance progressive de l'Amérique à l'impérialisme russe envahisseur le ramena vers sa position antérieure, désormais celle d'une cinquième colonne stalinienne. Pendant longtemps d'ailleurs les stalinien ne purent se montrer dans les réunions. On se souvenait de leur rôle de mouchards et les huées les accueillait quand ils tentaient de parler.

Mais les conditions difficiles de la vie dans la période d'après guerre, les conflits provoqués par les Musulmans et par les ultras de l'hindouisme, les difficultés d'une période de transition ont créé un terrain favorable à une agitation démagogique. Serviteurs de l'administration britannique pendant la guerre, les stalinien n'ont aujourd'hui qu'un but : entrer le plus possible l'organisation et la reconstruction d'une Inde indépendante. Ils ont formé et équipé des bandes dont on signale les méfaits tantôt dans de grands centres comme Calcutta, tantôt dans les campagnes où elles procèdent à des « partages de terres » puis disparaissent, laissant leurs malheureuses dupes sans défense contre l'inévitable répression. Les expéditions ont fourni au gouvernement du sardar Patel un bon prétexte pour prendre des mesures d'exception, restreindre les libertés civiles, la liberté de la presse et de réunion, mesures dont sont déjà victimes des

socialistes, des trade unionistes, et qui facilitent l'instauration d'un « gouvernement fort ».

En matière de grève, les choses se passent aussi comme ailleurs : les stalinien poussent les ouvriers à la grève non pour la défense de leurs justes revendications mais pour Staline. La situation est clairement exposée dans un discours du secrétaire de la Fédération des cheminots. Ceux-ci avaient de sérieux griefs et avaient fixé une date pour une grève générale au cas où ils n'obtiendraient pas satisfaction. Les pourparlers s'étaient poursuivis dans l'intervalle et, le gouvernement ayant fait des concessions substantielles, les dirigeants de la Fédération convoquèrent les délégués des ouvriers pour leur demander d'annuler la décision de grève. Le secrétaire termina ainsi son intervention :

« Enfin je voudrais attirer votre attention sur un danger sérieux, un danger qui nous menace du dedans. Plusieurs de nos unions sont contrôlées par des communistes. La politique générale du parti communiste, aujourd'hui, en Asie, ne se propose rien d'autre que de susciter des troubles et de la confusion dans tous les domaines de la vie nationale. C'est aussi la politique qu'il poursuit dans l'Inde. Il espère ainsi empêcher l'Inde de devenir forte et il compte par là servir les fins de la politique russe. La Russie ne veut pas qu'une nation quelconque de son voisinage devienne assez forte pour être en état de rester en dehors de son influence. En conséquence, l'ultimatum communiste dans chaque pays c'est : Venez dans l'antichambre russe, sinon vous resterez faibles et désunis.

» Les communistes hindous ne luttent pas pour bâtir un Etat communiste ; mais, parce que l'Inde a refusé d'être un simple satellite de l'empire russe, ils s'efforcent d'entretenir partout des troubles. Ils ne se préoccupent pas des intérêts des ouvriers... C'est mon opinion bien arrêtée que si, en ce moment, une situation troublée s'établissait dans l'Inde, ce ne sont pas les forces du socialisme et du progrès qui en profiteraient mais les forces de la réaction, c'est-à-dire les tenants du féodalisme, du racisme et du capitalisme... Les communistes savent qu'ils sont incapables, avec leurs seules forces, d'imposer à l'Inde une dictature communiste, mais ici comme ailleurs ils comptent sur l'aide du dehors, monétaire, militaire et diplomatique. Rappelez-vous que, dans ces conditions, le régime qu'on pourrait instaurer ne serait pas une démocratie ouvrière mais un Etat totalitaire esclavagiste. Tel est le rôle, le plus perfide et le plus pernicieux, que le communisme joue aujourd'hui dans le monde.

» L'Inde veut être amie de la Russie, mais elle ne permettra jamais ni à la Russie, ni à l'Amérique, ni à quelque autre puissance, de se mêler de ses affaires au moyen de leurs Quislings et de leurs cinquièmes colonnes.

» ...Le mouvement trade unioniste de ce pays, bien qu'il soit déjà vieux d'un quart de siècle, n'est encore que dans son premier stade de développement. Notre œuvre d'éducation est très insuffisante ; nous manquons de militants capables ; il faudrait créer de toutes pièces nos bureaux de recherches et d'études ; nous n'avons pas de journaux et, quant à ses finances, la Fédération fait figure de mendiant. Nos tâches sont grandes et exigent beaucoup de nous ; ne nous en laissons pas détourner par la néfaste agitation des communistes. »

A. ROSMER.

Les causes de la scission ou le syndicalisme empirique

Le camarade Monatte a, certes, beaucoup d'esprit critique, c'est un tacticien syndicaliste averti, mais il lui arrive parfois de trancher brutalement un débat de façon autoritaire. Cette « méthode d'analyse » n'a rien à voir avec la doctrine du syndicalisme révolutionnaire, mais s'apparente plutôt au néo-réformisme si cher aux syndicalistes empiriques.

Dans le numéro d'avril de la « Révolution Proletarienne » Monatte a essayé par cette méthode de réfuter, en la raillant, une opinion, qu'il qualifie de bizarre, émise par la Fédération Nationale des Syndicats Autonomes (F.N.S.A.), sur la scission syndicale. Cette opinion « bizarre » a été relevée dans le canevas dactylographié d'un cours de formation syndicale établi par la F.N.S.A. : « La scission, causes réelles : renaissance de l'économie capitaliste libérale ; causes spectaculaires : les grèves de décembre 1947 ».

Notre ami Monatte ne cherche pas à savoir comment les auteurs de ce texte sont parvenus à de telles conclusions ; il se contente de dire qu'il n'a pas compris, et écrit qu'il a « regardé de quelle façon la renaissance de l'économie libérale avait pu intervenir de façon directe ou indirecte, par pression d'hommes ou de masses ».

Nous ne voulons pas retenir ici toute une série d'arguments développés par Monatte. Toutefois, nous tenons à relever cette assertion, lorsque parlant des grèves de décembre 1947 Monatte écrit : « Que vient faire là cette soi-disant renaissance de l'économie libérale ? Ça ressemble beaucoup, ajoutait-il, à une aide apportée au stalinisme » et termine en écrivant : « Je me demande comment, avec une telle conception, les syndicats autonomes peuvent légitimer leur existence ».

Chacun de nous peut avoir une opinion différente sur les causes de la scission syndicale ; nous ne tenons pas à une « ligne sectaire » dans le syndicalisme, mais il faut tout de même avant de tirer une conclusion sur un problème donné, essayer d'analyser les causes de la scission avant d'exécuter sommairement la F.N.S.A.

Pour Monatte les causes essentielles de cette scission se trouvent dans l'existence de la bureaucratie stalinienne, dont une des manifestations typiques a été ce qu'il appelle : « les grèves Molotov de décembre 1947 ». Pour nous, cette conception est erronée, car elle constate les effets de la bureaucratie sans en vouloir comprendre les raisons sociales. C'est avant tout oublier que la scission syndicale n'est que la manifestation caractéristique de la lutte des impérialismes dans le monde. Nous dirons même, entre deux conceptions économiques : l'une à tendance libérale qui est dominante aux U.S.A., l'autre qui est planifiée, sous le contrôle de l'Etat, et dont le type achevé est en U.R.S.S. Ces deux conceptions se heurtent sur tous les terrains : économique, politique et social.

Dès la fin du conflit mondial, le capitalisme libéral des U.S.A. a immédiatement tout mis en œuvre pour se dégager d'un dirigisme étroit et, pour trouver des débouchés commerciaux il a favorisé la pénétration en Europe du plan Marshall. En apportant une aide économique à l'Europe, le capitalisme américain pensait avant tout surmonter sa propre crise interne et permettre aux Etats du Vieux Monde de se libérer du dirigisme qui risquait de les conduire vers le stalinisme.

Pour vaincre la doctrine autoritaire stalinienne il fallait permettre la renaissance en Europe du capitalisme libéral qui avait été fortement « en-

dommagé » pendant la guerre durant laquelle tous les pays étaient devenus autoritaires et dirigistes dans leur conception économique.

La crise économique de l'après-guerre se développait aussi bien aux U.S.A. qu'en Europe Occidentale, c'est pourquoi il fallait que les Etats-Unis retrouvent non seulement des débouchés pour eux-mêmes, mais aussi permettent au capital privé de reprendre sa place.

Cette conception avait pour but le retour aux échanges économiques et commerciaux comme au bon vieux temps du libéralisme. Ce n'est donc pas par hasard que lors d'un C.C.N. de la C.G.T., avant la scission, Léon Jouhaux s'est prononcé nettement en faveur du plan Marshall en déclarant que « seule l'aide américaine pouvait permettre à l'Europe et à la France en particulier d'éviter la crise économique ».

Les causes réelles de la scission se trouvaient exactement formulées par Léon Jouhaux qui, en se prononçant pour une conception économique se déclarait implicitement en faveur d'une idéologie. Libre à nous de trouver la position de Jouhaux juste ou fautive, mais en tout cas « sa position syndicale » était le reflet des luttes économiques, politiques et sociales dans le monde. Jouhaux représentait le type du réformisme, qui s'était tu au congrès de la C.G.T. en 1946 et supportait les conceptions dirigistes et les saluts enthousiastes à l'U.R.S.S. etc., etc., se libérait de cette tutelle parce qu'une scission s'était produite sur le front économique. Le patronat français lui-même qui s'était tenu « bien sage » lors de la Conférence du Palais-Royal reprenait peu à peu sa liberté. La lutte du capitalisme privé contre les nationalisations devait venir plus tard, mais déjà, depuis avril 1947, le capitalisme français avait retrouvé des forces et l'aide américaine allait lui permettre un nouvel essor.

L'ampleur des luttes économiques et sociales dans le monde accéléra le processus de différenciation parmi les masses qui se séparèrent sur des problèmes politiques et idéologiques. Le premier mouvement « insurrectionnel » des syndicalistes des P.T.T. au sein de la C.G.T. reçut dès 1946 des apports suffisants pour élargir les bases du mouvement antistalinien. La crise syndicale était mûre, la scission se préparait ; le prétexte allait être « les grèves Molotov de décembre 1947 ». Celles-ci devaient légitimer la renaissance du réformisme qui, n'en déplaise à Monatte, est la conséquence logique de la renaissance du capitalisme libéral. Cela ne veut pas dire que nous considérons le stalinisme comme révolutionnaire. Nous pensons au contraire qu'il n'est qu'une autre conception du réformisme, mais nous disons nettement que la C.G.T.-F.O. résultat concret de la scission, est bien l'organisation réformatrice par excellence.

Dans ce sens, cette scission a été un énorme ramage historique. Les syndicalistes révolutionnaires dominés par l'empirisme se sont laissés obnubiler par « les effets de la bureaucratie stalinienne » et n'ont pas vu les gigantesques batailles sociales qui se livraient dans le monde. Ainsi, ils ont fait le jeu des bonzes réformatrices qui sont aussi dangereux que les bureaucrates staliniens.

Si pour Monatte il y a : « les grèves Molotov », « l'affaire tchéque », etc., il y a, il faut s'en souvenir : « 1914 » et ce n'est pas rien dans l'histoire du syndicalisme.

LE BUREAU NATIONAL DE LA
FEDERATION DES SYNDICATS AUTONOMES.

Empirisme ou sans boussole ?

Ainsi j'aurais tranché brutalement le débat. Moi, qui croyais l'avoir simplement ouvert ! Et qui me suis morfondu trois mois à attendre une réponse et des explications. Entre nous, cette réponse eût gagné à être donnée en mai plutôt qu'en juillet. M'est avis que son auteur l'a remâchée trop longtemps, avec l'amertume renforcée de semaine en semaine d'un professeur ès-syndicalisme blessé dans son orgueil.

Répondant sur-le-champ, il n'aurait pas cherché à s'abriter derrière la F.N.S.A. et prétendu que je l'avais exécutée sommairement ; il n'aurait peut-être pas parlé, non plus, d'empirisme et de néo-réformisme. Ce mot d'empirisme ne vous dit probablement rien. C'est pour moi une vieille connaissance. Voilà trente ans qu'on me traite d'empirique du côté d'un certain doctrinarisme bolchévique. Il est vrai qu'avec le temps j'ai appris à me méfier des gens qui racontent ne pas suivre une « ligne sectaire », alors qu'ils sont dévorés et aveuglés par l'esprit de secte. J'ai vu que leurs formules passe-partout, desséchées et ratatinées, ne valaient pas une bonne boussole d'empirique.

Pour eux, le syndicalisme ne peut être que réformiste. C'est par charité qu'ils parlent, la main sur la Bible social-démocrate, du syndicalisme révolutionnaire comme d'un néo-réformisme.

Autre chose, je suis surpris d'avoir affaire au Bureau national de la Fédération des syndicats autonomes. Il est un peu déplaisant de voir une individualité coiffer de ses propres idées, de ses propres bizarreries de pensée, un Bureau national de Fédération. La véritable doctrine du syndicalisme révolutionnaire a toujours mis en garde MM. les intellectuels contre des opérations de ce genre. Il est plus pénible encore de voir un Bureau fédéral national se laisser coiffer ainsi. Mauvais signe quant à sa maturité d'esprit.

Voyons maintenant le fond du débat. La scission syndicale puise-t-elle ses causes réelles dans la renaissance de l'économie libérale ? Les grèves de décembre 1947 furent-elles simplement des causes spectaculaires ?

L'importance de ces questions est visible : si les causes réelles et les causes spectaculaires de la scission sont telles, il est injuste d'en faire retomber la responsabilité sur les stalinien et leurs agissements. On est alors en droit de condamner la scission. La place des travailleurs est à la C.G.T. et non pas à F.O., pas plus qu'aux autonomes ou à la C.N.T., ou à la C.F.T.C.

Evidemment, si on s'amuse à tout mélanger, à confondre ce qui est du domaine des gouvernements ou du domaine des capitalistes avec ce qui est du domaine ouvrier, on peut créer une situation confuse, d'où, avec un coup de main de prestidigitateur, on sortira tous les lapins que l'on voudra. C'est-à-dire tous les lapins que notre prestidigitateur aura dans sa large manche.

L'unité syndicale reconstituée par les accords du Perreux était-elle viable ? Tout est là. Ceux qui connaissent mal ou ne connaissent pas les stalinien pouvaient le penser. Ceux qui les connaissent tant soit peu étaient forcés d'en douter. L'unité serait secouée, ballottée durant un temps plus ou moins long, le temps, pour les stalinien, de mettre la main sur les principaux leviers de commande de l'organisation syndicale ; ce résultat atteint, l'organisation faussée, ne se déterminant plus elle-même, des ordres extérieurs, alors, viendraient, qui seraient obéis servilement. Des ordres inspirés de l'intérêt

ouvrier universel ? Allons donc ! Certains rabâchent la formule « bureaucratie stalinienne » depuis trente ans sans voir que son contenu a changé du tout au tout. Pour un peu, ils verraient cette bureaucratie avec une calotte noire, des manches de lustrine, partageant son temps entre allonger des statistiques et enfiler des culs de mouches. Ils se refusent à voir que la Russie a tourné le dos au socialisme et qu'un étatisme fasciste rouge lui a été imposé. Un fascisme, avec son servage ouvrier et paysan, ses vingt à trente millions de concentrationnaires, son soi-disant parti unique au pouvoir et les autres partis en prison, au bagne ou envoyés dans l'autre monde par le coup de revolver dans la nuque ou de piolet dans le crâne. Ils ne voient pas très bien ce qui distingue la Révolution d'Octobre de la Staline de 1949. Ce n'est pas eux, en tout cas, qui se laisseront obnubiler par ce qu'ils appellent les effets de la bureaucratie stalinienne. A leurs yeux, le stalinisme n'est pas du fascisme ; c'est simplement une autre conception du réformisme.

Ils nous accusent de ne pas voir les gigantesques batailles qui se livrent dans le monde. Vraiment ? J'ai grand-peur que leurs formules ratatinées leur brouillent la vue. Ainsi de la formule social-démocrate suivant laquelle le réformisme syndical serait la conséquence logique de l'économie libérale. Le syndicalisme révolutionnaire français n'a jamais fait sienne cette formule. Ni le Merrheim de 1906 luttant contre le Comptoir de Longwy et contre le Comité des Forges, ni les autres militants de la C.G.T., en particulier ceux du bâtiment, ne se sont regardés alors comme des réformistes. Ce n'est pas aujourd'hui, devant ce qu'on appelle une renaissance du capitalisme libéral, que nous le ferons. D'ailleurs, quelle est la signification de cette prétendue renaissance ? Le capitalisme libéral des pays d'Europe avait reçu de la guerre de 1914-1918 un coup très dur. La dernière guerre de 1939-1945 a fini de le démanteler en Europe ; elle l'a rudement secoué en Amérique. L'heure du socialisme avait sonné. Il fallait appeler la classe ouvrière au suprême effort qu'impliquait la prise de succession. A cet effort, on a préféré la méthode paresseuse de l'étatisation sous ses multiples formes, depuis la nationalisation tripartite de 1920 et des plans ultérieurs jusqu'aux nationalisations politisées de 1944. Ceux qui ont suivi le mouvement ouvrier de ces trente dernières années et qui y ont compris quelque chose rendent à la R.P. cette justice qu'elle n'a marché ni dans les nationalisations tripartites, ni dans le planisme, ni dans le dirigisme, ni dans les dernières nationalisations. Elle a été forcée de suivre, mais en mettant en garde et déclarant sans répit que ce socialisme au rabais était incapable d'émanciper la classe ouvrière, que le principal effort resterait à faire. La gigantesque bataille pour le socialisme véritable, nous avons été presque seuls à l'envisager et à dire qu'il fallait la préparer. Pas surprenant d'avoir été seuls ; les méthodes paresseuses sont toujours accueillies les premières ; mais quand elles ont montré leur impuissance, force est bien de recourir aux autres.

Nous n'aurions pas vu non plus la gigantesque bataille où s'affrontent la Russie et l'Amérique. Tout au moins les répercussions qui marquent le mouvement ouvrier international. S'ils daignaient nous lire, au lieu d'égrener leur chapelet de formules, nos critiques ne nous feraient certainement pas ce reproche. Nous avons parfaitement vu ce gigantesque conflit et nous ne nous résignons pas à ce que la classe

ouvrière en reste le témoin impuissant. Mais tandis qu'on nous accuse d'avoir fait et de faire le jeu des bonzes réformistes, qui eux-mêmes font le jeu de l'impérialisme américain, nous pourrions plus légitimement retourner l'accusation. L'insolence d'un doctrinaire myope qui prend les taupinières pour des montagnes et les montagnes pour des taupinières, et qui n'ose pas dire ce qu'il pense, est incapable de nous estomaquer. Il fait très bien, lui, le jeu des bureaucrates stalinien. Mais nous l'assurons qu'à propos du plan Marshall les cocos font beaucoup mieux.

Dans la lutte entre les impérialismes pour la domination mondiale, nous en avons vu un, l'américain, rechercher d'abord l'entente avec l'autre, le russe, croire cette entente possible et la payer cher, très cher, à Téhéran, à Yalta, à Potsdam. Il a cédé à Staline comme il avait cédé à Hitler, préparant ainsi, selon l'image trop juste de Rossi, « au monde entier et à l'U.R.S.S. elle-même des malheurs qui auraient pu être évités ». Ces malheurs, l'impérialisme stalinien, non seulement les envisage froidement, mais il s'ingénie sagement à les préparer.

Tandis que les Etats-Unis, par égoïsme ou par générosité, pour conjurer leur propre crise ou pour porter remède aux difficultés de l'Europe d'après guerre — sans doute pour tout cela à la fois — mettaient sur pied le plan Marshall, que faisait la Staline? Elle faisait tout pour aggraver les difficultés de l'Europe. Elle s'acharnait contre le plan Marshall; elle ordonnait à ses domestiques syndicaux de France, d'Italie, d'Angleterre et d'ailleurs de tout faire pour le torpiller. Molotov en prévint charitablement Bevin et Bidault. Nous avons eu les grèves Molotov de 1947, puis celles de 1948, et nous aurons celles de 1949. Le chômage et la misère en Europe occidentale sont nécessaires pour faire cette variété de révolution qui enterre le socialisme et la liberté, partout où elle est faite. Avons-nous tort de vouloir pour la France un autre sort que celui de la Tchécoslovaquie? Avons-nous tort de vouloir lui épargner l'hitlérisme de 1949? A elle et à ce qui reste de l'Europe.

Nous ne nous résignons pas au conflit que le prolétariat de tous pays paiera de son sang. Le moyen principal de l'éviter est aux moins des ouvriers russes eux-mêmes. Que leurs syndicats prennent conscience du danger qui les menace comme il nous menace tous; qu'ils signifient à leur gouvernement qu'il suit une politique folle et criminelle; qu'ils se déclarent prêts à tout, même à la grève générale, pour empêcher la guerre où les mène Staline; qu'ils fassent cela et de l'autre côté de l'Atlantique, si réformistes qu'ils soient, le C.I.O. et l'American Federation of Labor répondront chaudement par un même engagement.

Il y a eu 1914, veut-on bien me rappeler. Je ne l'ignore pas. Je l'ignore si peu que c'est pourquoi je souhaite au prolétariat international, et à la classe ouvrière française, d'être moins aveugles et moins impuissants qu'en 1914 et qu'en 1939. De ne pas attendre le fracas de la guerre pour réunir le Zimmerwald qui travaillera pour la paix d'abord, pour la révolution ensuite, la révolution véritable et non sa sinistre caricature.

J'oublie si peu 1914 et que c'est à cette date que dérailla le syndicalisme français, que tout mon espoir vise à le remettre sur de meilleurs rails. Mais les problèmes qui se posent en 1949 ne sont pas exactement les mêmes qui se posèrent alors. Aujourd'hui, les bonzes réformistes sont infiniment moins dangereux que ce que vous appelez les bureaucrates stalinien. Ceux-ci constituent le danger n° 1. Ne pas le comprendre, c'est ne pas comprendre les causes profondes de la scission syndicale de 1947. C'est vouer le mouvement ouvrier à la désagrégation et à la stérilité. C'est patauger sans boussole.

L'Amérique va-t-elle intervenir en Indochine?

Voici la conclusion que Steward Alsop, journaliste américain, donne (30-6-49) à une série d'articles envoyés d'Indochine à son journal, le New-York Herald :

Après ce qui vient de se passer en Chine, l'Occident ne peut pas courir le risque de perdre l'Indochine. Ce pays est comme un doigt fortement musclé qui entoure le Siam et pénètre jusqu'au cœur du Sud-Est asiatique. Sa perte serait le premier acte d'une catastrophe générale. Que peuvent faire, pour l'éviter, les Etats-Unis, leaders de l'Occident?

Avant de venir en Orient, je pensais que ce néo-nationalisme asiatique d'après guerre n'était pour une large part qu'un phénomène de surface, produit d'une poignée d'intellectuels. Cela est entièrement faux. Le nationalisme asiatique est une force profonde et partout répandue.

Or nous avons été mis dans une position où nous apparaissions comme étant les ennemis du nationalisme asiatique, tandis que Mossoo en apparaît comme le champion! Si cela continue, nous sommes sûrs, d'après ce que pensent unanimement les meilleurs connaisseurs de l'Orient, de perdre l'Asie. Nous devons donc empêcher que cela continue.

Ce que nous ne devons pas faire est clair. Une politique américaine, qui soutiendrait ou paraîtrait soutenir les restes moribonds du colonialisme français d'Asie, serait pure folie! Un programme américain de fournitures d'armes à une armée française coloniale, pour une guerre que cette armée ne peut pas gagner, serait fatale aux intérêts de l'Amérique dans l'Asie entière.

Ce que nous devons faire est non moins clair. Nous devons soutenir l'expérience vietnamienne avec détermination et énergie. Nous devons publiquement insister sur la réalité de l'indépendance du Viet-Nam — ce qui irritera certainement profondément un grand nombre de Français. Nous devons, aussitôt que possible, offrir une aide généreuse, diplomatiquement, économiquement et militairement, au gouvernement du Viet-Nam indépendant et à son armée, dont les Français ont maintenant accepté officiellement l'institution. La faiblesse réelle de ce gouvernement ne réside pas dans le fait que son chef Bao Daï ne fut dans sa jeunesse qu'un homme de sport, elle provient de la conviction qu'a tout le monde que Bao Daï n'est qu'un pantin aux mains du colonialisme français et que, pour cette raison, il est autant condamné que le colonialisme français lui-même, tandis que Ho Chi Minh représente l'avenir.

Pour que l'Occident puisse au moins couvrir le risque d'une bataille, cette conviction doit disparaître et, seule, une politique déterminée de l'Amérique pourra la faire disparaître... C'est pour la constitution, le maintien et le soutien d'un gouvernement du Viet-Nam qui ne serait en aucune manière subordonné à aucune Grande Puissance, que ce soit la France, l'Union soviétique ou les Etats-Unis, que l'Amérique doit faire sentir dès maintenant tout le poids de sa force.

Ainsi, non seulement la France a dû consentir à Bao Daï plus de droits que ceux qu'elle avait accordés au Viet-Minh, et dont celui-ci s'était contenté, mais on peut d'ores et déjà prédire que l'appui que lui apportera l'Amérique, et quelle n'aurait point apporté, au moins dans la même mesure, au Viet-Minh, lui assurera une indépendance réelle, et pas seulement nominale, par rapport à la France.

S'avère donc plus encore ce que nous disions dans nos notes du mois de mai : « En Asie, la perfidie ne paye plus ». Par la violation éhontée des engagements qu'ils venaient de signer, par leur coup de force du 30 octobre 46, et la série de provocations ininterrompues qui y ont fait suite afin de forcer le Viet-Minh à la guerre, les gouvernants français ont perdu tout ce qui aurait pu rester à la France dans cette partie du monde s'ils étaient simplement conduits comme des honnêtes gens.

— R. L.

CHRONIQUE OUVRIÈRE ITALIENNE

LE FASCISME ROUGE A MOLINELLA

Les événements continuent à se précipiter et l'intolérance ne connaît plus de limites, sans que l'on puisse savoir s'il faut attribuer ces phénomènes à l'extraordinaire ignorance de l'état-major politico-syndical communiste, ou à la certitude qu'il a de voir « le temps travailler pour lui », et l'espoir de retourner au gouvernement, coûte que coûte.

Signalons brièvement les faits tels qu'ils se sont succédé. Molinella est un des centres socialistes les plus importants du Val Padana, dans le voisinage de Bologne, et proche de l'épicentre du fascisme agraire le plus féroce, lequel ne parvint cependant jamais à démanteler le bastion du socialisme turatien.

Après la libération, Molinella supporta mal la direction aveugle des social-communistes qui furent mis en minorité lors d'un congrès ouvrier régulier. Mais les social-communistes ne se soucient pas de la volonté des travailleurs : de nuit, des équipes d'activistes communistes enfoncèrent la porte de la Chambre du travail, changèrent la serrure et s'installèrent dans les locaux, exactement comme faisaient les fascistes.

Les ouvriers de Molinella créèrent, après l'incident, une Chambre du travail autonome, qui n'adhéra pas à la C.G.I.L. pas plus qu'à la centrale de Pastore. En deux jours 3.200 cartes furent placées parmi les salariés des deux sexes, c'est-à-dire parmi la quasi-totalité du prolétariat. Alors commença la chasse à l'homme : Martoni, secrétaire de la Chambre autonome, fut mis à l'index, et ne put retourner à Molinella. La mère de Martoni fut traînée sur la grand-place et déshabillée. Le « squadrisme » rouge battait son plein.

NENNI ET TOGLIATTI LA MAIN DANS LA MAIN

Au congrès socialiste de Gênes, qui se tint il y a un an, la fraction nenniste fut mise en minorité. Le courant centriste avait pris la direction du parti, héritant par là même d'une dette de 40 millions. Le téléphone et le courant électrique étaient coupés dans les locaux, les factures demeurant impayées. Des quarante hebdomadaires, une douzaine survivaient. La nouvelle direction, dont de nombreux membres venaient du parti d'action, parvint à remettre le parti en marche.

Dernièrement, à Gênes, un nouveau congrès a replacé Nenni et Basso en selle. Nenni et Togliatti peuvent marcher de nouveau la main dans la main. Mais une nouvelle scission en est résultée, qui va se développant. Le député Romita et une partie de l'aile droite du parti sont sortis, et ont entamé des pourparlers avec le P.C.L.I. pour s'unir aux saragatiens. Ce nouveau schisme aura des répercussions dans le camp syndical confédéral : plusieurs syndicalistes du P.S.I., comme Viglianesi, secrétaire de la Fédération nationale des travailleurs des industries chimiques; Chiari, des métallurgistes; Bulleri, vice-secrétaire de la C.G.I.L.; Colombini et quelques autres se trouvent en rébellion ouverte dans la confédération de Di Vittorio, et en passe d'être liquidés.

Les dissidents antinennistes se verraient remplacés d'autorité par la direction du parti. Ce que les fascistes faisaient hier, les lansquenets de Nenni, l'épuration, et de Togliatti; l'administrateur, et le feront aujourd'hui. Des représentants comme ceux cités plus haut, désignés par des congrès réguliers, par la base, seront renvoyés, sans que les travailleurs qui les ont nommés en soient avertis, ni avant ni après. C'est, pour Nenni, de la démocratie pure et progressive.

La polémique bat son plein, et c'est sans doute pour cette raison que la C.G.I.L. a renvoyé son congrès, prévu pour juillet, à fin septembre, dans l'attente du développement que prendra la crise syndicale.

LA FEDERATION ITALIENNE DU TRAVAIL

Les travailleurs républicains et saragatiens ont lancé un manifeste national et ont donné le jour à une nouvelle centrale ouvrière.

Quelles pourront en être les répercussions ? Quelle influence pourra-t-elle exercer sur le mouvement ouvrier ? Il est trop tôt pour pouvoir répondre à ces questions. Des comités provinciaux provisoires se sont constitués à Rome, Bologne, Milan, Naples, Turin, Bari, Carrare, Pise. D'autres seront formés partout où les circonstances le permettront.

De sorte que, face aux employeurs unis et groupés en une seule organisation, soutenue par un gouvernement « noir », disposant d'une majorité parlementaire absolue, il y aura chez les représentants ouvriers et parmi les ouvriers eux-mêmes, trois fractions qui se heurteront, se bagarreront à propos de tout ce qui est syndical, et la politique partisane des quatre chefs : Parri, Canini, Pastore et Di Vittorio, dominera les intérêts ouvriers.

Aujourd'hui, la Fédération Italienne du Travail constitue une réalité. A Rome, dans la salle de la Science, elle a été officiellement créée, après l'audition de l'hymne des travailleurs et de l'hymne de Mameli (on ne sait ce que ce dernier faisait là). Les secrétaires nationaux sont Giovanni Canini et le député Enrico Parri. Le conseil directeur a été élu.

Les militants se sont adressés au gouvernement et aux diverses fédérations patronales, pour réclamer leur place dans toutes les commissions ministérielles; pour participer, à égalité de conditions, à la confection de tous les contrats de travail, au règlement de tous les conflits présentant un caractère syndical.

Evidemment, les derniers scissionnistes en date ont été accusés de trahison. Ils répondent, insensibles au vent de la steppe, sur le même ton. Mais aussi les patrons et les actionnaires des grands groupes rient sous cape, lancent des plaisanteries, béats et contents.

LA GREVE DES OUVRIERS AGRICOLES

Depuis un mois environ, les travailleurs de la terre ont abandonné le travail et mènent une grande grève. Mais en raison de la scission, la jaunisse provoque des ravages, des heurts entraînant morts et blessés des deux côtés. La haine croît entre travailleurs émancipés. Les propriétaires font feu sur les grévistes. La police ne demeure pas inactive : des morts et blessés, des centaines d'arrestations.

A la répression patronale et policière, il a été répondu, dans les localités les plus frappées, par la grève générale au chronomètre : deux heures, une demi-journée, vingt-quatre heures, suivant la gravité des événements. Puis tout est rentré « dans l'ordre ».

Le député Pastore, secrétaire de la L.C.G.D.L., a déclaré, à l'occasion d'une réunion, que les victimes tombées à l'occasion des conflits agricoles étaient au nombre d'une vingtaine, chiffre impressionnant.

Préoccupé sans doute par l'ampleur que prend la scission ouvrière, il a émis un avis, lors d'une interview, au sujet de l'unité prolétarienne : il s'est demandé s'il ne fallait pas envisager sa reconstitution, il a déploré sa rupture. Cette position

a suscité une certaine surprise. *Si les roses existent, elles fleuriront...*

Entre temps, les dirigeants des corporations fascistes dissoutes, mis au ban du mouvement ouvrier, exclus de par les articles du statut confédéral, commencent à relever la tête et réclament le droit à participer à la vie syndicale.

Nous avons déjà signalé la parution de leurs publications : « *Pagine Libere* » et « *Rassegna del Lavoro* », qui sont éditées à Rome. Il paraît maintenant, et nous en sommes au troisième numéro, un grand hebdomadaire : « *Il Lavoro italiano* », lequel défend évidemment un syndicalisme libre et indépendant des partis politiques. Ces dirigeants se préparent sans doute à exiger leur participation à la « *Constituante syndicale* » qui, suivant le désir et l'espoir de beaucoup, devrait permettre le rassemblement de toutes les fractions d'une armée vaincue et en débandade, parce que sacrifiée à une vaine politique de politiciens incompétents, dont l'exemple le plus caractéristique, par sa nullité, est Di Vittorio Giuseppe.

FIN DE LA GREVE DES OUVRIERS AGRICOLES

Après quarante jours de lutte dramatique, la grève des travailleurs de la terre, avec près de deux millions de participants, est terminée. Di Vittorio a frappé à la porte des présidents de la Chambre et du Sénat, Grochi et Bonomi, et a demandé leur intervention.

Quelle est la raison de ce relâchement des leaders confédéraux ? Certains l'attribuent à une manœuvre habile du pachyderme Di Vittorio, plaçant le gouvernement dans une situation difficile. Mais le gouvernement n'a pas marché. D'autres, et parmi ceux-là, le « *Corriere della sera* », de Milan, pensent qu'il s'agit d'une retraite stratégique. Ce quotidien écrivait le 24 juin : « Le fait que la C.G.I.L. acceptait de recourir de nouveau au gouvernement, sans obtenir la reconnaissance de la juste cause, confirmait que la grève elle-même allait en se rétrécissant. Aujourd'hui encore, l' *Unità* annonçait, dans son titre, que la grève « mettait en péril la récolte du blé ». Dans les milieux officiels, il se confirmait, au contraire, que la grève était désormais localisée et limitée à quelques zones, que, dans de nombreux endroits, on faisait grève le jour et on travaillait la nuit, et que, de la part des communistes, la lutte à outrance n'était plus qu'une menace d'intimidation ».

Dans « *l'Umanità* », quotidien des Saragatiens, du 25 juin, on peut lire : « Un écho de la satisfaction du pays pour la liquidation du conflit a résonné à la Chambre où le député Di Vittorio a remercié les présidents du parlement pour l'intérêt qu'ils ont apporté à résoudre le grave conflit agricole... et, qu'en conséquence, la confiance des travailleurs envers le parlement est toujours plus grande... »

L'hebdomadaire « *Il Libertario* », de Milan, un des meilleurs périodiques du mouvement anarchiste, sous le titre : « Le syndicalisme au parlement », déclare : « La C.G.D.L. ne trouve pas de meilleure tactique que celle de transporter la lutte sur un plan typiquement politique : au parlement... » « L'important est que le parlement fonctionne comme instance suprême pour les conflits syndicaux. Ainsi, l'armée des députés et des sénateurs pourra justifier, puisqu'ils sont à la tête de l'organisation confédérale, le double usage de leurs charges, et des avantages qui y sont attachés... » Plus loin : « La demande de Di Vittorio peut correspondre à la volonté d'enterrer honorablement le magnifique mouvement des travailleurs agricoles, mais elle peut correspondre aussi à un nouveau plan de pacification dont on constate déjà

les effets : abandon de la non-collaboration, des occupations et du contrôle des licenciements... »

De Gasperi n'a pas voulu intervenir pour ne pas créer de précédent et pour ne pas se prêter à la manœuvre de Di Vittorio. Comme conclusion, les communistes chantent victoire, mais pratiquement les ouvriers agricoles n'ont rien obtenu : le parlement s'est engagé à appliquer la loi et à présenter un projet avant les vacances.

Inutile de dire que la condition première a été l'arrêt de la grève, ce qui a été partout appliqué.

L'HOMME DE LA RUE.

25 juin 1949.

Le camarade loup et la liberté

Pendant le congrès des films culturels à Hambourg, on montra également, au cours d'une séance d'après-midi, des films documentaires russes, parmi lesquels il y en avait deux sur le Zoo de Moscou. On crut tout d'abord, qu'ils représenteraient les vues habituelles sur les animaux : de l'exotique et du sentimental en un mélange agréable, mais on vit, avec étonnement, des expériences destinées à prouver que l'instinct des bêtes est susceptible de changer. On sépare les jeunes animaux de leurs parents, on les fait élever par un gardien ou une gardienne, on les habitue à un horaire régulier et on les conduit ensemble à la promenade pendant une heure ou deux par jour. C'est l'esprit de communauté ou de collectivité qui est le but à atteindre. Ainsi le lion marche avec l'ours, le loup avec l'agneau et le renard avec le chien, et ça se caresse, joue, gambade, et personne ne songe à saisir l'autre à la gorge. On voit par là que la marche du monde est modifiée, l'ère des grands fauves révolue. Et le paradis retrouvé avec l'antilope se couchant sans peur à côté du lion font que les manuels scolaires avec les vieilles fables sont tout juste bons à mettre au panier.

Comme dans un congrès populaire ou un Premier Mai, tout annonce la paix et l'unité. Quelqu'un qui apparaît vraiment réactionnaire, c'est le vieux lion qui grince des dents et rugit pour avoir une proie.

Quant aux jeunes, assure le film, rien à craindre, c'est l'ère de la démocratie populaire chez les animaux. En tout cas, le film s'achève juste au moment des résultats de la nouvelle méthode d'éducation, à savoir quand les animaux cessent d'être jeunes. Mais les producteurs de films ont confiance ; il serait d'ailleurs étonnant qu'un système qui considère les hommes comme une simple matière première, capable de supporter les modifications les plus violentes, ne réussisse pas à dominer l'instinct des bêtes ! Tout dépend de la méthode.

Ce film prouve, par exemple, que le loup cesse d'aimer la liberté. Ainsi, un gardien amène un jeune loup à la porte ouverte de sa cage, et, voyez donc, il ne fait pas comme Kravchenko, il retourne au fond de sa cage. « Son instinct de la liberté est éteint », annonce le film et on remarque le plaisir que ses producteurs en éprouvent. Ils ont créé le loup soviétique, l'être qui méprise la liberté, cette illusion d'un monde bourgeois qui disparaît, l'être pour lequel la cage est devenue un axiome. Ce qu'on n'a pas encore réussi à faire du peuple russe, on l'a atteint sur ce loup du Zoo de Moscou. Il se dresse là comme un exemple pour le citoyen soviétique. Et qui sait, on n'a peut-être entrepris les expériences zoologiques de Moscou que pour tirer quelque utilité de leurs résultats en vue d'expériences en plus grand sur les hommes !

(*Der Tagespiel*, Berlin, 25 mai 1949.)

Franz MATZKE.

Impressions du congrès du Livre de Bordeaux

La R. P. me demande « un petit compte rendu du congrès de la Fédération du Livre ». Mon ambition n'ira pas jusque-là, car, je dois, l'avouer, je n'ai pris aucune note. Les journaux — je ne les lis pas — ont dû par ailleurs donner l'essentiel. Je me limiterai donc à des impressions de congrès.

La question qui devait dominer l'assemblée était celle-ci : « Le Livre resterait-il à la C.G.T. ou allait-il se replier dans l'autonomie ? »

Le referendum de 1948 semblait avoir tranché dans le sens du maintien de la « vieille maison ». Tout de même, un an et demi, c'est beaucoup, et les typos et correcteurs parisiens pouvaient à bon droit considérer que le problème, résolu en apparence, méritait d'être examiné de nouveau.

Il faut tout d'abord insister sur la phobie quasi malade des militants du Livre pour tout ce qui rappellerait une scission. L'expérience malheureuse de la C.G.T.U. pèse encore lourdement sur les esprits et il y a des choses qu'on ne veut plus revoir : tout le Livre est obsédé par la crainte d'une dislocation de la vieille fédération et cette hantise a été le fait déterminant du congrès, ce qui devait inmanquablement servir la tendance conservatrice du syndicalisme du Livre.

Nous touchons là à l'originalité profonde du Livre au milieu du mouvement ouvrier français : il est étroitement conservateur, et il l'est jusqu'à l'intelligence ; envers et contre tout, la C.G.T. reste la vieille maison. Le 213, rue La Fayette, la rue Jules-Breton (siège de la Fédération) et le Secrétariat typographique international, voilà tout l'horizon des militants et on ne sort pas de là, quels qu'aient pu être les changements qui ont bouleversé la vieille maison au point de la rendre méconnaissable. Les staliniens ne pouvaient manquer d'exploiter une situation aussi commode, et on peut bien dire que, placée sur ce terrain, la partie était pour eux gagnée d'avance, malgré le nouveau referendum, celui des typos parisiens, dépouillé à la veille du congrès et par lequel le syndicat décidait, par 2.500 voix contre 1.000, de rompre avec l'Union des syndicats de la Seine.

Rendons cette justice à Ehni : il a su préparer le congrès. Les nombreuses petites et moyennes sections de province ont été touchées longtemps à l'avance et avec des moyens auxquels les typos parisiens n'avaient rien à opposer. Méfiants et soupçonneux, les provinciaux accusent les Parisiens de vouloir gouverner la Fédération. Attitude injuste : ce sont les sections de province qui, de tout temps, ont donné le ton au Livre, et la Fédération fut toujours l'émanation des petits syndicats provinciaux bien plus que des grosses sections parisiennes. Autre élément qui a joué son rôle : les communistes savent parfois faire de la diplomatie : avec les militants du Livre on est toujours courtois, dans les unions locales aussi bien que dans les U.D. et Louvet ne me contredira pas quand j'ajouterai qu'à Bordeaux nos rapports avec les communistes du Livre général parisien ont été extrêmement cordiaux. On ne verrait pas ça dans le Bâtiment...

Les communistes, fort peu nombreux — une vingtaine sur trois cents délégués — n'ont joué aucun rôle dans le congrès. Il leur suffisait d'être muets et attentifs.

Le Bureau confédéral nous avait délégué Le Leap. Il fit un discours long et habile, pour ne rien dire, sauf son affirmation que « la paix ne courait aucun danger du fait des pays de l'Est ». Il fut écouté dans un silence poli, c'est tout : pas ou peu d'applaudissements. On m'a dit qu'au congrès précédent, Jouhaux avait été l'objet d'une véritable ovation, avec « Internationale » !

Ehni devait être vigoureusement attaqué par plusieurs délégués, dont Louvet, Guinant (Versailles) et le signataire de ces lignes, notamment sur le cumul des fonctions de secrétaire fédéral et de directeur de l'imprimerie de la C.G.T. — cette dernière faisant de lui le salarié du bureau confédéral — ainsi que sur son attitude à la C.A. confédérale (son abstention dans le vote sur l'intrusion de la C.G.T. dans la mare aux combines des élections cantonales). A la tribune, la plupart des délégués vinrent s'affirmer pour l'indépendance du syndicalisme et condamner l'orientation actuelle de la C.G.T., laquelle devait être magistralement dénoncée par le camarade Andanson, de Clermont-Ferrand. Largentier, enfin, exposait habilement la position préconisée par Paris-typos : se retirer tous dans l'autonomie, la Fédération du Livre, les mains enfin libres, devenant le point de ralliement du mouvement syndical disloqué. Mais tous les délégués (Paris-typos, Paris-correcteurs, Versailles et Fontainebleau mis à part) avaient mandat de voter le rapport moral. C'est tout ce que voulaient Ehni et ses amis du moment — car nous ne pouvons croire que cet étrange mariage soit conclu pour l'éternité — et le congrès devenait pour eux un pensum qu'il fallait subir avec patience.

Ehni pouvait donc se permettre de répondre comme il voudrait, et il n'a, dans son discours, effectivement rien répondu aux accusations des délégués et n'a pris aucun engagement devant le congrès. Par conséquent, les choses continueront comme par le passé, et la tentative de redressement a cette fois encore pleinement échoué.

Pour qui a vécu les trois jours du congrès, les sentiments du Livre sont pourtant clairs : on veut plus que jamais l'indépendance du syndicalisme, on se méfie plus que jamais de la politique, on est pour un réformisme corporatiste, comme en témoigne le succès du vieux réformiste Halgrain (Chartres) évoquant nostalgiquement Keufer et Liéchon pour accrocher Ehni à propos d'une histoire où celui-ci n'avait pas le beau rôle, car rompre avec la Fédération patronale, c'est bien beau, à condition de passer à l'action pour obliger les patrons à revenir à de meilleurs sentiments. Rien n'a été fait. Les deux grands secrétaires réformistes, dont l'ombre planait sur l'assemblée, auraient continué à causer, eux...

-o-

Le reporter de *l'Humain* pensait sans doute télégraphier à son canard la fin du congrès sur une vibrante « Internationale ». Il a dû être passablement abasourdi en entendant les typos parisiens, suivis par une grande partie des congressistes, lever la séance en chantant : « A la santé du confrère », le joyeux refrain qu'entonnent les compagnons pour trinquer, le verre à la main...

Marcel GUENEC.

UN REDRESSEMENT DIFFICILE POSSIBLE ET URGENT !

Si l'on attend les débats du congrès du Syndicat National des Instituteurs, qui s'ouvre le 18 juillet, à Nancy, avec la même impatience et la même confiance que l'on attendait ceux du congrès du Livre, on se prépare une déception du même ordre de grandeur — plus profonde peut-être, pour ceux qui n'ont pas oublié le rôle joué avant guerre par le syndicalisme des Instituteurs, au sein de l'organisation ouvrière. Hélas ! Il n'est pas question d'apprécier un rayonnement extérieur... aujourd'hui nul... mais une assiette « interne »... quelque peu chancelante. Le héros du « Roi des Montagnes », dont les bretelles sont tombées, ne peut échapper aux bandits grecs qui le poursuivent. « Allez donc courir et sauter en retenant votre pantalon ? » Si les dirigeants du S.N. manquent d'ardeur, de légèreté, de souplesse dans leurs évolutions, c'est peut-être aussi parce qu'ils sont gênés... à la base...

Sortiront-ils vainqueurs du vote sur le rapport moral ? Le tiers du bureau national ne le souhaite pas ; la responsabilité de l'organe directeur, dans la période close aujourd'hui, se limite aux deux tiers. Le secrétaire général Aigueperse constate, avec une surprise peut-être sincère, que « les critiques les plus vives contre le rapport moral émanent de membres du bureau ». (*Ecole Libératrice*, n° 35.) Ainsi on a institué la « représentation proportionnelle » pour assurer la participation des minorités aux responsabilités de la direction. On se maintient dans l'autonomie pour ne pas rompre avec les stalinien et respecter les répugnances de l'*Ecole Emancipée*. Et les minorités se retrouvent distinctes de la majorité — non seulement pour déterminer l'orientation future (ce qui est normal) mais encore pour juger l'action passée à laquelle elles ont participé ou qu'elles ont pu contrôler en permanence.

Jamais, le syndicat n'est apparu aussi divisé à sa tête, moralement et organiquement. L'autonomie, qui s'expliquait par le souci d'unité, provoque non seulement l'opposition des partisans de la C.G.T. colonisée et de F.O., mais des divergences irréductibles entre ses promoteurs quant à ses effets et sa justification.

Passe encore pour les staliniens. Ils sont campés sur leur position et — semblables aux troupes d'occupation allemande — ils sont prêts à abandonner immédiatement sur un ordre imprévisible le cantonnement qu'ils ont soigneusement aménagé. Mais la tendance *Ecole Emancipée* ?

Son leader Vallière aurait eu — d'après Aigueperse — « tout le loisir de faire au bureau des propositions concrètes ». Il en a présenté une seule, « celle de faire participer le S.N. aux travaux du Comité de Coordination des syndicats autonomes ». Proposition logique, sans aucun doute, qui vaut d'être présentée au congrès. Cette initiative unique suffit-elle cependant pour justifier l'opposition, alors que, dans l'action... et même « l'inaction du 15 juin », on semble s'être toujours solidarisé avec la majorité du bureau ?

C'est que l'on ne doit rien à l'équipe dont on est membre et tout à la « tendance » que l'on représente. Aucune duplicité, aucune déloyauté dans le jeu de Vallière. On ne connaît qu'une solidarité, qu'une

discipline — celles de la tendance. C'est dire qu'il n'y a pas un syndicat national, mais au moins trois groupes juxtaposés, avec cette aggravation que l'un dépend étroitement d'une bureaucratie extérieure.

A la base — et là cela se comprend mieux — les mêmes divisions se retrouvent — les mêmes disciplines jouent à plein. Ce qui est plus grave pour les dirigeants du syndicat, c'est l'opposition spontanée de la fraction, sans doute la plus active, de leur majorité. C'est ainsi qu'à la quasi-unanimité, les sections de la Loire et de la Seine se prononcent contre le rapport moral. Dans ces conditions, un vote défavorable placerait le congrès dans une situation sans issue, car tout oppose les staliniens aux autres minorités. Un vote favorable — probable, d'ailleurs — laissera la majorité amputée de son « aile marchante ». Dans les deux cas, c'est un affaiblissement certain.

Le caractère des oppositions

Inutile d'insister sur l'opposition stalinienne.

Ces messieurs se plaignent d'être brimés, de ne pas être utilisés selon « leur compétence », gémissent sur la malignité des hommes et la malédiction des choses qui les obligent, le cœur meurtri, à constituer une organisation de tendance et à monter « en marge des rouages réguliers du syndicat une machine de guerre contre les militants choisis par la majorité ». (Aigueperse, *dit*.) Et ils parlent de Liberté, de Démocratie et de Paix. C'est à se demander s'ils peuvent se regarder sans rire, s'ils peuvent formuler de telles observations et objurgations sans se taper sur la cuisse et cligner de l'œil.

Le plus grave dans cette histoire, c'est que, si le stalinisme est un phénomène sérieux, même tragique — les déclarations des staliniens ne peuvent être prises au sérieux, ni par eux-mêmes ni par leurs contradicteurs d'aujourd'hui. Seulement on affecte de les prendre au sérieux. On leur a ouvert largement les colonnes de l'*Ecole Libératrice*. Scrupule démocratique ? Allons donc ! — Peur de leurs réactions. Car le libéralisme n'a jamais joué dans les deux sens. Il suffirait d'opposer à leurs déclarations, une documentation concrète sur la vie des syndicats et des ouvriers, sur les tendances de l'enseignement en U.R.S.S. et dans les Etats satellites. Seuls, les camarades de l'*Ecole Emancipée* l'ont tenté. Mais on n'a pas oublié le sort réservé par la rédaction de l'*Ecole Libératrice* à des extraits des manuels scolaires russes

Pour ne pas troubler leur quiétude, les dirigeants du syndicat ont laissé aux staliniens non seulement la libre disposition des tribunes et des haut-parleurs, mais aussi l'installation dans des places où l'on peut mener une action discrète, profonde et efficace. Dans les groupes d'Education Nouvelle, dans les centres de psycho-pédagogie, dans les centres d'entraînement, à la Ligue de l'Enseignement... même au cabinet du ministre, vous repérez toujours... avec un peu de flair et de patience, le stalinien qui se dissimule dans un couloir ou s'avance à nos côtés pour placer les gens sûrs, fermer des portes, expurger ou étouffer des dossiers, orienter les crédits et les sub-

ventions. On entend avec compassion les soupirs d'Aigueperse, lorsque le Tartuffe stalinien passe de l'humilité (*oui ! mon frère, je suis un méchant, un coupable*) à l'arrogance (*la maison est à moi. C'est à vous d'en sortir!*) Mais il ne fallait pas jouer avec complaisance le rôle d'Orgon, surtout lorsqu'on n'a pas l'excuse de la bêtise. Il fallait en temps utile dénoncer les « grimaces des façonniers », leur dire : vous n'avez pas le droit de parler de laïcité, de défense de la paix, de démocratie, de liberté, de patriotisme, d'internationale... et leur mettre le nez dans la marchandise de leurs maîtres, aussi bien dans les manuels scolaires que dans le budget militaire et le Code du Travail de l'U.R.S.S. Et il faudrait leur dire aujourd'hui...

L'opposition de l'*Ecole Emancipée* a évidemment un autre caractère et une autre tenue. On est certain d'avoir en face de soi des gens pour qui les mots expriment des idées. Outre des raisons doctrinales — et en ce domaine il est difficile de ne pas tomber dans le formalisme — et des propositions d'action corporative qui ne sont peut-être pas immédiatement réalisables mais qui sont de *bonne cuvée* syndicaliste (parce qu'elles tendent essentiellement à diminuer le poids de la hiérarchie, à unifier les conditions de rémunération, à élever la base sans toucher au sommet, à briser l'esprit de catégorie), l'essentiel de l'opposition de nos camarades porte sur le mépris par la majorité de la motion « Bonis-sel-Valière », votée par le congrès de Pâques 1948, qui précisait l'effort à entreprendre en faveur de l'unité syndicale sur des bases fixées avec une netteté indiscutable. Nous reviendrons sur ce problème.

Mais il ne semblait pas jusqu'au début de juin que l'on formulât de graves critiques sur l'action corporative du syndicat. Cette histoire du reclassement, dont nous avons entretenu les lecteurs de la R.P. à plusieurs reprises, touche sinon à sa conclusion définitive, au moins à la fin d'une étape importante. Il faut vraiment dépasser les limites permises de la polémique tendancieuse pour ne pas reconnaître que le maximum possible a été obtenu quant à la place de l'Enseignement dans l'échelle des fonctions publiques. On le reconnaîtra d'autant plus aisément que ces résultats loin de justifier la position d'autonomie se placent dans le temps — avant l'autonomie — et peuvent être compromis, si celle-ci est maintenue.

Nous négligerons des revendications et des mécontentements particuliers (par exemple les indemnités de la Seine, les « indices » des directeurs et des professeurs de Cours complémentaire) qui ne sont pas de nature à justifier une opposition inquiétante. S'il est vrai que des éléments actifs — tels ceux de la Loire (cf. motion publiée dans la R.P. de juin 49) se placent, quant à l'action sociale, sur une position voisine de celle de l'*Ecole Emancipée*, s'il est vrai que les partisans avoués de F.O. peuvent à juste titre se plaindre de l'attitude du bureau « autonomiste », c'est certainement l'affaire du juin qui justifie le vote de méfiance de militants n'obéissant pas à une discipline de fraction.

L'inaction du 15 juin

Nous avons défini, dans le dernier numéro de la R.P. (juin 1949), l'action du 15 juin et critiqué sans ménagements l'attitude du bureau de la Fédération autonome et du bureau du syndicat autonome des Instituteurs.

Plus élocuente que nos paroles, la participation à la grève des enseignants de la Seine et des Instituteurs de la Loire — pour ne citer que deux exemples — implique un désaveu formel des dirigeants du syndicat.

Ceux-ci ont réagi. Dès le 14 juin — alors que nul ne pouvait prévoir l'ampleur de la grève et les décisions gouvernementales — ils ont décidé de traduire devant le congrès les indisciplinés... c'est-à-dire les grévistes. Ils sont allés plus loin... Ils ont con-

damné implicitement le mouvement « proposé, en dehors des enseignants par certaines organisations, qui n'ont pas toujours manifesté, dans le passé, un grand souci de solidarité interfédérale ». Notez-le bien. Ce jugement a paru le 16 juin, le même jour que le communiqué gouvernemental annonçant des sanctions contre les grévistes des cadres administratifs.

J'ai écrit — (*Nouvelle Tribune des Fonctionnaires* de juin 1949) — qu'il y avait là une confusion volontaire : car la grève a été décidée, non par des organisations particulières, mais par le Comité Interfédéral des Fonctionnaires et Postiers F.O. — ; une contre-vérité, car la Fédération autonome de l'Education nationale a été avertie officiellement, en temps utile, de la préparation du mouvement — ; une incongruité : car jamais, dans le passé, aucun militant du S.N. n'aurait osé ranimer des conflits sordides de catégories, lors d'une lutte dont l'objectif est commun à tous les fonctionnaires et dont l'enjeu correspond à la plus haute et la plus vieille revendication corporative des enseignants.

Si j'avais regretté ma sévérité, le leader d'Aigueperse, dans l'*Ecole Libératrice* du 23 juin, aurait suffi pour apaiser mes scrupules. Non seulement parce qu'il aggrave ce qui avait provoqué ma première réaction, mais parce qu'il prouve — sous une forme apparemment maladroite — une habileté machiavélique à laquelle le Aigueperse d'avant guerre — solide militant syndicaliste de la Haute-Vienne et ami de la R.P. — ne m'avait pas habitué. L'effet désastreux de l'article, hors de l'enseignement primaire, fausserait notre jugement, si nous ne connaissions pas le public auquel s'adresse Aigueperse — une majorité d'instituteurs ruraux capables de généreuses pensées et de courageuses résistances, mais dont les vertus professionnelles mêmes éveillent la défiance et dont l'isolement favorise les préventions. Facile d'exciter leurs légitimes susceptibilités : « *les camarades F.O. ont élaboré seuls un mouvement et condescendaient à accepter, sous certaines conditions, le concours des enseignants pour l'exécuter* ».

Pour complaire à l'*Ecole Emancipée*, on se plaint de l'hostilité des fédérations F.O., à toute forme d'unité d'action.

On flatte les enseignants, en évoquant la grève de novembre 1947, où on les laissa « seuls », malgré la décision de la majorité de l'Union générale des Fonctionnaires, encore unie dans la C.G.T.

On fournit l'alibi ordinaire à ceux qui affectent de mépriser un moyen d'action dont ils sont bien décidés à ne pas user... par prudence : « *Cette grève de vingt-quatre heures... escarmouche inopportune... décidée par des gens présomptueux qui ne sont pas guidés par le seul souci de l'intérêt des fonctionnaires et qui ont voulu ouvrir une soupape de sûreté.* »

On compte même attendre les staliens... que ces scissionnistes de F.O. ont tenus à l'écart... à qui on offre en pâture les militants de la Fédération syndicaliste des P.T.T., dont il n'a pas été possible — malgré de sérieux efforts — de se débarrasser complètement lors de l'épuration... orientée. (On n'a réussi qu'à assassiner Fronty.)

Surtout on insiste avec une lourdeur calculée sur tout ce qui peut exciter les instituteurs contre les postiers et les agents des Finances — comme *jamais* on ne l'avait fait dans l'*Ecole Libératrice* et dans les congrès d'avant guerre.

Encore une fois, tout cela ne manque pas d'une certaine habileté... d'une habileté que l'on n'envie pas à Aigueperse, car elle tourne autour du motif déterminant de l'attitude du bureau — c'est-à-dire sa conviction que la majorité des enseignants était hostile à la grève.

Cette conviction a été partiellement démentie par les faits, car non seulement la grève a été possible dans la Seine et dans la Loire, mais dans certains départements, dont l'Hérault, c'est la circulaire

de la Fédération qui a empêché le déclenchement voulu par les militants de base.

On croirait vraiment, à lire Aigueperse, qu'il s'agit d'une action aux motifs confus, à la préparation clandestine, aux buts obscurs. Jamais, au contraire, une grève n'a été aussi clairement, nettement, publiquement motivée, annoncée et préparée. Notre ami Maurice Janets écrit à ce sujet (*Université Force Ouvrière* de juin-juillet 1949) :

« Dès les premiers mois de l'année, le Comité interfédéral des fonctionnaires F.O. a compris que le gouvernement n'a pas l'intention de poursuivre, en 1949, le reclassement de la fonction publique. Il perçoit le danger que constituerait le renvoi à une date lointaine et indéterminée du paiement des deux tranches de reclassement qui restent encore dues ; d'autre part, il mesure les conséquences que pourrait avoir la passivité des organisations syndicales dans une période où les forces de réaction se montrent très actives et cherchent à ruiner les conquêtes sociales de la Libération. »

Les dirigeants autonomes revendiquent le droit de ne pas lire la presse F.O. On regrette pour eux qu'ils n'aient pas d'autre moyen de documentation et leur ignorance de l'état de la question élève la position autonome jusqu'à la hauteur d'une tour d'ivoire, aux volets clos.

Ce qui me frappe le plus dans ce mouvement, c'est justement le retour aux méthodes et à l'esprit syndicalistes. Pas de conciliabules secrets, de « prises de contact » où chacun cherche à manœuvrer l'autre, pas de marchandages avec le gouvernement ou les parlementaires, pas de déclarations explosives du type « Retenez-moi ou je vais faire un malheur ! » Une affirmation franche et publique au départ (il y a six mois), une consultation sérieuse de la base, l'initiative de deux fédérations qui ne « proposent » pas la grève, mais annoncent leur décision de la déclencher ; un effort de coordination au centre et le choix d'une date convenable pour tous, l'information publique, en termes volontairement brefs et simples du but, des caractères et de la date du mouvement. Aigueperse critique « l'insuffisance stratégique » (!?) du Comité interfédéral F.O. Un état-major qui se contente de « coordonner » au lieu de délibérer secrètement et de décider souverainement : voilà qui choque ce prudent général.

Mais la résolution prise, sur quoi et avec qui discuter ?

Les fédérations F.O. n'avaient rien à demander aux autres, car elles groupent la grande majorité de leurs corporants. Et si les enseignants se plaignent d'avoir été placés devant le fait accompli, qu'ils s'en prennent aux dirigeants de leur Fédération autonome, incapables, en six mois, de lancer une initiative qui aurait prévenu celles des autres.

Au reste, la Fédération des Fonctionnaires chrétiens, l'Union générale des Fonctionnaires cégétostaliniens, toutes les associations professionnelles de l'Enseignement de la Seine se sont révélées beaucoup moins susceptibles que les autonomes. Elles ont invité leurs adhérents à suivre le mot d'ordre F.O. Quant à chercher un alibi dans le refus du Comité F.O. d'entrer en contact — même par l'intermédiaire de la Fédération autonome — avec les fédérations de la C.G.T., c'est feindre de découvrir brusquement ce qui est établi depuis un an et demi. Nos amis F.O. ont de bonnes raisons pour justifier leurs répugnances. Aigueperse leur en a fourni une supplémentaire en rapportant (*Ecole libératrice* du 17 février 1949) : que les fédérations stalino-cégétistes n'accordaient aucune valeur au plan de reclassement.

Il plaît à Valière de subordonner son acceptation d'un mot d'ordre de grève à la participation des cégétistes (séance du bureau du S.N. du 15 juin). Nous préférons quant à nous l'action

sans... « unité d'action » (!?) à « l'unité d'action » (!?).. sans action. Preuve nouvelle de notre insuffisance doctrinale et stratégique !..

Seulement, Aigueperse abuse de l'ignorance de ses mandants en se justifiant par l'absence des enseignants dans la préparation du mouvement. Il oublie (oublie-t-il ou méprise-t-il ?) la présence de la Fédération de l'Education nationale F.O. au Comité interfédéral. Il oublie que la plupart des militants de cette fédération militent également au sein des syndicats autonomes et que la liaison a été établie normalement au sommet et à la base.

Et en particulier par un militant syndicaliste chevronné — qui n'est ni un vieux « porc-épic » comme moi ni un jeune comme Walusinski, suspect pour ses mauvaises fréquentations — c'est l'ami Maurice Janets, dont tout le monde apprécie à la fois la constance et la fermeté, et aussi le tact, la tolérance et la bonne humeur souriante. Evidemment, on ne trouve pas chez nous de Jacqueline Marchand proposant l'unité d'action au nom de la fédération stalinienne qu'elle dirige à la Fédération autonome, dont elle est une des plus séduisantes parures.

Reconnaissons-le cependant. S'il est vrai que tout a été fait pour avertir *en temps utile* la Fédération autonome (il suffit de lire les comptes rendus de sa commission exécutive pour en être assuré), il est également vrai qu'en fin de compte nous avons enfreint la discipline de la Fédération autonome.

Celle-ci ne réagissant pas, nous n'avons pas voulu que les enseignants soient absents de l'affaire. Notre commission administrative, le 7 juin, lance le mot d'ordre de grève, en informe toutes les organisations syndicales, attire l'attention du ministre sur la désorganisation éventuelle des services du baccalauréat prévu pour le 15 juin. Le 9 juin, la Fédération autonome lance l'in vraisemblable circulaire « des ouvriers de la seizième heure » (cf. R.P. de juin 1949). Le 13 juin, le ministre recule la date du baccalauréat et le syndicat autonome de l'Enseignement parisien décide de se joindre au mouvement. On comprend que cette relation de la cause aux effets humilie la puissante Fédération autonome.

Mais c'est évidemment ce qui paraît le plus invraisemblable aux dirigeants du syndicat autonome et plus encore aux révolutionnaires de l'Ecole émancipée. On était convaincu que les gens de F.O. bluffaient et ne réaliseraient pas leur menace. On était et on demeure convaincu que les gens de F.O. sont obligatoirement des hommes du gouvernement et des ministres socialistes.

Tous les militants sérieux connaissent les difficultés rencontrées pour la revalorisation des indemnités particulières des instituteurs de la Seine ! Restrictions budgétaires, hostilité entre Parisiens et ruraux, application stricte du statut de la fonction publique... Jeanne Goujon, cependant, dans l'Ecole émancipée du 25 juin 1949, nous en donne une explication plus orthodoxe : c'est la faute... « des dirigeants syndicaux, dont l'orientation réformiste (F.O. non avouée) les a empêchés d'élargir le mouvement par crainte de mettre le gouvernement en difficulté ».

Il faut donc en convenir. La grève du 15 juin n'a pas été préparée et réalisée... selon les règles...

Et la première de ces règles — postulat qui commande tout le système — c'est que F.O. n'est qu'un rarassis de réformistes, de briseurs de grève, de partisans de Jules Moch et d'agents de Truman. Où irions-nous si l'on s'avise d'agir, même utilement, même efficacement, hors des règles établies par les docteurs ?

« Y'a des règl's pour tout... même pour la vesie ! » disait le bon Gaston Couté dans un poëme beauceron pas très respectueux pour nous, mais bien savoureux, intitulé *Le Matt' d'école !*

Le débat d'orientation

Je ne m'excuse pas d'avoir insisté sur l'affaire du 15 juin. Je préfère toujours l'illustration concrète à l'exposé abstrait. L'application des thèses à leur expression. L'action à la rhétorique.

Et nous voyons plus clair depuis le 15 juin, dans la situation du syndicat autonome.

Plus clair même qu'en lisant l'abondante littérature des cinq motions d'orientation sur lesquelles on se comptera... une fois de plus, car les votes par mandats sont désormais aussi nombreux dans les congrès que les appels dans les camps de concentration. Les lecteurs de la R.P. en connaissent une, celle de la Loire. Avec quelques retouches et allègements, elle nous donnerait satisfaction. La majorité de la Seine en présente une, plus courte. Et le tripartisme impose l'expression des trois tendances fondamentales : *Ecole émancipée, stali-niens, majorité du bureau national.*

On souhaite une synthèse des trois premières, mais on voudrait que l'essentiel soit exprimé, même s'il ne se traduit pas dans un vote. L'essentiel, c'est-à-dire les conditions de l'unité syndicale.

J'aurais voulu le dire au congrès. Mais vous pensez bien que, pour représenter les partisans de F.O., il y a toujours le F.O. de service dont l'intervention ne dérangerait pas les savantes combinaisons des stratèges. A la proscription stalinienne s'ajoute le discret et subtil ostracisme de ceux qui ne me pardonnent pas les petites cochonneries qu'ils ont commises à mon égard. Et pour être délégué de la section de la Seine il faut être agréé par les chefs de file... qui n'aiment guère ceux qui ne savent pas s'aligner. Trois raisons pour que l'on ne me voie pas au congrès... S'il en est d'autres, je ne les connais pas. Et il faut bien que je m'excuse auprès de nos amis de province et de Paris qui me reprochent parfois de ne pas dire dans nos assemblées ce que j'écris dans la R.P. Ce n'est pas ma faute. C'est peut-être la leur... Et ce qui me rapproche encore de mes amis postiers, c'est qu'eux n'ont pas laissé les chiens de Staline bayer impunément sur les pieds de leurs militants.

Je ne crois plus beaucoup à la vertu des programmes. Je crois qu'une délibération syndicale n'est utile que lorsqu'elle peut aboutir immédiatement à une action, à une réalisation, à une construction.

Mais je crois toujours à la vertu de formules négatives qui limitent le terrain sur lequel on peut s'installer et d'où l'on peut partir. Je crois enfin que certains gestes, à certains moments, ont un effet psychologique bien supérieur à leur effet pratique.

C'est en vertu de ces tendances personnelles que j'aborderai le débat sur l'unité qui déterminera — qu'on le veuille ou non — l'orientation du syndicat et des militants.

Sans doute parlera-t-on de la lutte pour la paix. Surtout que l'on ne se perde pas en longues discussions sur les problèmes internationaux. Qu'on le veuille ou non, il est des éléments qui nous échappent, des facteurs sur lesquels nous ne pouvons pas agir.

Au contraire, sur la question d'Indochine, sur tous les conflits coloniaux, sur l'absurdité de la fameuse politique de grandeur et des charges militaires pesant sur le peuple français, nous pouvons éclairer utilement l'opinion publique et particulièrement l'opinion ouvrière.

La renaissance de l'esprit de Zimmerwald — que nous avons posée ici comme une *idée-force* — implique une lutte constante contre un nationalisme qui a corrompu la fraction la plus active du prolétariat. Quelqu'un aura-t-il le courage de poser le problème allemand ? Brisera-t-on le cercle de haine, fermé sur un peuple que les bombardements, l'in-

vasion, les transferts de population (qui se solderaient par 7 millions de morts), le chômage endémique provoqué par les démantèlements d'usines, mèneront tout droit en zone occidentale aux fantasmagories d'un nouvel hitlérisme — cependant qu'en zone orientale d'anciens chefs nazis organisent la police stalinienne ?

Mais ce sont bien les mêmes discriminations que sur le plan national qui conditionnent le regroupement international.

Nous l'avons dit dans notre manifeste de la Fédération F.O. : « *Qu'il s'agisse de l'Internationale syndicale ou de l'Union internationale des éducateurs, la Fédération ne peut envisager de contacts, d'entente et de liaison permanente qu'avec des organisations fonctionnant selon les règles de la démocratie où l'adhésion soit libre et la liberté d'opinion de chacun respectée.* »

Pennetier — de l'*Ecole émancipée* — soutenait l'autre jour des formules analogues, plus nettes encore, qui excluent toute possibilité d'union avec les Fronts du travail staliens ou les phalanges d'éducateurs en uniforme. Il nous apportait sur la célébration dans les écoles en Allemagne soviétique de la Journée de la paix du 1^{er} février des renseignements que l'on n'a pas trouvés dans les publications syndicales officielles. Et pour cause ! Si les instituteurs français savaient ce que l'on impose à leurs collègues, derrière le rideau de fer — s'ils connaissent aussi la haine monstrueuse de tout ce qui vient de l'étranger — que ce soit scientifique, littéraire, artistique — qu'exprime en U.R.S.S. la lutte contre le cosmopolitisme, ils jugeraient durement les militants français qui n'ont rapporté de leurs voyages à Varsovie, à Prague, à Moscou que la relation de réceptions solennelles et éblouissantes..

La voie vers l'unité syndicale

Mais discutera-t-on de l'unité, alors que le referendum qui vient de se clore apporte une confortable majorité de réponses négatives à la question : *Faut-il sortir de l'autonomie ?* Il semble qu'à la question subsidiaire... (que la première réponse négative annule) : *Où faut-il aller en sortant de l'autonomie ?* se dégage avec une majorité d'abstentions une supériorité numérique des partisans de la C.G.T. sur les partisans de F.O. On ne s'en étonne pas. Pour éclairer « complètement » les syndiqués, l'*Ecole libératrice* a publié trois articles favorables à la C.G.T., deux pour l'autonomie... et un seul article d'un bon camarade qui défendait F.O., en recommandant aux instituteurs de ne pas y adhérer. Avec cela, toutes les calomnies des staliens, les imprécations des camarades de l'*Ecole émancipée*, l'expression de l'hostilité des gens du bureau aux fonctionnaires F.O. ...le bâillon pour ceux qui ont pris parti pour F.O. sans réserves ni réticences... Nous pouvons nous féliciter du résultat obtenu. D'autant plus que cela nous apprendra à nous montrer trop discrets, afin de ne pas gêner les militants en proie aux staliens ! La leçon portera ses fruits !

Les résultats du referendum enregistrés... on parlera tout de même de l'unité... sinon à quoi rimerait un débat sur l'orientation ! Celle-ci ne s'entend que lorsqu'on aménage le syndicalisme universitaire au sein du mouvement ouvrier. A moins que l'on dégage de l'autonomie de l'enseignement une nouvelle doctrine quelque peu prétentieuse. On s'y essaye dans l'*Enseignement public*... (organe de la Fédération autonome). Exercice de style qui ne colle à aucune réalité passée ou présente.

Il m'est arrivé d'esquisser ici l'histoire du syndicalisme universitaire. On peut s'y reporter. On y verra que, loin d'asseoir l'unité corporative, le syndicalisme universitaire l'a rompue, délibérément, au nom même des ambitions sociales qu'il portait

en lui. On y verra aussi que jamais la ou les fractions syndicalistes ne sont demeurées hors d'une centrale ouvrière. Les animateurs de la puissante Fédération des amicales — évidemment neutres — adhéraient individuellement à la C.G.T. A la scission confédérale de 1921, si la vieille Fédération de l'Enseignement adhéra en bloc à la C.G.T.U., c'est une minorité du Syndicat national qui accepta l'obligation confédérale et rallia la C.G.T. réformiste.

Ni Rousset, Glay, Marthe Pichorel, Lapière, d'un côté — ni Bouët, Bernard, Marie Guillot, Léger, de l'autre n'auraient admis à l'époque de ne pas être liés organiquement à tout ou partie de la classe ouvrière. Et loin d'affaiblir la corporation, ce choix des militants l'a servie. Comme il a servi la cause laïque, bien mieux qu'en maintenant avec des partisans politiques ou des antisindicalistes une unité factice, tiraillée entre des disciplines contradictoires.

**

Nos camarades de l'*Ecole émancipée* affirment que la voie vers l'unité syndicale passe par l'unité d'action. Ce serait admettre que la scission a été provoquée simplement par le heurt de deux états-majors. On a quelque peine à répéter ce qui n'est pas discuté : que la scission a été voulue contre Jouhaux et Bothereau, par la grande majorité des militants de base F.O. Et qu'elle a été une réaction saine d'éléments ouvriers se refusant à jouer un rôle dans « l'ouragan antimarshallien » annoncé par Molotov.

On veut oublier que la scission confédérale a été précédée par la constitution de la C.N.T. et des nombreux syndicats autonomes. Opposons à l'alternative mécanique Jouhaux-Truman contre Fraçon-Staline cette observation que la Fédération syndicaliste des P.T.T. s'est constituée à la suite d'une grève corporative que la bureaucratie stalinienne a voulu briser.

On ne nie pas que la classe ouvrière soit encore, dans sa majorité, enfermée dans la cohue stalinienne. On ne réalisera l'unité syndicale qu'en brisant le cercle. Et si les résultats obtenus sont insuffisants et décevants, c'est peut-être parce que les dirigeants de F.O. ont manqué de dynamisme. C'est aussi parce que le lâchage du Livre et de l'Enseignement a privé le syndicalisme d'éléments singulièrement précieux. (Je pense à la base et non à l'état-major.)

Unité d'action... lorsqu'il y a action. Cela se réalise spontanément, sans qu'il soit besoin d'intervention doctrinale.

Unité d'action conçue sous le signe de la permanence ? Avec qui ? Avec les staliniens qui écrivent (déclaration Delanoue et Cie, *Ecole libératrice* du 23 juin) :

« La C.G.T.-F.O. n'est en aucune manière devenue une organisation de masse et l'on peut dire que de plus en plus rapidement on assiste à une véritable liquidation de la scission, l'unité, d'action se réalisant partout, ...etc. » Ce qui veut dire que l'unité d'action doit aboutir à la liquidation de la C.G.T.-F.O.

De la nocivité de l'autonomie au choc de l'adhésion à F.O.

Si rien ne permet d'affirmer que l'unité d'action mène à l'unité syndicale, si même l'on peut craindre que l'unité d'action réalisée dans l'esprit des staliniens n'aboutisse qu'à approfondir les fossés, peut-on espérer que l'autonomie prépare le rassemblement ?

D'abord, quelle autonomie ? Que le corporatisme y trouve son compte, personne ne le nie. Pas même l'ami Guilloché, qui objecte ironiquement que le corporatisme dominait déjà dans le Syndicat na-

tional confédéré. Il est normal que les intérêts corporatifs soient à la base du groupement. Mais les militants ne s'y arrêtaient pas, et les servitudes fédérales et confédérales — plus ou moins légères selon les temps — limitaient les responsables dans l'expression des égoïsmes particuliers. Et, à la base, le seul fait d'appartenir à une C.G.T. déterminait une solidarité intersyndicale de plus en plus nette et de plus en plus ferme.

Dans le bulletin de juin de la section des Alpes-Maritimes, je lis que « l'autonomie a permis aux enseignants de défendre leur reclassement menacé par des convoitises de catégories ». On nous l'avait caché. Si Guilloché juge que le syndicalisme peut se satisfaire d'une telle formule, c'est qu'il n'est pas trop exigeant. Nous ne l'aurions pas entendue sans réaction brutale lorsque nous étions au bureau du S.N. Les événements prouveront d'ailleurs que c'est au contraire par son isolement que l'Enseignement compromettra son reclassement.

Valière a porté sur l'autonomie un jugement beaucoup plus brutal que le nôtre (*Ecole libératrice* du 16 juin). Il précise le plan de travail que le congrès devrait fixer pour la reconstruction d'une C.G.T. démocratique, unique : diffusion des conditions intérieures de démocratie syndicale (voir motion de la Loire, R.P. juin 1949) ; propositions d'unité d'action à l'échelon national et à l'échelon départemental ; adhésion au Cartel d'unité d'action syndicaliste, etc. Il ajoute : « C'est dans la mesure seulement où le S.N. des instituteurs s'engagera dans cette voie que l'autonomie perdra sa nocivité. »

Seulement, la majorité du bureau précise (*E.L.* du 16 juin, p. 518) que la motion du congrès de Pâques — dont Valière demande l'application — s'est révélée inapplicable, les centrales ouvrières n'ayant pas modifié leur position respective. Quant au Cartel d'unité d'action syndicaliste, il ne groupe que peu d'organisations et sert simplement de lien entre la C.N.T. et une partie des autonomes.

Le plus grave, dans ce débat, c'est que les deux contradictoires ont raison. Rien ne peut justifier l'autonomie pour un syndicaliste, sinon la volonté de profiter de cette position pour entreprendre le regroupement. Tout semble prouver que les tentatives effectuées dans ce sens sont vouées à l'échec, quand elles n'aggravent pas les divisions. Nocive, parce qu'elle consacre la rupture avec le mouvement ouvrier, l'autonomie restera nocive parce que rien d'efficace ne peut être entrepris dans l'intérêt du mouvement ouvrier, sur la base de l'autonomie. C'était justement ce qu'il fallait démontrer.

A moins que l'on n'envisage tout simplement de bâtir une nouvelle centrale... On y pense sérieusement. Je lis dans l'*Action militante*, bulletin d'information intérieur du syndicat autonome des métaux — centre de la Fédération nationale des syndicats autonomes, que l'on doit créer différentes fédérations d'industrie, ce qui permettra de rassembler finalement le tout en une nouvelle confédération.

**

Quant aux conditions fixées dans la motion de la Loire et celle de l'*Ecole émancipée*, pour la reconstruction d'une confédération unique, je les accepte dans l'ensemble. Mais je n'admets pas qu'elles soient préalables à l'adhésion à une centrale quelconque. C'est la solution la plus paresseuse. Trop facile de dire aux gens : « Nous vous rejoindrons lorsque vous serez tels que nous vous voulons. » Il faut d'abord les rejoindre...

Une camarade, autrefois, avait exhumé une phrase de Marc Aurèle qui, ma foi, pourrait être méditée utilement par tous les militants et tous les éducateurs : « Les hommes sont ce qu'ils sont. Instruis-les ou supporte-les. »

Faut-il redire que si nous avons choisi la solution F.O., c'est parce qu'il n'en est pas d'autre, lorsqu'on

veut rompre avec la bureaucratie stalinienne ? Les dirigeants du syndicat, s'ils ne sont pas des amicalistes honteux ou de simples professionnels du syndicalisme, rousent mal avec leur conviction profonde. Ils savent qu'il leur faudra choisir, mais ils voudraient que le choix leur fût imposé. Ils s'imaginent peut-être que tout se réglera dans des conversations d'états-majors. Il n'est pas exclu que certains, dans les sommets de F.O., préfèrent cette adhésion différée, amortie, au frémissement que provoque déjà l'entrée dans la maison d'enseignants irrespectueux et indociles.

C'est cependant ce mouvement à la base que nous voulons provoquer et développer. Sans doute gardons-nous l'espoir de rallier la majorité du syndicat, mieux éclairée. Mais déjà le groupement d'une minorité active dans une Fédération F.O. nous apparaît comme la première étape — celle qui laissera peut-être la trace la plus profonde. Que les gens du bureau autonome se rassurent ! Nous ne nous installons pas pour les prévenir. Nous leur laisserons les fauteuils (qu'ils emportent les leurs, par exemple, car notre mobilier est pauvre !). Ce qui nous intéresse, c'est l'action à la base. Dans les unions départementales, on attend les instituteurs. Je sais quel travail silencieux, modeste, profond et sérieux beaucoup d'entre eux y accomplissaient avant la guerre. C'est là, et là seulement, peut-être, qu'on peut redresser — recréer ! — le syndicalisme ouvrier !

Entrer à la C.G.T.-F.O. dont le « gros Jouhaux » tient la porte, voilà qui scandalise mon vieux camarade Quélavoine ! Un pacifiste comme lui serait plus à son aise dans la maison consacrée au maréchal Staline ! ?

Vraiment, n'est-on pas las de cette malédiction portée contre un homme — qui a sans doute abandonné le syndicalisme révolutionnaire en 1914 — qui représente depuis 1919 une tendance que nous condamnons, mais que l'on ne peut tout de même pas rendre responsable de tous les maux qui se sont abattus sur le prolétariat depuis trente ans ? Il y a eu l'union sacrée de 1914, qui a peut-être provoqué tout le reste... mais nous avons connu depuis : la bolchevisation, le planisme, le stalinisme, le Rassemblement populaire, la Révolution nationale, la Charte du travail, les déportations, les épurations, le dirigisme, le Statut de la fonction publique... Que de malédictions à distribuer !

Vous savez bien que toute la C.G.T.-F.O. ne s'allie pas docilement derrière Jouhaux. Vous le savez bien, puisque vous citez fréquemment la minorité F.O. Qu'attendez-vous pour la renforcer, si ses tendances vous conviennent ? Mais comparez donc les deux maisons, avec un minimum de bonne foi. Dans la C.G.T., un mot d'ordre unique... l'unité d'action avec les syndicats chrétiens et les syndicats F.O. Le C.C.N. de F.O. a voté un ordre du jour — d'ailleurs regrettable — condamnant l'unité d'action avec les cégéto-staliniens et invitant impérativement la C.F.T.C. à choisir entre l'accord avec F.O. ou les rapports-même localisés avec les organisations cégétistes. Le lendemain, des fédérations F.O. — qui ne sont certes pas minoritaires — celles des Employés et des Métiers, continuent tranquillement à mener des actions communes avec les chrétiens et les cégéto-staliniens. A la dernière commission exécutive de l'Union des syndicats F.O., j'ai entendu sur le chômage, le plan Marshall et la guerre, des propos qui semblaient issus de vos plus virulentes motions d'orientation.

L'expérience d'avant guerre ne vous suffit-elle pas ? Pendant des années, camarades de l'École émancipée, au sein de la C.G.T.U., vous avez tenté vainement d'insinuer vos vérités à travers le réseau de l'appareil stalinien. En quelques mois, d'humbles militants du Syndicat national, sans prétention doctrinale, avaient changé complètement l'esprit de

leur Union départementale de la vieille C.G.T. réformiste...

Cette crise du Syndicat national antérieure à la scission ne se résoudra pas par le vote de motions ou des changements d'équipes. L'originalité du syndicalisme universitaire, sa lente évolution de la démocratie au syndicalisme, sa constance paysanne se prolongeant dans l'agitation des villes, son non-conformisme, son pacifisme, tout cela n'apparaît plus dans les heurts des fractions et la cristallisation de l'autonomie. Avec une amicale inquiétude, nos amis F.O. du deuxième degré attendent la détermination des instituteurs. D'autres, au sein de F.O. — surtout des militants de base — l'attendent aussi.

Chargés des responsabilités de la défaite, accusés par la sollicitude méprisante des politiciens de la Libération, les maîtres d'école — qui ne s'étaient résignés ni à la guerre ni au totalitarisme — ont perdu confiance en eux-mêmes. Et c'est là la cause essentielle de l'insuffisance de leurs dirigeants. Il faudrait un choc psychologique, un climat nouveau. L'adhésion à F.O., c'est-à-dire un choix décisif et courageux, provoquerait certainement un nouveau départ... et il n'est pas paradoxal de prétendre que le syndicat y retrouverait son unité morale.

« F.O., un repoussoir ! dans l'Enseignement ! », me dit sur un ton apitoyé un jeune ami de la R.P. Lorsqu'il y a trente ans, j'adhérais au vieux syndicat des instituteurs — le premier jour de ma première suppléance — la C.G.T. se présentait aussi comme un « repoussoir » dans l'Enseignement. Nous avons persévéré. C'est dur de remonter toujours le courant. Nous irions plus vite si pas mal de jeunes prouvaient leur hardiesse en nous soutenant, ou même en nous remplaçant à la barre. A lutter presque seuls contre les flots, nous avons cassé pas mal de rames. Mais — tel le vieux passeur décrit par le plus grand poète contemporain — nous gardons toujours le roseau vert entre nos dents !

Roger HAGNAUER.

P.S. — Cet article terminé, je rencontre Lapeyre. « Tu as vu le papier d'Aigueperse ? » Bien sûr que je l'ai vu et lu, et il en est question plus haut (article paru dans l'« E.L. » du 23 juin). « Pour justifier l'abstention des instituteurs le 15 juin, il prétend que nous (c'est-à-dire les autres fédérations de fonctionnaires) avons lâché les enseignants, lors des grèves de novembre 1947. C'est du culot ! » C'est du culot, en effet.

Les lecteurs de la « R.P. » n'ont pas oublié l'excellent article que Guilloire a consacré à la grève des instituteurs de la Seine (« R.P. » de décembre 1947).

Mouvement remarquable à plus d'un titre, engagé spontanément par les instituteurs de la Seine, qui furent presque désavoués par le bureau national ; et la grève limitée dans le temps, lancée par la Fédération de l'Enseignement, fut un moyen adroit de se tirer d'une mauvaise passe.

Un beau mouvement, sans doute, celui de la Seine, mais tout de même traversé par deux courants dangereux : celui du corporatisme local, celui de la politisation stalinienne. Nous étions au centre de l'ouragan des grèves Molotov !

Il était normal que la majorité des fédérations de fonctionnaires n'aient pas voulu servir cette politique — cause essentielle de la scission confédérale. On alléguait d'ailleurs avec raison que le gouvernement nouvellement constitué n'avait pas eu le temps matériel de délibérer sur le plan de reclassement.

D'ailleurs, la grève des instituteurs de la Seine, comme celle des agents des Finances quelques mois tard — si justifiée que soit la première, à nos yeux — avait pour but de modifier le projet de reclassement, donc relevait de la lutte entre catégories.

La grève du 15 juin avait pour objet essentiel d'obtenir l'application du plan de reclassement accepté par toutes les catégories.

Là, on se disputait entre fonctionnaires. Ici, on lutait tous ensemble contre le gouvernement. Sans doute, des intérêts corporatifs légitimes expliquent-ils les grèves de novembre. Mais un syndicaliste doit se réjouir sans réserve de l'union réalisée le 15 juin, même si le moyen employé lui paraît inopportun ou insuffisant. Dommage que de vieux syndicalistes comme Lavergne et Aigueperse ne l'aient pas senti !

Une pédagogie esthétique

Notre camarade Hagnauer a publié dans « Force Ouvrière » du 24 février 1949 un article intitulé : « Former des hommes ou dresser des soldats ? La pédagogie soviétique a choisi. » Les documents qu'il a utilisés peuvent être complétés par des textes traduits depuis et qui ne peuvent que confirmer les conclusions de son article : « On connaît la vieille maxime : Si tu veux la paix, prépare la guerre ! L'enseignement soviétique en apporte l'éclatante illustration et on ne peut vraiment pas douter de l'exceptionnelle volonté de paix qu'il représente. »

Dans son discours au Congrès des Partisans de la Paix, tenu à Paris en avril 1949, l'écrivain Fadéev, secrétaire général de l'Union des Ecrivains Soviétiques, a dit :

« Qui ne sait que c'est précisément en pays soviétique plus que dans n'importe quel autre... que l'idée de la solidarité de toutes les forces progressives du monde contre la guerre est une de ces grandes idées avec lesquelles s'éduque notre jeunesse en même temps qu'avec l'idée sacrée du patriotisme. » (L'Humanité du 22 avril 1949.)

Il est intéressant de rapprocher cette déclaration de quelques citations d'un livre du professeur Medynsky, membre de l'Académie des Sciences pédagogiques de Moscou : « L'Éducation Nationale en U.R.S.S. ». Le livre, publié en 1947, dresse un tableau d'ensemble de l'enseignement en U.R.S.S. On peut y lire le statut des jardins d'enfants (enseignement préscolaire de 3 à 7 ans) qui précise dans son article e du paragraphe 3 :

« Le jardin d'enfants enseigne l'amour envers la patrie soviétique, envers son peuple, envers ses chefs, envers l'armée soviétique, en utilisant les richesses de la nature natale, de la création populaire et les événements éclatants de la vie du pays accessibles à la compréhension des enfants. »

Commentant les principes d'éducation morale dispensés par ces jardins d'enfants, Medynsky écrit à propos de « l'amour de la patrie et de la nature natale (sic) » :

« On raconte aux enfants, sous forme accessible à leur compréhension, la vie et le travail de Lénine et de Staline en éveillant et en fortifiant l'amour des enfants envers eux. Le jardin d'enfants développe chez les enfants l'amour envers l'héroïque armée soviétique, éveille l'amour envers le grand peuple russe, le respect et la sympathie envers les autres peuples de l'Union Soviétique et les peuples amicaux des autres pays. »

On voudra bien noter la subtile hiérarchie qui place l'héroïque armée rouge au-dessus du grand peuple russe ; à l'un et l'autre pourtant on réservera tout son amour, la sympathie et le respect suffisant aux autres peuples de l'Union soviétique et aux quelques autres peuples élus. Il n'est pas certain que cette hiérarchie soit bouleversée dans les éventuels jardins d'enfants tchouvaches ou turkmènes ; la prééminence de la langue russe semble acquise dans les universités non russes de l'Union ; de là à la prééminence du grand peuple russe, il n'y a qu'un tout petit pas (à peine colonialiste) à franchir.

Mais continuons la lecture de Medynsky. Voici, judicieusement souligné, l'intérêt de l'étude de l'histoire dans l'école de 7 ans (élèves de 8 à 15 ans) :

« En étudiant l'histoire les élèves prennent connaissance de la lutte libératrice des peuples et

acquièrent une conception concrète des guerres justes et injustes. »

Quant au cours de géographie, il contribue « ... à la formation d'une conception du monde matérialiste », pendant que le cours de géographie physique « fait connaître aux élèves de la 7^e classe la géographie physique de l'U.R.S.S. et ce faisant attire particulièrement leur attention sur les faits qui peuvent être l'objet de notre fierté nationale : les espaces infinis de notre pays, ses richesses naturelles qui sont utilisés dans les intérêts de l'édification du socialisme. »

Et dans le cours de chimie on ne négligera pas de « faire connaître aux élèves les bases scientifiques des productions chimiques et le rôle de la chimie dans les œuvres de guerre. »

La poésie devait tout naturellement apporter sa contribution au développement de cette charmante idéologie enfantine. En voici trois exemples extraits du livre « Par les routes de la guerre... », d'Eugène Dolmatovsky et Nathalie Bode, écrit pour des enfants de 12 à 14 ans. (On notera que les ouvrages cités ici sont tous sortis des presses des Editions d'Etat et que ce dernier livre sort précisément de la fabrique du livre enfantin de l'Éducation nationale de la R.S.F.S.R.)

Page 5, une photo représente des gosses dans des ruines ; voici un extrait du texte d'accompagnement :

« Et chacun pensa sévèrement :
Je ne pourrai dans les siècles des siècles
Pardonner à l'ennemi ses actes de mal. »

Page 13, une photo représentant des prisonniers de guerre allemands est suivie du texte ci-après :

Le fauve en cage reste un fauve.
Quand je vois des Fritz prisonniers
Trem pés jusqu'aux os,
C'est avec mépris que je contourne les
[roux (1).
Les hôtes venus chez nous sans avoir été
[appelés.
Ils sont venus chez nous pour avoir du
[butin,

Pour tuer et brûler.
Ils ont oublié notre coutume :
Marcher glaiue contre glaiue.
Ils se sont mis à trembler de peur,
Et ils s'obstinent à répéter piteusement :
— Non, nous n'avons pas incendié, nous
[n'avons pas tué,
Nous n'avons pas touché les gosses.
Nous ne les avons pas crus et ne les croyons
[pas à présent,

Le fauve en cage reste un fauve,
Et l'Allemand est un fauve. »

Du long poème « Par les routes de la guerre » (p. 46), qui donne son titre au recueil, nous ne citerons que la fin :

« Voilà que déjà le firmament pâlit,
Le soleil se lève au-dessus de la fumée.
Le cri de guerre russe :
Pour Staline ! En avant !
Rend le combattant invincible. »

Ces diverses citations ne sont pas des « perles ». Elles sont extraites d'ouvrages tout imprégnés de la doctrine qui les relie et qu'a heureusement for-

(1) « Les roux » équivalent à « les boches ». (N. du T.)

mulée le grand pédagogue soviétique Makarenko (dont les louanges ont droit de cité dans les colonnes de « l'Ecole Libératrice »). En tête d'un choix de ses œuvres pédagogiques, édité en 1946, une préface du professeur Medynsky ne peut mieux situer la valeur des idées de Makarenko qu'en le citant :

En parlant de la militarisation (salut militaire, signaux sonores, rapports, formation militaire), Makarenko écrivait : « Cette tradition de la militarisation orne la collectivité ; elle crée pour la collectivité une charpente extérieure dans laquelle on peut vivre en beauté ; ce qu'il faut donc favoriser... Il doit y avoir une esthétique de l'habit militaire, une tenue martiale, de la netteté dans les mouvements... CETTE MILITARISATION, C'EST DE L'ESTHÉTIQUE ET ELLE EST ABSOLUMENT INDISPENSABLE DANS LA SOCIÉTÉ DES ENFANTS (2), elle est particulièrement bonne parce qu'elle conserve les forces de la collectivité, elle les préserve de l'arbitraire et de l'impropriété des mouvements, de leur relâchement et de leur dispersion. »

Ces textes, on l'admettra, seraient ternis par le moindre commentaire. En manière d'épilogue, nous citerons, d'après le journal *Outchitelskaïa Gazeta* (journal de l'instituteur), du 23 mars, un passage du discours de l'Académicien Zaïrov, devant l'Académie des sciences pédagogiques (discours axé sur la condamnation des tendances au cosmopolitisme de certains pédagogues soviétiques) :

« ...on trouve d'aussi graves erreurs dans les travaux du professeur E. Medynsky, membre de l'Académie. Dans son livre « Histoire de la Pédagogie », l'auteur diffuse l'idée que la pédagogie russe s'est développée sous l'influence des idées pédagogiques de l'Occident ».

Je n'ai malheureusement pas lu cette histoire de la pédagogie et ne sais pas non plus si sa publication est antérieure ou postérieure à celle de l'ouvrage du même auteur cité plus haut. De l'un à l'autre, le professeur Medynsky paraît avoir profondément modifié son point de vue car, tel qu'ici il nous apparaissait, nous ne l'imaginions pas partisan, par exemple, d'introduire dans les principes de l'enseignement soviétique ce qu'aux environs de 1630 disait le pédagogue tchèque Comenius :

« Que votre école soit un atelier d'humanité ! »

Voilà un message occidental qui n'atteint plus les maîtres d'école russes. Puissent les autres l'entendre, le méditer, le traduire en actes.

G. WALUSINSKI.

(2) C'est moi qui souligne. Rapprocher cette phrase de la conclusion du professeur Medynsky (ouvrage cité) à propos des travaux des grands pédagogues soviétiques : « Ils ont triomphé du freudisme et du montessorisme. »

Les pédagogues ont triomphé ; c'est l'enfant russe c'est le peuple russe qui sont et qui seront battus.

Petites causes...

Lorsqu'on cherche les raisons du maintien paradoxal de la réformiste Fédération du Livre au sein de la C.G.T., on néglige de considérer que le syndicalisme y est à base multiple, autrement dit qu'en échange d'une cotisation assez élevée les adhérents perçoivent éventuellement diverses indemnités dont l'importance varie avec l'ancienneté.

Destiné à éviter les fluctuations d'effectifs, ce système a fait depuis longtemps ses preuves et il continue. C'est ainsi qu'au congrès de Bordeaux le délégué d'une petite section déclarait à un membre de la minorité :

— Nous sommes d'accord avec vous, mais si nous quittons la fédération, qui paierait la pension de nos vieux ?

Les annexions de Fadéev

L'irapériale Fadéev imite son maître : il annexe autant qu'il peut. Mais dans son domaine ce n'est pas sans risques, et il vient de s'attirer un démenti plutôt cuisant d'Upton Sinclair qu'il avait audacieusement inscrit dans sa liste des « plus grands écrivains, artistes et savants du monde capitaliste qui se sont montrés invariablement des amis de l'U.R.S.S. — la vraie fleur de la culture mondiale ». Informé par un ami de son incorporation dans ce bouquet, Upton Sinclair a précisé ainsi sa position :

« J'ai défendu le droit du peuple russe de choisir sa propre forme de gouvernement aussi longtemps que j'ai pu espérer qu'il était en mesure de la choisir. Mais j'ai été contraint de constater qu'il n'en est pas ainsi. Ce sont les communistes eux-mêmes qui rendent impossible à tout honnête homme de défendre un quelconque de leurs actes. Ils en profitent pour prétendre qu'il approuve tout ce que fait la Russie, exactement comme M. Fadéev en donne un exemple.

« J'ai passé ma vie à défendre la démocratie américaine en critiquant ses imperfections afin de permettre à notre effort commun de l'améliorer. Je suis reconnaissant aux grands révolutionnaires américains qui nous ont donné la liberté et la constitution sur laquelle nous jouissons du « droit de critique ».

« On a donné au peuple russe une constitution qui proclame sa liberté mais cette liberté n'a jamais été effective, elle n'est rien de plus qu'un camouflage. En réalité ce ne fut qu'un de ces nombreux artifices au moyen desquels les chefs communistes ont constamment trompé les libéraux hors de Russie, pour leur faire croire qu'ils étaient en train de construire un pays libre. Si quelqu'un, en Russie, était assez audacieux pour critiquer les maux du présent régime russe comme j'ai critiqué ceux de mon pays, il serait fusillé — et des milliers l'ont été.

« L'échec des chefs soviétiques d'édifier un régime moins inhumain que le régime tsariste a mis en danger toutes les forces vraiment libérales du monde. Leur odieux régime n'a permis que trop aisément au fascisme de proclamer que toutes les formes de libéralisme sont dangereuses et mènent au despotisme.

« Pour nous qui sommes hors de Russie, il est nécessaire de démasquer les gouvernants russes et de les empêcher d'étendre leur domination. C'est aussi la seule chose que nous puissions faire pour aider le peuple russe. Partout, les peuples libres doivent être préservés de la guerre pour la conquête du monde que les chefs russes sont en train de fomenter. Pour cette raison, nous devons nous unir de plein cœur aux autres peuples libres dans le pacte Atlantique. »

Upton Sinclair a quelque mérite à s'exprimer avec cette franchise. Il était un des auteurs étrangers les plus traduits : 234 titres en 1938, qui auront été aussitôt mis à l'index. Les « ingénieurs de l'âme » se montrent généralement moins insensibles aux droits d'auteur.

A. R.

Une mise au point sur la S.N.C.F.

L'opinion publique a connu dans ces dernières semaines les difficultés financières de la S.N.C.F.

Les changements qui se sont produits dans les sphères dirigeantes de cette nationalisation ont donné lieu à des commentaires aussi divers qu'in-exacts.

Une campagne brutale, savamment orchestrée, a éclaté contre la S.N.C.F. La grande presse a donné à fond, mettant en cause, sinon la S.N.C.F. elle-même, tout au moins visant à son amoindrissement et attaquant la condition des cheminots.

Cette campagne a été menée par les transporteurs routiers. Elle est allée « crescendo » au fur et à mesure que la date à laquelle serait déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi portant coordination des transports se rapprochait.

Les travaux du Conseil supérieur des transports ont été très animés; les routiers représentés massivement dans cet organisme ont joué toutes les cartes susceptibles de leur donner le privilège exclusif des transports rémunérateurs.

Les assemblées législatives furent saisies du problème et certains parlementaires, tels que P. Reynaud (l'homme de la route... du fer) et Pellenc, développèrent de violentes attaques contre la S.N.C.F. et les cheminots.

Défense du chemin de fer ou des hauts fonctionnaires ?

Deux séries de problèmes différents ont été confondues volontairement par les uns, par ignorance par les autres.

La première a trait à la situation financière des chemins de fer, au déficit du compte d'exploitation, aux causes vraies et supposées, de ce déficit, aux difficultés de trésorerie, au montant et à la répartition des investissements. Ce n'est pas nouveau. Le déficit chronique des réseaux, leur exploitation désastreuse, ont conduit à la conclusion de la convention du 31 août 1947, instituant la S.N.C.F. qui n'est pas juridiquement une nationalisation, mais une société d'économie mixte (représentation pour 49 % du capital privé).

Depuis la Libération, les conditions politiques, et aussi le volume des recettes, avaient permis de masquer la situation réelle, l'actualité portant vers les secteurs nationalisés, plus jeunes, en difficulté : Houillères, Gaz et Electricité, usines aéronautiques.

La deuxième série a trait aux hommes, c'est-à-dire à ceux qui, par leurs fonctions ou postes, sont responsables — ou devraient être responsables — de la bonne gestion du chemin de fer.

Organisation syndicale, il nous appartient de défendre le chemin de fer, gagne-pain des cheminots qui nous confient leurs intérêts; il nous appartient de le défendre aussi comme outil de la prospérité nationale. L'intérêt corporatif ne se sépare pas de l'intérêt collectif.

En revanche, sauf injustice flagrante, délit d'opinion, il n'est pas du ressort de l'organisation syndicale de défendre des directeurs généraux ou des hauts fonctionnaires responsables devant les ministres de tutelle et le conseil d'administration.

Il n'est pas douteux que le ministre des Travaux publics, en limogeant, avec un manque de courage caractéristique de la décomposition politique, le président du conseil d'administration et le directeur général de la S.N.C.F., a provoqué cette confusion.

Il a voulu ainsi couvrir ses propres responsabilités. Il a permis d'alimenter une polémique préjudiciable à la S.N.C.F.; il a forgé un front des hauts fonctionnaires menacés, des organisations syndicales et des hommes protégés par le directeur général. Celui-ci avec impudence et cynisme s'est donné les palmes du martyr.

Il ne nous appartient pas d'intervenir dans cette querelle qui n'honore pas ceux qui y participent.

La situation de la S.N.C.F.

D'abord quelle est la situation véritable de la S.N.C.F. ?

Il est exact que le déficit, en ce début d'année, peut se chiffrer à 21 milliards environ; il est exact que les 35 milliards d'avance prévus par le Trésor pour l'exercice 1949 ont été absorbés en quelques mois.

Quelles en sont les causes ?

1° La diminution du trafic, amenuisant des prévisions de recettes, du reste trop optimistes;

2° La rupture du rapport recettes-dépenses. Les coefficients des tarifs voyageurs et marchandises sont à 11 et 14 par rapport à 1938 alors que les dépenses d'outillage, de travaux, de matières premières et de matériel sont autour du coefficient 22;

3° L'accroissement de certaines charges fiscales (9 milliards depuis le début de 1949); le non-remboursement de prestations et services imposés par l'Etat;

4° Des erreurs de gestion que nous avons dénoncées en leur temps (politique sociale démagogique, avances inconsidérées aux économats, travaux dispendieux);

5° Le retard dans des réalisations techniques rentables (électrifications).

Les trois premières causes sont capitales. Elles échappent aux chemins de fer et participent d'une volonté délibérée de servir le capitalisme privé, en laissant aux transports routiers, de plus en plus libérés d'entraves, les transports les plus rémunérateurs, et de la conception du service public qui, dans le cadre d'une politique économique, peut être mis dans l'obligation de travailler à perte. Dans ce cas, il appartient au gouvernement dictant cette politique de couvrir le manque à gagner.

Les autres motifs invoqués par le politicien Paul Reynaud, la presse à gages, les hommes des routiers, sont illusions. La diminution des effectifs est de 40.000 agents pour un trafic accru, les rémunérations sont au coefficient 12 par rapport à 1938. Les dépenses de personnel représentent 62 % du budget d'exploitation pour la S.N.C.F. en 1948, 72 % en Suisse, 67 % en Belgique, en Suède et aux U.S.A.

Quant à l'argument de l'âge de mise à la retraite, il est aussi mauvais, étant donné que le règlement de 1911, dont nous demandons le maintien intégral, prévoit des dérogations qui sont utilisées par de nombreux cheminots.

Enfin, le nombre d'agents par kilomètre de ligne en exploitation est inférieur ou équivalent à celui des autres pays.

Recherchons maintenant les responsabilités réelles de la situation difficile à laquelle la S.N.C.F. a été acculée. Nous saurons ainsi contre qui elle doit être défendue.

Les responsables et les responsabilités

Aux termes de la convention du 31 août 1937, deux ministères de tutelle pèsent sur la S.N.C.F. : celui des Travaux publics et celui des Finances.

Pouvaient-ils ignorer le déficit et ses causes ? Non. En effet, ils ont été saisis à plusieurs reprises par le conseil d'administration. Qu'ont-ils fait ? Rien.

Le ministre des Travaux publics a, au sein du conseil, des administrateurs dépendant de son ministère ; il dispose du commissaire du gouvernement. Il a donc, en dehors des rapports directs avec le président du conseil d'administration et le directeur général, des moyens d'information de première main.

Informé, il a été impuissant ou incompetent. Il a laissé s'aggraver la situation. Il n'a rien fait pour préparer la coordination ; il a multiplié les engagements et les allégeances vis-à-vis des routiers. Il n'a encore déposé aucun plan de coordination au Conseil supérieur des transports ; il ne s'est pas opposé à des dépenses, il n'a pas sanctionné à temps des abus.

Le ministre des Travaux publics et des Transports est responsable au premier chef.

Le ministre des Finances est représenté au conseil par M. Bloch-Laisné, ancien directeur du mouvement des fonds, directeur actuel du budget. Comme administrateur, il connaissait — ou devait connaître — la situation de la S.N.C.F. Il lui appartenait d'indiquer les remèdes, de précipiter leur application. Comme haut fonctionnaire des Finances, il se devait d'aviser son ministre et le gouvernement, d'avertir le Conseil que des avances de trésorerie ne pourraient être consenties.

Qu'a-t-il fait ? Il a manœuvré pour acculer la S.N.C.F. à une impasse, alimenter les attaques des politiciens comme Reynaud et imposer des inspecteurs des Finances à de très hautes fonctions à la S.N.C.F. M. Greig, ex-directeur du budget, actuellement sans emploi, a été candidat après ou avant un routier à la présidence du conseil d'administration. D'autres fonctionnaires des finances seraient imposés.

Le ministre des Finances est responsable au même chef que son collègue des Travaux publics.

Enfin, le capitalisme financier, représenté au sein du conseil par les administrateurs des anciens réseaux, a manœuvré en pleine entente et en pleine complicité.

M. de Tarde, vice-président du conseil d'une manière inamovible, ce qui lui assure une influence persistante, est au conseil d'administration des consommateurs de pétrole, des Forges et Chantiers de la Méditerranée et dans toute une série de sociétés très puissantes, clientes de la S.N.C.F. Il est lié avec les transporteurs routiers.

Il est bon de rappeler qu'il est président de la commission des économats et que, étant donné la mauvaise gestion de ceux-ci pour laquelle il n'a rien dit, il a fallu leur consentir des avances de plusieurs milliards, ce qui engage gravement sa responsabilité.

Ajoutons qu'il est ami personnel du ministre des Travaux publics.

Ainsi, le cercle des responsabilités est complet. Le capitalisme privé, avec la complicité des politiciens incapables et des financiers de la rue de Rivoli, est monté à l'assaut de la S.N.C.F. sous l'œil de polytechniciens amis et victimes de leur déformation technique.

C'est eux tous qu'il convient de dénoncer, sans ménagement pour les personnalités.

Avec qui défendre le chemin de fer et les cheminots

Depuis sa création, la Fédération Force Ouvrière des cheminots a mis au premier rang de ses préoccupations la défense du chemin de fer. Elle l'a fait objectivement, sans s'inquiéter du nom et de la couleur politique du ministre des Travaux publics, sans ménager le directeur général ou les hauts fonctionnaires, lorsque leurs agissements étaient incompatibles avec le fonctionnement régulier de la S.N.C.F.

Il suffit de se reporter à la collection du « Rail syndicaliste » pour constater la continuité de la campagne. Le comportement des militants fédéraux dans les délégations officielles, dans les réunions publiques et dans des organismes comme le Conseil supérieur des transports, a été inspiré du même souci.

Mais nos avertissements n'ont pas été entendus. Les autres organisations syndicales sont demeurées muettes, ou ont été complices de manœuvres politiques, polytechniciennes et financières.

Le bureau fédéral, dans sa majorité, a estimé qu'il n'y avait pas lieu de défendre le chemin de fer et les cheminots avec ceux qui obéissent à d'autres mobiles, avec ceux aussi dont le comportement habituel tend à la destruction et au sabotage.

Nous considérons que l'unité d'action, même temporaire et circonstancielle, est impossible avec la Fédération nationale (C.G.T.) sur ce point.

En effet, ce sont les gens de la Fédération nationale qui ont indiqué, Marcel Paul, secrétaire de la Fédération du gaz et de l'électricité (C.G.T.) étant ministre de la Production industrielle, qu'ils se désintéressaient de la nationalisation des transports routiers. Pour des raisons de financement et d'aide aux campagnes électorales de leur parti, ils se sont liés avec les transporteurs.

Ni dans leurs écrits ni dans leurs discours, ils n'ont dénoncé les manœuvres de ceux-ci. Ce qui est plus grave, et une preuve supplémentaire de cette duplicité, le citoyen Garcia, secrétaire général de la Fédération des transports, pourtant adhérent à la C.G.T., a pu attaquer la S.N.C.F. dans son journal et ses discours, sans réaction de la Fédération nationale des cheminots. Il y a donc collusion entre ces militants et accord avec la route.

Rappelons que le même mépris des intérêts des cheminots a été professé en 1946 par Tournemaine qui s'est déclaré partisan du recul de la limite d'âge de la retraite pour alléger les charges financières de la S.N.C.F., Ambroise Croizat, secrétaire de la Fédération C.G.T. des métaux, étant ministre du Travail.

Enfin, le déclenchement de grèves politiques avec sabotage du chemin de fer, violences et menaces à l'égard des opposants, a conduit à l'utilisation massive de transports routiers de remplacement et a conféré à ceux-ci des lettres de noblesse sur le rail.

Le mobile de la tactique actuelle des dirigeants de la Fédération nationale reste politique. Pour ceux qui pourraient en douter nous nous référons à l'article « Réponse à des mensonges intéressés » paru dans l'*Humanité* du 25 mai 1949, sous la signature de Raymond Tournemaine, secrétaire général de la F.N. des cheminots. Il conclut : « L'unité d'action qui se réalise dans l'ensemble de la corporation formera un barrage infranchissable aux visées des colonisateurs de la France. » C'est net et ne prête pas à ambiguïté.

Pour la C.F.T.C. il s'agit d'essayer de maintenir son influence. Il s'agit aussi de défendre le direc-

teur général qui, après s'être mis au service de Tournemaine, servait M. Paillieux. A cet égard, il suffit de se reporter au n° 375 du 25 mai 1949 de l'organe fédéral le *Cheminot de France* où M. Paillieux écrit : « Monsieur Lemaire, vous restez pour nous le D.G. ». Défense du chemin de fer ? Non, défense d'hommes qui ne nous intéressent pas !

Pour les cadres autonomes, nous rencontrons une fois de plus leur volonté d'apparaître comme quelque chose qui dépend des hauts dirigeants de la S.N.C.F. et de la Fédération nationale. En effet, le 22 mai, dans un discours prononcé à Paris devant l'association des agents hors statut, Montazaud concluait en disant : « Les responsables de la crise de la S.N.C.F. sont le plan Marshall et l'impérialisme américain. »

Enfin, l'attitude du S.P.I.D. (Confédération générale des cadres) s'explique du fait de son recrutement et qu'une réorganisation honnête de la S.N.C.F. impose une coupe sombre dans l'inflation de cadres élevés, dont les sinécures ont été créées avec la S.N.C.F. Ils sont prêts à défendre avec n'importe qui les positions acquises.

Tout cela n'a rien à voir avec une action syndicale indépendante et libre. Tout cela n'a rien de commun avec notre conception du syndicalisme.

La Fédération Force Ouvrière des cheminots ne pouvait s'associer avec des organisations et des hommes dont les buts réels et inavoués sont aussi divergents, contraires à l'intérêt réel de la S.N.C.F. Elle ne voulait pas courir des aventures en provoquant une agitation sans effet, car limitée aux seuls cheminots, elle donne l'impression de vouloir alors défendre des intérêts particuliers.

La coordination des transports

Le problème de la coordination des transports déborde le cadre professionnel ; se rapportant au fonctionnement d'un grand service public, il intéresse tous les Français.

Le déficit du réseau ferré ne sera pas résorbé par l'effet magique d'une réorganisation interne de la S.N.C.F.

C'est dans une coordination de tous les moyens de transport, et en particulier, de celle du fer et de la route, qu'il faut rechercher une solution. Il faut tenir compte d'un avenir très proche dans lequel la voie aérienne sera devenue un concurrent important aussi bien pour les transports faits par le rail que ceux effectués par la route.

En considérant seulement le problème rail-route, il faut en venir, en l'absence d'une nationalisation des transports, à une coordination tarifaire.

Or, en matière de détermination des tarifs, la route jouit d'une situation privilégiée pour plusieurs raisons :

1° Elle ne connaît pas pour son prix de revient des charges comparables à celles supportées par le fer.

Les pouvoirs publics imposent à la S.N.C.F. des tarifs sociaux dont il n'est pas question de discuter le bien-fondé. Il en résulte une perte de recettes (14 milliards environ pour 1948). La route ignore cette charge. Son caractère d'entreprise privée la met à l'abri des sujétions de service public.

Les ouvriers obligés d'emprunter au prix fort le car pour se rendre à leur travail ne nous démentiront pas !

L'entretien de l'infrastructure ferroviaire est entièrement à la charge de la S.N.C.F. Pour 1947, la dépense s'est élevée à 25 milliards de francs. Pendant la même année les dépenses d'entretien,

de surveillance et de police du réseau routier ont coûté aux caisses de l'Etat, et seulement pour la traction motorisée, la somme de 39 milliards 700 millions pour une recette (taxe sur les carburants) de 28 milliards !

Nous passons sur la sécurité et la réglementation du travail dans les transports routiers.

2° Elle n'est soumise en ce qui concerne les transports de marchandises, qu'à des tarifs maxima, alors que le rail doit subir des prix homologués obligatoirement applicables.

La S.N.C.F. connaît une tarification uniforme, quelle que soit la relation empruntée. Cette tarification est basée sur une péréquation entre les bonnes et mauvaises relations. Il en résulte une disproportion, en plus ou en moins, entre le prix de revient de certaines relations et les prix pratiqués.

La route, au contraire, a la faculté d'adapter ses tarifs par relation. Elle est amenée à choisir des lignes au trafic abondant, susceptibles d'être exploitées à bas prix de revient. Même si ce prix de revient est supérieur à celui du rail — et c'est le cas pour les grandes relations — elle peut encore pratiquer des tarifs inférieurs tout en réalisant des bénéfices.

C'est le phénomène de l'« écrémage » si préjudiciable au chemin de fer et nuisible à l'économie du pays puisque nous assistons à cette hérésie que le moyen de transport ayant le prix de revient le plus élevé peut, par suite d'un artifice, se présenter avec les tarifs les plus bas.

3° La route échappe à l'obligation de transporter. Cette obligation entraîne pour le chemin de fer la nécessité de tenir en réserve, en état de marche, un important matériel. Toute mesure d'opportunité individuelle est interdite au rail pour maintenir son trafic.

Le chemin de fer est un service public. Il ne lui est pas possible de se soustraire à ses obligations envers la collectivité. Pour des raisons économiques, il serait inconcevable que disparaisse le « droit au transport ».

Mais le transport ne se stocke pas et pour répondre aux besoins de la clientèle, le rail est obligé d'avoir une importante réserve de matériel pour répondre à la demande.

La route, au contraire, peut choisir ses relations : celles qui lui assurent au maximum le fret au retour aussi bien qu'à l'aller. Dégagée de l'obligation de transporter, elle n'entretient donc qu'un matériel assuré du plein emploi.

Cette inégalité choquante et peu connue des usagers doit disparaître. Les textes légaux et les dispositions qui seront envisagées par le Conseil supérieur des transports doivent mettre à la disposition de la collectivité des moyens de transport au plus bas prix. Ils devront également s'inquiéter du développement des différentes techniques de transport en ayant le souci des désirs des usagers aussi bien pour le trafic « voyageurs » que pour celui « marchandises ».

Sans vaine démagogie, en s'entourant de l'avis de ses adhérents et de celui des usagers qui voudront bien s'adresser à elle, la Fédération F.O. des cheminots prendra activement part à cette tâche.

Elle défendra avec la C.G.T.-F.O. les nationalisations, aussi imparfaites soient-elles, car une action limitée au seul problème de la S.N.C.F. donnerait l'impression d'une défense d'intérêts particuliers.

Elle se dressera, comme elle l'a fait dans le passé et le fait actuellement, contre toute atteinte aux conditions de vie des cheminots.

F. LAURENT.

Notes d'Economie et de Politique

DE COBDEN A CRIPPS OU LA DECADENCE D'UN GRAND PAYS

Je ne connais rien de plus dramatique, de plus shakespearien pourrait-on dire, que les efforts désespérés faits par Cripps, au cours des dernières conférences de Bruxelles et de Paris, pour conserver à l'Angleterre un marché privilégié, doté, en quelque sorte d'un monopole légal, en Europe.

De quoi s'agissait-il, en effet, en ces réunions des ministres des pays bénéficiaires du plan Marshall destinées à établir, pour la seconde année du plan, un nouveau régime de paiements entre les pays européens ?

Débarrassée de toutes les complications monétaires dont on l'a surchargée à plaisir, d'une part, afin de camoufler cette réalité que le dollar est devenu la seule monnaie valable pour les échanges entre les pays européens, et, d'autre part, parce que la complication est le propre de toutes les sociétés vieillissantes, comme c'est d'ailleurs le cas pour tous les organismes vivants, la question était celle-ci :

Prenons le cas de la France. La France a à acheter des choses à l'Angleterre, mais elle n'a pas de quoi les lui payer ; en conséquence, l'Amérique a décidé que c'est elle qui réglerait les achats faits par la France à l'Angleterre, en dollars, bien entendu, et à titre de don fait à la France en vertu du plan Marshall. De même, la France a à acheter à la Belgique, à l'Italie, etc., mais n'a pas davantage de quoi payer ses achats à ces pays. Aussi, pareillement, l'Amérique a décidé que c'est elle qui paierait à tous les pays ce que la France leur achèterait. (Naturellement, des dispositions semblables ont été prises pour tous les pays bénéficiaires du plan Marshall, et pas seulement pour la France que je ne prends ici qu'à titre d'exemple.)

Cependant, si généreuse que soit l'Amérique, elle a fixé un maximum pour les achats faits ainsi par chaque pays et qu'elle s'engageait à régler : la France ne pouvait dépasser une certaine somme pour ses achats en Angleterre, une autre somme pour ses achats en Belgique, une autre pour ses achats en Italie, etc. ; tel avait été du moins ce qui avait été décidé pour la première année du plan Marshall, celle qui s'est achevée au 1^{er} juillet de cette année.

Eh bien, la modification qui était proposée, pour la seconde année, par Harriman, Spaak, et, semble-t-il, Petsche, était la suivante : au lieu qu'on continue à attribuer à la France, mettons 100 millions de dollars pour régler ses achats à l'Angleterre, 80 millions pour régler ses achats en Belgique, 50 millions pour ses achats en Italie, etc., on attribuait à la France, une somme globale, mettons 300 millions de dollars pour régler l'ENSEMBLE de ses actifs à l'étranger, achats qu'elle pourrait faire indistinctement dans n'importe quel pays participant au plan Marshall ; elle aurait donc pu, si elle l'avait voulu, ne rien acheter en Angleterre, et tout acheter en Belgique, Italie, etc.

C'était extrêmement intéressant, parce que cela permettait à la France (et, bien entendu, aux autres pays, je répète que je prends la France simplement comme exemple) d'acheter là où cela lui était le plus avantageux. Avec l'ancien système, la France était obligée d'acheter pour 100 millions de dollars à l'Angleterre, même si celle-ci lui vendait très cher, si elle voulait profiter de la somme mise à sa disposition par l'Amérique ; si elle n'achetait à l'Angleterre que pour 50 millions de dollars, l'Amérique ne réglerait à l'Angleterre que 50 millions de dollars, mais

les marchandises que la France aurait pu acheter à l'Angleterre avec les 50 autres millions de dollars, elle était obligée de les payer elle-même, si elle les achetait ailleurs.

Ainsi, la nouvelle proposition avait pour conséquence de rétablir la concurrence entre les différents pays. Or, c'est à cela, c'est à ce rétablissement de la concurrence sur le marché international que l'Angleterre, par la bouche de Stafford Cripps, s'est opposée de toute son énergie.

Et Cripps est parvenu à ses fins. Par un système compliqué, dont je néglige encore l'appareil technique, le régime adopté permettra à l'Angleterre de vendre à coup sûr, sans concurrence, donc à des prix de monopole, pour toute une fraction des sommes que l'Amérique met à la disposition des autres pays européens, pour régler leurs achats en Europe. Ce ne sera que pour des achats représentant une très faible partie de ces sommes que l'Angleterre pourra se trouver en concurrence avec d'autres pays, ces autres pays d'ailleurs ne pouvant être que des pays européens, ce qui élimine la concurrence américaine, la plus dangereuse pour l'Angleterre.

Il reste cependant à voir ce que va décider le Congrès américain qui seul, bien entendu, se trouve avoir le pouvoir de décider souverainement en la matière. Car c'est lui qui doit fixer le montant du don fait par l'Amérique à l'Europe pour la seconde année du plan Marshall, et si les bénéficiaires peuvent bien s'arranger par avance sur la manière de partager le gâteau, faut-il encore que celui qui donne le gâteau ne décide pas de ne pas le fournir parce qu'il trouve que le mode de partage proposé n'est pas juste !

Mais ce qu'il y a de plus remarquable en cette affaire, ce qui lui donne son caractère dramatique, c'est l'éclaircissement fulgurant qu'elle projette sur le retournement complet de la politique économique anglaise au cours de ces dernières décades.

Il y a un siècle, cent quatre ans exactement, qu'à la suite et comme couronnement de la prodigieuse campagne de Cobden, soutenu par toute la bourgeoisie, le Parlement britannique votait l'abrogation des droits de douane sur les blés, abrogation qui était rapidement suivie de celle de tous les autres droits de douane, aussi bien ceux sur les produits industriels que ceux sur les produits agricoles.

L'Angleterre proclamait ainsi le libre-échange. Elle ouvrait toutes grandes les portes de son propre marché, sans aucune restriction, à la concurrence des marchandises étrangères, et, pour ses propres marchandises sur les marchés étrangers, elle ne demandait aucune faveur ; tout ce qu'elle réclamait, c'était de pouvoir partout concurrencer à conditions égales celles des autres pays.

Preuve magnifique d'une force formidable !

Aujourd'hui, c'est tout le contraire ! L'Angleterre ne se contente même plus de ne pas laisser entrer librement chez elle les marchandises étrangères, elle refuse, pour ses ventes à l'étranger, d'être en concurrence avec d'autres pays ! Elle ne se sent plus capable de vendre que si elle est assurée d'un monopole.

Terrible preuve d'une faiblesse sans espoir !

Par le caractère absolu de leurs idées, leur entêtement, leur refus de compromettre, Cobden et Cripps personnifient tous deux remarquablement deux époques et deux politiques. Ils sont deux moments de l'histoire de leur commun pays.

Mais ils sont aussi les représentants de deux classes différentes. Cobden était un industriel, un patron

du textile, et c'était au nom de toute la bourgeoisie qu'il brandissait le drapeau du libre-échange ; Cripps, lui, parle au nom de la classe ouvrière, comme c'est son droit puisque c'est la classe ouvrière qui l'a porté au pouvoir.

Ainsi la bourgeoisie britannique a lutté et triomphé dans un pays en pleine force, en pleine ascension ; la classe ouvrière britannique n'arrive au pouvoir que dans un pays en décadence. Le rôle du Labour Party, le rôle du prolétariat britannique, ne serait-il que celui d'un liquidateur, le liquidateur d'une grandeur passée ?

LA FAILLITE DU CRIPPSISME

En tout cas, tandis que la grande aventure du libre-échangisme bourgeois devait connaître les plus grands succès, puisqu'elle est à l'origine du prodigieux développement économique de la seconde moitié du XIX^e siècle, le protectionnisme peureux du travaillisme est, par avance, voué à l'échec.

Cet échec est déjà patent. En avril dernier, pour le troisième mois consécutif, les exportations de la Grande-Bretagne ont diminué (je n'ai pas encore les chiffres des mois suivants) : elles ont baissé en volume de 10 pour cent, et le déficit de la balance commerciale (44 millions de livres sterling) a plus que doublé.

Ainsi, le « plan » Cripps qui consistait à accroître continuellement les exportations — grâce à une restriction sévère de la consommation en Grande-Bretagne — jusqu'au moment où leur valeur égalerait celle des importations est en train d'échouer. Nous n'avions cessé de crier casse-cou ! (1) Le moment où le cou se rompt est arrivé.

Je ne veux pas dire par là que les exportations ne remonteront plus jamais, mais le fait que, durant trois mois, leur cours a été diamétralement opposé à celui que les « planistes » de M. Cripps escomptaient, suffit à apporter la certitude que le plan est fichu.

La raison de cette faillite est que la politique de Cripps ne tient aucun compte des réalités d'aujourd'hui. Pour qu'elle puisse réussir, pour que l'Angleterre puisse de nouveau avoir une balance des comptes favorable, il faudrait qu'elle redevienne, comme autrefois : l'atelier du monde. Or il est manifeste qu'avec la généralisation de l'industrie dont le monde donne aujourd'hui le spectacle et qu'il donnera de plus en plus, et qu'ayant, d'autre part, à subir la concurrence de pays comme l'Amérique qui, pour des raisons naturelles, produit à meilleur marché que la Grande-Bretagne, il est impossible à cette dernière de recouvrer le monopole mondial de fabrication qu'elle détenait au siècle dernier, alors qu'elle était le seul pays industriel du monde, ses importants gisements de charbon et son génie mécanique lui ayant fait prendre la tête de la révolution industrielle.

Dans des circonstances particulièrement favorables comme celles qui ont prévalu pendant ces dernières années, alors que, par suite de la guerre, le monde souffrait d'une insuffisance en marchandises de toutes sortes, et que l'Allemagne, le principal concurrent européen de l'Angleterre, avait vu réduire sa production industrielle à zéro, le marché mondial est largement ouvert pour toutes les exportations, y compris celles de l'Angleterre. Mais, extrapoler ces résultats, croire que la montée que l'on constate en ces circonstances exceptionnelles va se poursuivre lorsque celles-ci auront disparu, c'est simplement témoigner d'un manque de jugement complet, d'une absence totale d'esprit scientifique. Ce ne peut être le fait que d'un « brillant avocat ».

(1) Voir entre autres R. P. d'août 1947 et *Etudes matérialistes* d'octobre 1947.

Un brillant avocat qui a, malheureusement ! trouvé le moyen, par son bagout, d'imposer son erreur à la majorité du parti travailliste.

L'Angleterre est finie comme « atelier du monde » ; elle ne peut donc plus compter pouvoir nourrir sa population avec le produit des exportations de son industrie. Les sacrifices qu'on impose, dans ce but, depuis quatre ans au peuple britannique et qu'on va continuer à lui imposer, sont vains.

Tel est l'aspect proprement économique de la question.

SAUVONS LE CAPITAL !

Mais il y a un autre aspect, qui est politique, car il n'est point de politique économique qui n'ait des raisons de classe.

Pourquoi Cripps veut-il que la balance des comptes de l'Angleterre soit, pour le moins, équilibrée, et, si possible, excédentaire ? Pourquoi veut-il que la valeur des marchandises exportées, plus les autres sommes que les Anglais tirent de l'étranger (intérêts des capitaux placés à l'étranger, frets payés pour les transports de marchandises étrangères par des navires britanniques, etc.) soient supérieures à ce que l'Angleterre doit payer à l'étranger ?

La raison est simple : si cet équilibre n'est pas réalisé, si les revenus de l'Angleterre en provenance des pays étrangers ne sont pas égaux à ce que l'Angleterre doit payer à l'étranger, comme on ne donne rien pour rien, comme l'étranger ne saurait livrer, d'une façon permanente, plus qu'il ne reçoit, l'Angleterre sera obligée de payer une partie des marchandises qu'elle achète avec autre chose qu'avec ses revenus, elle devra les payer avec du capital. La balance des comptes s'établirait, car elle finit toujours par s'établir, mais elle ne pourrait s'établir que par la vente à des étrangers de biens qui sont actuellement possédés par des capitalistes britanniques, tels qu'actions d'entreprises fonctionnant à l'étranger ou même d'entreprises fonctionnant en Grande-Bretagne, biens qui sont des capitaux, bien qui fournissent de la plus-value. C'est donc, en réalité, pour préserver le droit des capitalistes britanniques à cette plus-value, c'est pour que la plus-value produite par les travailleurs des mines d'or d'Afrique du Sud ou par ceux des puits de pétrole du Venezuela et de Perse, par exemple, ainsi que celle de provenance de toutes les usines et chantiers de la Grande-Bretagne, continuent à être perçus par des capitalistes britanniques que Stafford Cripps oblige les travailleurs anglais à se serrer la ceinture, et qu'il maintient des restrictions alimentaires et autres qui, partout ailleurs, sont entièrement ou presque entièrement supprimés.

La politique économique cripplienne est donc une politique étroitement nationale, « nationaliste » pour mieux dire, c'est pourquoi, comme toutes les politiques de ce genre, elle n'a rien à faire avec les travailleurs, car il est bien vrai que « les travailleurs n'ont pas de patrie ». Qu'importe-t-il aux nègres d'Afrique, aux Indiens d'Amérique du Sud, aux Arabes du Proche-Orient d'être exploités par des Anglais ou de l'être par des Américains ? Et les travailleurs de Grande-Bretagne eux-mêmes, en quoi seraient-ils affectés si leurs patrons étaient Américains au lieu d'être Anglais ?

La politique de sir Stafford Cripps, ministre du parti travailliste est bien une politique de classe, mais c'est la politique de la classe bourgeoise, non celle de la classe ouvrière.

MAIS... LE CAPITAL REFUSE LE CADEAU

Politique de classe, mais cela ne l'empêche point de courir, pour les raisons que nous avons dites, à l'échec.

C'est pourquoi, les représentants officiels de la bourgeoisie, les conservateurs ne la soutiennent-ils que fort mollement, et qu'ils se dirigent dans une tout autre direction.

Cripps veut sauver le capitalisme britannique en l'enfermant dans les limites de l'Etat britannique ; les conservateurs, Churchill en tête, entendent le préserver en le mêlant, en le fondant dans un capitalisme mondial, lui faisant ainsi faire peau neuve. La partie la plus intelligente de la bourgeoisie britannique sent, plus ou moins distinctement, que les temps du capitalisme national sont révolus, que le capitalisme ne peut survivre qu'en s'internationalisant, même si cela ne peut se faire qu'en cassant quelques pots au sein de l'économie britannique.

La politique de Cripps, nous l'avons déjà dit, c'est la politique de Hitler, la politique du national-socialisme, la politique de l'autarcie économique. Les économies doivent rester solidement compartimentées, demeurer à l'état d'unités distinctes, chacune ne travaillant que pour elle-même. Certes, on fera bien des échanges avec l'extérieur, mais ces échanges doivent se solder globalement par un bénéfice. La nation est considérée comme une maison de commerce qui doit faire coûte que coûte un bénéfice comptable. Il y a la maison Angleterre, la maison France, la maison Allemagne, comme il y a la maison Potin. C'est la politique mise jadis en théorie par l'Allemand List. La politique de Churchill qui, elle, peut se réclamer des grands économistes britanniques, des Smith et des Cobden, vise, au contraire, à supprimer, au moins dans une partie étendue du monde, les anciennes firmes nationales. En préconisant l'union économique et politique de tout l'Occident, Europe occidentale et Amérique, Churchill cherche à fondre en une seule et vaste entreprise toutes ces maisons nationales, devenues trop petites pour l'actuelle ampleur du marché. Il n'y a plus de maisons Angleterre, France, Amérique... ; il n'y a plus que des entreprises commerciales et industrielles dont le centre d'activité se trouve situé en Angleterre, en France ou en Amérique, mais qui ont, avec les entreprises des autres pays exactement les mêmes rapports qu'avec les entreprises du leur. Dans ce cas, la question de la balance des comptes entre ces pays est réglée ; il ne saurait plus y avoir de balance des comptes puisqu'il n'y a plus de comptes ; il ne saurait plus être question d'exporter davantage ou d'importer moins, puisque ces mots n'ont plus de sens, même matériellement, du fait que les douanes se trouvent, par définition, supprimées.

C'est pourquoi nous voyons maintenant Churchill à la tête de tous les mouvements d'union européenne et autres, alors que l'Angleterre officielle, le gouvernement travailliste, sous la pression de Cripps, freine de tout son effort, la marche vers l'unité.

Ayons le courage de le dire ! Entre Churchill et Cripps, c'est Churchill et les conservateurs qui le suivent qui, en l'occurrence, représentent le progrès, voire une révolution, tandis que Cripps et les travaillistes qui le subissent constituent la réaction.

En restant obstinément attachés à une politique nationale que tout condamne aujourd'hui, en voulant sauver par des moyens périmés le capital de leurs maîtres, les travailleurs britanniques se suicident, et ce sera le baronnet Cripps qui aura été leur fossoyeur.

R. LOUZON.

P.S. — Ces notes étaient rédigées avant la déclaration de Stafford Cripps aux Communes sur la pénurie de la Grande-Bretagne en dollars (6 juillet). Cette pénurie n'est que la conséquence de ce que nous disons plus haut et elle confirme la faillite du crippisme.

Parmi nos

LETTRES

Les « responsables » sont-ils ce qu'ils étaient hier ?

Emu par l'article de Lechauvet sur le II^e Congrès de l'Union des Syndicats parisiens F.O., paru dans la R.P. du mois dernier, notre camarade J. Chonion, secrétaire général de l'Union, nous adresse la lettre suivante :

Je me permets de vous faire remarquer — sans polémique — que c'est certainement un manque d'observation de votre part qui vous a fait rédiger l'analytique de ce Congrès, dans la forme où vous le présentez.

En effet, vous faites état des nombreuses réserves du syndicat des Métaux auquel appartient le secrétaire général de l'Union ; or, je dois vous indiquer que la déclaration du représentant de ce syndicat n'est pas en opposition avec le rapport moral présenté par le bureau de l'Union.

De plus, lorsque vous parlez de la résolution générale votée, vous dites que cette dernière a un esprit opposé à celui qui animait le bureau de l'Union ; j'en déduis que vous n'avez vraisemblablement pas pris connaissance du rapport présenté par ce dernier. En conséquence, je me permets de vous faire parvenir un exemplaire de ce rapport, afin que vous puissiez juger en toute connaissance de cause.

La résolution générale adoptée n'a été que la confirmation du rapport d'orientation dont vous pourriez prendre connaissance.

Quant à dire — et je vous en laisse l'entière responsabilité — que l'on garde les « responsables » à condition qu'ils cessent d'être ce qu'ils étaient hier, je puis, pour ma part, vous affirmer que je n'ai jamais cessé d'être ce que j'ai toujours été, c'est-à-dire ayant conscience de mes devoirs, n'ayant jamais fui les mandats qui m'ont été confiés aussi bien lorsque j'étais militant responsable de section syndicale d'entreprise, que de syndicat.

Chonion confond « impressions » et compte rendu officiel. Il n'ignore pourtant pas que le sens d'un congrès est mieux marqué par des réactions humaines et sensibles que par des études et confrontations de textes. Il est possible, par exemple, que dans les termes la déclaration du délégué des Métaux ne soit pas en opposition avec le rapport moral de l'Union. Cependant, le syndicat des Métaux demeure quelque peu réservé et réticent à l'égard du bureau de l'Union — ce qui confirme les impressions de Lechauvet.

Mais l'essentiel n'est pas là. Le congrès constitutif de l'Union apparut à des observateurs sans parti pris comme l'opération, menée assez discrètement, de « mise en place » d'un appareil imposé par les dirigeants de F.O.

Le II^e congrès a révélé, au contraire, l'existence de courants divergents ou convergents — mais spontanés et libres et a exprimé la volonté des syndicats de base de ne pas se soumettre aux directives confédérales. Dans la C.G.T., réformiste de 1921 à 1935 (et aussi dans la C.G.T.U.) le secrétaire d'Union était considéré comme une sorte de « préfet » représentant le bureau confédéral à la tête de l'Union. Nous avons toujours soutenu que cette conception bafouait la pensée de Pelloutier et l'esprit du syndicalisme de 1906, et qu'il fallait, au contraire, des secrétaires d'Union portant les influences de la base jusqu'aux sommets confédéraux. On croyait Chonion favorable à la première formule. On le croit au-

jour d'hui plus favorable à la seconde. Il n'est donc pas question d'un débat d'ordre personnel. On a pu se tromper dans la première appréciation — non sur la personne de Chonion, mais sur ses idées et tendances.

Ce qui importe, c'est que l'on ne se trompe pas dans la seconde.

« L'Afrique du Nord sous la botte socialiste »

Nous avons reçu d'un camarade qui habite Tunis, à propos de l'article sur « l'Afrique du Nord sous la botte socialiste », la lettre suivante :

S'il y a des choses très justes dans cet article, il y a pas mal d'inexactitudes et de regrettables omissions ; aussi je pense qu'il est souhaitable de donner quelques éclaircissements.

On « bouffe » du socialiste aujourd'hui comme on « bouffait » du curé il y a cinquante ans (bouffer du curé pouvait à la rigueur servir à l'émancipation du prolétariat, bouffer du socialiste ne peut servir que le stalinisme et la réaction) ; s'il est incontestable que des « erreurs », des « monstruosités » même sont commises par des socialistes, il ne faut cependant pas exagérer et tout leur mettre sur le dos.

En ce qui concerne la Tunisie, si ce sont des socialistes qui ont débarqué Mast, l'ancien résident général, et si c'est par l'influence de Blum que Mons, l'actuel résident, fut envoyé ici, il est faux de dire aujourd'hui que ce monsieur est socialiste ; le résident actuel de la IV^e R.F. en Tunisie a pu être, il y a quelques décades, syndicaliste militant, franc-maçon et sympathisant socialiste quand le socialisme avait le vent en poupe ; en 1949 le vent semble tourner et il n'est pas douteux que les sympathies de l'ex-chef de cabinet de Blum ne vont plus aux mêmes. Quand on se sent chanceler, on se raccroche ou l'on cherche à donner des gages à d'autres maîtres et nous sommes tout près de penser que le coup de l'expulsion de Zana n'avait d'autre raison que celle de se faire blâmer par le gouvernement et de se faire approuver par Colombey.

Par malchance, le résultat escompté n'est pas venu. Tout le monde s'est élevé avec indignation contre cette expulsion et même avec violence, en particulier la Fédération socialiste de Tunisie, suivie par les groupes parlementaires et le Comité directeur du parti. J'ai regretté sincèrement que par souci d'objectivité on n'ait pas signalé ce fait.

Encore un mot. Il ne faut pas prendre trop à la lettre les affirmations gratuites de M. Duran-Angliviel, « ancien et vieux militant du parti socialiste de Tunisie » ; avec l'âge, ce qui pourrait l'excuser, ce monsieur est devenu crypto, au service des staliniens, brûlant à présent ce qu'il adorait et faisait adorer il y a dix et vingt ans.

Quant au Petit-Matin, mieux vaut ne pas épiloguer sur ce journal d'information qui n'ose pas dire son nom.

Son directeur a été expulsé, c'est une erreur grotesque, c'est inadmissible sous la IV^e République, d'accord ! mais il n'en est pas plus malheureux pour cela, il coulera des jours tranquilles sur la Côte d'Azur en attendant la levée de l'arrêté d'expulsion qui le frappe.

« Divide ut impera », d'accord ! C'est ce qui se passe partout dans le monde. Mais la phrase qui suit, et qui est très jolie, n'est pas de circonstance. « Par delà les races et les croyances, se constituerait une sainte alliance des hommes justes décidés à faire respecter les droits de TOUS ». Demandez plutôt à Finidori !

Ainsi, d'après ce que dit notre camarade, Mons, le résident général de Tunisie, auteur direct de l'application qui a été faite de l'édit royal de

Louis XVI au directeur du journal tunisois, le *Petit Matin* (1), ne serait plus socialiste ; nous n'avions d'ailleurs point dit le contraire : « socialiste ou socialisant », avons-nous précisé. Il n'en reste pas moins que si cet ancien chef de cabinet de Blum a été nommé, Blum régnant, au proconsulat tunisien, c'est en tant que socialiste. Et, fait plus grave, s'il continue à être résident général, c'est avec l'acquiescement au moins tacite des ministres socialistes. Ceux-ci possèdent une participation et une influence suffisantes au sein du gouvernement pour le faire débarquer *s'ils le voulaient*, car ni les ministres radicaux ni les ministres M.R.P. ne peuvent prendre publiquement la défense d'un homme qui viole si outrageusement les droits que reconnaît aux citoyens la Constitution et la Déclaration qu'ils ont fait eux-mêmes voter et dont l'encre est encore à peine sèche.

J'admets que si ce fait était isolé on pourrait peut-être encore passer l'éponge, mais faut-il rappeler une fois de plus qu'il n'est, à une échelle réduite, que la réplique tunisienne des scandaleuses élections-rideau de fer d'Algérie ? Or, on ne viendra tout de même pas prétendre que Naegelen, le gouverneur général d'Algérie, n'est pas socialiste, et que son chef direct, le ministre de l'Intérieur Moch, ne l'est pas non plus !

Quant à la protestation de la Fédération socialiste de Tunisie contre l'expulsion de Zana, j'ai peut-être eu tort, en effet, de ne pas la signaler, mais, à mon avis, elle constitue à la charge du parti socialiste, non une circonstance atténuante, mais une circonstance aggravante. En Algérie aussi, les fédérations socialistes ont protesté contre les élections-rideau de fer et elles en ont même, si mes souvenirs sont exacts, demandé l'annulation, mais cela n'empêche pas leurs mandataires, Moch et Naegelen, de maintenir en place les faux élus et de récidiver à propos des élections cantonales (Voir *Faits et Documents* dans la R.P. de juin).

Alors ?

Alors, tout se passe comme si le parti socialiste jouait un ignoble double jeu. Il se met à couvrir en protestant... en paroles, contre des actes qu'il commet lui-même par l'intermédiaire de ses ministres, ministres qu'il couvre puisqu'il leur maintient sa confiance. Notre camarade ne s'en rend peut-être pas compte, mais pour ceux qui ne sont pas de la « maison », c'est un spectacle proprement répugnant.

Et c'est cela, hélas ! qui explique en partie — sans le justifier — des évolutions comme celle de celui qui fut pendant près de vingt ans le principal leader du socialisme tunisien, Duran-Angliviel. Notre camarade nous dit que Duran-Angliviel est devenu un crypto-communiste. C'est bien possible, et même, pour ma part, je crois que c'est fort probable. Mais à qui la faute ?

Si le parti socialiste n'avait pas, en fait, une position aussi réactionnaire, s'il ne pratiquait pas constamment cette politique du double jeu en vertu de laquelle ses actes sont en opposition complète avec ses paroles, il y aurait sans doute beaucoup moins de socialistes désabusés qui iraient chez les staliniens pour tenter de trouver ce que le parti socialiste ne leur donne plus.

Certes, ces hommes pratiquent une véritable politique de Gribouille. Ils se jettent à l'eau pour éviter de se mouiller. Mais Gribouille ne se jette à l'eau que parce qu'il pleut ; il ne s'y jette point quand il fait soleil. Il dépendrait du parti socialiste d'apporter aux socialistes quelque peu de soleil !

R. L.

(1) Il va sans dire qu'en l'occurrence la personnalité de M. Zana ou le caractère de son journal n'entrent point en ligne de compte.

L'AJISME et les jeunes travailleurs

Avant la première guerre mondiale, une vague de départs vers la nature secoua la jeunesse allemande. Il fallut attendre 1936 pour constater qu'une vague identique secouait la jeunesse française. Dans des conditions économiques d'ailleurs bien différentes. Ces « explosions spontanées vers la nature » étaient de saines réactions des jeunes contre une emprise totalitaire qui se faisait de plus en plus sentir sur la société capitaliste.

L'évolution du monde poursuit son cours dans ce sens. Les hommes, prisonniers du progrès scientifique et technique, s'enferment eux-mêmes dans des cadres politiques et juridiques de plus en plus restreints. Ainsi s'affirme la « Managerial Revolution », courant devant amener les technocrates et les bureaucrates à la direction du monde. Le socialisme totalitaire, expression du socialisme bourgeois dont les staliniens sont le plus bel exemple, poursuit son petit bonhomme de chemin. Le capitalisme « libéral » lui-même, en appelle à l'intervention gouvernementale, au dirigisme pour maintenir tant bien que mal son existence.

Cet ensemble de caractères oppressifs de l'évolution mondiale cache les caractères extrêmes, libertaires, qui, pourtant, vivent et se manifestent dans la vie de tous les jours. Les développements d'organisations, de mouvements, de courants comme celui de Garry Davis, expriment, sous des formes diverses, la révolte d'une humanité qui n'accepte pas de se laisser enchaîner sans résistance. L'ajisme, révolte spontanée des jeunes, trouve tout naturellement sa place dans le cadre de ces manifestations libertaires.

Apparition des auberges de jeunesse

Des étudiants, ensuite toute la jeunesse fuient les villes « sans air et sans lumière », les usines, les bureaux, les écoles. Toute cette jeunesse recherche les libres ébats dans la nature, part dès le samedi soir et couche à la belle étoile ou chez le paysan. Nous sommes en Allemagne en 1910.

Mais le champ d'action des jeunes reste limité. Le couchage est trop aléatoire chez l'habitant. L'initiative de l'instituteur Schirmann en 1911, créant la première auberge de jeunesse en Westphalie, ouvrit de nouvelles et vastes possibilités de départs, de découvertes pour les jeunes Allemands. Des auberges naquirent en grand nombre tant en Allemagne que dans le monde, avec, en général, l'appui des gouvernements. Ainsi en 1939, vingt-quatre pays avaient une organisation technique et offraient quelque six mille installations. La France avait deux organisations d'auberges dont l'une fortement agitée par les revendications à la gestion formulées par les usagers. La France offrait six cents locaux souvent dénommés « cabanes à lapins » et le gouvernement faisait peu de chose pour aider à l'ouverture de nouvelles et valables auberges de jeunesse.

Mais ne nous en plaignons pas trop car c'est cette situation générale défectueuse qui permit l'éclosion de l'ajisme.

Premiers balbutiements de l'ajisme

En effet, dans tous les pays étrangers, une seule organisation, soutenue par l'Etat, détectait, aménageait et gérait les auberges à la satisfaction de tous (l'Etat, organisations politiques, confessionnelles...). En France, il existait deux organisations, l'une d'obédience catholique, l'autre laïque : la plus importante, aux prises avec ses usagers. C'est ce dernier fait qui est à l'origine de l'histoire des auberges en France, qui est à la base de ce qu'est l'ajisme à ce jour. Il puise ses sources dans la situation générale du pays, sociale et économique.

Avant 1936 le jeune n'a pas la possibilité de partir sur les routes. Il n'en a pas envie non plus. Il n'aspire pas à une « évasion » de la ville, de l'usine, du bureau, de l'école en allant vers la nature. Bien souvent les plaisirs de la ville lui suffisent. La Ligue Française des A.J. (L.F.A.J.) et le Centre Laïque des A.J. (C.L.A.J.) ne groupaient, ensemble, que quatre mille membres à l'avènement du Front Populaire. Celui-ci apporte de sensibles améliorations sociales (semaine de quarante heures, meilleurs salaires, congés payés...) qui libèrent l'individu de contraintes matérielles trop lourdes. Léo Lagrange inaugure une intelligente politique des loisirs (billets de week-end, comités des loisirs, etc.) Tout cela éveille chez les jeunes le désir de partir. De quatre mille membres les effectifs du C.L.A.J. et de la L.F.A.J. sautent en deux ans à soixante-cinq mille environ.

Qu'existait-il pour héberger cet afflux de jeunes ? Peu de chose. Les quelques dizaines de relais et d'auberges existant répondaient à peu près aux besoins de quatre mille jeunes, non à ceux de soixante-cinq mille. D'autre part, l'aide de l'Etat était parcimonieuse. Et pourtant, des contacts se nouaient entre tous ces jeunes issus des milieux sociaux les plus divers, de pays différents. Des discussions, des échanges de vues passionnés avaient lieu. Un esprit de curiosité, de solidarité, avide de découvertes s'extériorisait. Les auberges de grand passage étaient encombrées. Des manifestations désordonnées, inhérentes à la liberté nouvelle offerte aux jeunes, se faisaient jour. Nombreux étaient ceux qui se déguisaient avec gris-gris, breloques au chapeau, fétiches sur le sac tyrolien, poignard à la ceinture. Chacun cherchait à « épater le bourgeois », en l'occurrence le paysan, le villageois quand ce n'était le citadin. Par réaction un climat défavorable se créait envers ces jeunes turbulents.

Des ajistes de la vieille époque, des nouveaux surtout, conscients de la valeur de l'auberge comme moyen de voyager à bon marché tout en s'éduquant, réagissent contre le « snobisme » du départ dans la nature par les auberges. Ils cherchent également à mettre en place des locaux pour héberger les nombreux jeunes qui aux périodes de congés payés parcourent la France. Cette lutte contre les valochards, cette vie en auberge, cette volonté d'ouvrir des A.J. coûte que coûte, se traduisirent, d'une part, par le regroupement sur le plan local des usagers des auberges, d'autre part,

amenèrent ceux-ci à suppléer aux insuffisances de l'organisme technique.

Le regroupement local se fit spontanément, chacun au début, venant pour maintenir les contacts noués incidemment à une veillée en A.J., pour suivre des discussions, des échanges de vues ébauchés, établir des projets et les réaliser à plusieurs. On se réunissait en cours de semaine après le travail, dans un climat de liberté, de fraternité, de solidarité, qui amena les jeunes, issus de toutes les couches de la société, à préciser leurs désirs et à chercher à les satisfaire au maximum et par eux-mêmes. A la seule fréquentation des auberges s'ajoutèrent des activités éducatives (bibliothèque, chorale, art dramatique, causeries, etc.) des activités sportives (cyclo, natisme, ski, volley-ball...) Et comme il fallait réaliser cela par soi-même, les membres de groupes élirent des responsables et prirent en main tout naturellement l'organisation de chacune des activités, au fur et à mesure qu'ils sentaient la nécessité de la pratiquer.

En 1938, plus de 210 groupes locaux avaient une vie réelle.

Pour suppléer aux insuffisances de l'organisme technique, ayant relativement peu de moyens matériels et financiers, les usagers passèrent à l'action par leurs propres moyens. Ils prospectèrent chaque maison inoccupée, en bon ou mauvais état, discutèrent avec les propriétaires, avec les municipalités, etc... Alors s'ouvrirent les chantiers, fleurirent de nouvelles installations montées par des jeunes pour des jeunes. Fin 1939, 600 locaux permettaient d'héberger, tant bien que mal, dans des conditions rudimentaires souvent, les jeunes qui parcouraient « les routes du monde ». Là aussi, tout naturellement, les usagers, qui s'étaient dépensés avec un désintéressement sans borne, pour monter leur A.J., n'entendaient nullement donner le fruit de leurs efforts en gestion à un organisme technique sur lequel ils n'avaient aucune possibilité de contrôle.

Les mêmes points de lutte, les mêmes sentiments, les mêmes intérêts amenèrent les usagers à s'organiser en dépassant le plan local. Dans la région parisienne le Comité d'Information et de Coordination naquit et assura la liaison entre tous les groupes. Composé entièrement de membres élus, il faisait paraître un bulletin intérieur. En province, des fédérations départementales se créèrent. Et le congrès de Lille de 1939 était amené à reconnaître l'existence de ces fédérations et à accepter la participation des usagers au Conseil d'administration national du C.L.A.J.

Ainsi à l'aube de la deuxième guerre mondiale, les usagers avaient pris conscience de leur force collective, de leurs possibilités de subvenir eux-mêmes à leurs besoins et commençaient à réaliser leurs volontés exprimées.

L'occupation arrêtant net l'essor des auberges, mit les ajistes devant la nécessité de s'adapter aux nouvelles conditions sociales pour assurer la vie de leur mouvement. Une nouvelle formule d'organisation se fit jour en zone libre, la dualité.

D'une part, l'organisme technique prospectait, aménageait, gérait les A.J. Il équipa ainsi les réseaux des Alpes et d'Auvergne. D'autre part, le Mouvement d'usagers qui avait à charge de maintenir « l'esprit » ajiste, de défendre les principes acquis. Un jeune n'adhérait qu'après trois sorties en A.J., trois réunions de groupe et avis favorable du bureau du groupe. *Routes*, le journal mensuel s'employait au maximum à lutter contre l'esprit paternaliste de Vichy. N'a-t-il pas publié que le Mouvement ajiste ne pouvait faire du racisme en rejetant les juifs de ses rangs ! De nouvelles for-

mules de loisirs populaires furent mises à l'essai. Qui donnèrent naissance notamment aux caravanes ouvrières. La cohésion entre l'organisme technique et le Mouvement d'usagers était assurée par la présence de mêmes personnes aux deux comités directeurs.

Vient la libération et l'euphorie réconciliatrice de toutes les tendances qui faisaient travailler ensemble politiques, cléricaux et autres. Par contre-coup la dualité ajiste fut maintenue. Les techniciens groupés dans l'Union Française des A.J. travaillèrent d'un même élan à l'essor des auberges. Mais très vite, devançant même le raidissement qui se faisait sur le plan politique, les usagers se heurtèrent aux techniciens.

Usagers contre techniciens

Les heurts entre l'U.F.A.J. et le M.L.A.J. s'accrochèrent avec les résultats acquis par l'organisation technique, d'une part, et le mouvement ajiste, d'autre part.

Pour l'U.F.A.J., l'organisme technique devait monopoliser l'ensemble des crédits affectés aux Auberges de la Jeunesse et il fallait avec ceux-ci réaliser des A.J. répondant au maximum aux normes des techniciens, plutôt en réaliser peu mais qu'elles répondent à l'idéal en matière d'A.J.

Le M.L.A.J. soutenait le point de vue contraire. Pour lui, il fallait satisfaire les besoins des jeunes au maximum, partir des installations existantes, améliorer leur équipement, en ouvrir de nouvelles. Cela en utilisant les crédits pour subventionner les nombreux chantiers ouverts par les ajistes et gênés souvent par des difficultés financières très grandes.

Les résultats prouvent la valeur du point de vue des usagers. A fin 1948, l'U.F.A.J. monopolisant jusqu'en 1947 les subventions gouvernementales, héritant des A.J. de la L.F.A.J. et du C.L.A.J. d'avant guerre, de celles de l'organisme technique de l'occupation (soit 70 environ) disposait de 160 auberges ouvertes, en chantier ou louées sans être aménagées. Le M.L.A.J. sans subvention jusqu'en 1947, à peu près sans installation en 1944, en disposait de 327 dont une centaine pouvant rivaliser avec celles de l'U.F.A.J. De plus les ajistes poursuivirent leurs efforts dans l'amélioration générale de leurs A.J. et relais, mettant en place les installations sanitaires, le matériel de couchage et de cuisine indispensable, les comités de gestion ayant pour tâche de veiller à la tenue des usagers, à la bonne marche financière, etc.

La fréquentation des A.J. démontre également la nécessité des Auberges du M.L.A.J. (N'oublions pas que l'U.F.A.J. bénéficie de l'apport du réseau Alpes réalisé sous l'occupation et le plus fréquenté de France par les jeunes gens de tous les pays.)

La réussite du M.L.A.J. en matière d'implantation de réseaux d'auberges, d'équipement de celles-ci, l'affirmation de sa valeur technique est due à la volonté et aux capacités des ajistes.

Dans « Quatre Chemins », l'organe de la région Guyenne-Gascogne, extrayons quelques passages de l'article sur l'auberge de Porté-Puymorens.

« Sans bruit, pendant un an le projet a mûri, s'est développé, a été réalisé et voilà : le 1er décembre 1948, le groupe de Toulouse ouvrait l'A.J. de neige de Porté-Puymorens, dans les Pyrénées.

» Une belle auberge, puisqu'elle comprend : au rez-de-chaussée, la bagagerie et les réserves : au premier, 3 pièces, la salle commune, servant de cuisine et de réfectoire et 2 dortoirs de 20 et 10

lits ; au deuxième étage, un troisième dortoir. Les jeunes disposent du matériel de cuisine, du matériel de couchage, du bois de chauffage et surtout, d'un admirable point de départ pour les randonnées d'hiver ou d'été en montagne.

» Ce que cette auberge a coûté aux ajistes toulousains, aidés financièrement par la région M.L.A.J. Guyenne-Gascogne, apporte une preuve, s'il en est encore besoin, de la capacité des jeunes à construire et à gérer les installations qui leur sont nécessaires.

» Voici le bilan du travail :

» Une quarantaine d'ajistes ont travaillé à raison de dix heures par camarade. Pour monter à Porté, chacun d'eux a payé 650 fr. de voyage : 26.000 fr. de transport. Ils ont déboursé 12.000 fr. de loyer, 9.000 fr. de bois pour les quatre mois d'hiver, 17.000 fr. de matériaux (peinture, planches, boiserie, etc...), 5.000 fr. d'installation électrique, 10.000 fr. pour le matériel de cuisine, soit au total 74.000 francs.

» Aujourd'hui l'auberge est née. Une de plus, aménagée par les jeunes pour tous les jeunes. »

Citons encore l'A.J. des Pannanches, dans les Hautes-Alpes où se tenait un chantier international en 1948.

La Mère aubergiste dit dans son rapport :

« Quelle somme de travail à fournir avant de pouvoir accueillir tous les skieurs et les jeunes ! Son constructeur devait avoir des idées un peu fantaisistes dans l'art de bâtir. Rien n'est de niveau : planchers, plafonds, fenêtres, tout est à des hauteurs différentes... Il faut prévoir une distribution des pièces entièrement nouvelle, la cave étant le seul endroit auquel on ne touche pas. Pas d'eau. Pas d'électricité.

» C'est la première fois que des jeunes entreprennent pareille tâche sans avoir recours à une main-d'œuvre rémunérée. Voici seulement quelques chiffres, à titre indicatif, établis en cette fin de vacances :

« 96 jeunes ont participé au chantier dont 8 spécialistes, 41 étrangers et 47 Français formant les équipes internationales.

» 23 mètres cubes de maçonnerie ont été édifiés ;

» 4 chapas ; 20 piliers ; 18 linteaux en béton armé coulés ;

» 14 fenêtres et 17 portes modifiées ou percées, 10 cloisons élevées, 3 plafonds surélevés, 3 pièces et 2 couloirs parquetés, 3 W.-C. avec chasse d'eau, 4 douches. une installation électrique complète.

» Il reste encore l'adduction d'eau, l'installation sanitaire à terminer, la cuisine sans compter les interminables travaux de crépis, plâtres, peintures.

» L'on ne dira jamais assez le dévouement de tous ces jeunes venant en toute simplicité apporter leur travail à la collectivité, sans rien en attendre en retour. Maurice, père de famille, prenant un mois de congé sans solde, Michel réduit à vendre sa tente pour avoir un peu d'argent de poche, Henri que la curiosité pousse un beau jour sur notre chemin et qui, au lieu des 24 heures prévues, resta 4 mois parmi nous... »

Chaque auberge, chaque relais qui s'ouvre a nécessité un dévouement désintéressé, des efforts enthousiastes des ajistes. Nous pourrions citer pour chaque installation les prodiges réalisés. Mais c'est inutile, les ajistes n'aiment pas la grosse propagande obligatoirement démagogique. Notons tout cela et nous comprendrons bien mieux leurs raisons de lutter.

Les Ajistes éducateurs

Alors que l'organisme technique se cantonne dans la prospection, l'aménagement et la gestion des auberges, le M.L.A.J., mouvement ajiste, dont l'activité de base est l'auberge, permet en outre à ses membres de pratiquer toutes les activités éducatives, sportives et de plein air dont ils sentent la nécessité.

Le ski populaire n'est plus une vue de l'esprit, n'est plus un sport réservé aux seuls snobs. L'action du M.L.A.J. s'est traduite par plus de 50.000 journées de ski passées par les ajistes. La saison hivernale 1948-49 a vu s'ouvrir deux centres permanents de ski et 10 centres temporaires. De très nombreux stages nationaux et régionaux sont réalisés. Pour 5.600 fr. tous frais compris (voyage, nourriture, couchage, matériel ski, leçons...), 15 ajistes de la région parisienne vécurent 12 jours de ski dans les Alpes. Et ce n'est qu'un exemple...

Le nautisme se développe dans les groupes. Les ajistes construisent leurs canoés et kayacs. La descente du Rhône se fait chaque année. La traversée de la Manche en canoés, en commun avec les éclaireurs de France, a été réalisée en août 1948.

La spéléo, le volley-ball, les sports de montagne suivent aussi cette évolution favorable.

De même pour les activités éducatives. Plus de 500 chorales existent dans le Mouvement dont quelques-unes renommées comme celles de Mâcon, de Dijon, etc... Des groupes d'art dramatique vivent, comme le groupe Spartacus, dans la région parisienne, et cherchent à exprimer leurs sentiments, leurs motifs de révolte et d'espoir. De nombreux stages culturels sont organisés. Des journées d'étude et d'information départementales et régionales ont lieu.

Les activités internationales, très importantes, permettent de fructueux contacts entre les jeunes de tous les pays. Tous les ans des stages internationaux sont organisés, des échanges sont faits. Le Centre culturel de Kniébis en Forêt-Noire a réuni, en 1948, 650 jeunes Allemands, Français, Anglais, Belges, Polonais, etc., qui ont étudié les conditions de vie de la jeunesse dans chacun des pays représentés, les principes démocratiques, les divers aspects économiques, politiques du monde présent. En 1948, 7.000 ajistes franchirent les frontières en départs collectifs et individuels, faisant rayonner partout l'esprit ajiste, leur conception de l'organisation des loisirs. Actuellement des embryons de mouvements ajistes s'inspirant du M.L.A.J. apparaissent à l'étranger. La formule : caravane, elle-même, est adoptée, en Belgique notamment.

La presse dans le Mouvement est florissante, bien qu'instable. Des bulletins régionaux comme « Nous des Auberges » de la région parisienne, « Au devant de la Vie » de la région Nord, et bien d'autres sont de nouvelles preuves de vitalité.

La caravane ouvrière

La caravane ouvrière, formule nouvelle de vacances d'adolescents, fut essayée en Auvergne en 1944. Le lancement fut assuré en 1945. 150 caravanes furent réalisées au cours de l'été de cette même année, 350 l'année suivante ; 500 en 1947, environ autant en 1948. Les trois ajistes qui partent avec 12 jeunes ouvriers, employés, étudiants, garçons et filles, se proposent au cours de quinze jours de vie en auberge et dans la nature d'éveiller ces jeunes aux possibilités qu'ils ont d'organiser eux-mêmes leurs loisirs. S'étant décidés pour emmener une caravane durant leurs congés payés, nos trois camarades fixent la région où ils pensent

l'emmener, établissent le projet de budget et partent à la recherche des « caravaniers » et des fonds nécessaires pour mener à bien cette entreprise. Les journaux sont contactés pour faire passer de petits articles d'appel aux jeunes. Les usines, les écoles également. Les jeunes aussi directement par l'ensemble des membres du groupe ajiste local. Le nombre de jeunes étant atteint, une réunion générale a lieu groupant les « cadres » ajistes et les caravaniers. Et après un très court exposé sur ce qu'est la caravane ouvrière, les conditions financières de participation de chacun, l'itinéraire et le programme sont définitivement élaborés en commun. Les fonds sont recherchés auprès des syndicats, des patrons, de la municipalité, de la Caisse d'Épargne, etc...

Viens le départ, le regroupement sur le quai de la gare, l'embarquement dans le train avec tous les petits incidents comiques ou grincements de dents que cela entraîne, le voyage avec repas communs, tout cela entre les jeunes, d'une part, les jeunes et les trois ajistes, d'autre part, crée un esprit communautaire. A l'arrivée à la gare destinataire, c'est déjà une équipe solidaire qui se promet de passer quinze bons jours de vacances.

En s'efforçant de faire respecter par tous l'itinéraire établi au départ, les trois ajistes font en sorte que ce soit les jeunes eux-mêmes qui dirigent la caravane. Chaque soir, au cours de la veillée, la critique de la journée écoulée est faite, le programme du lendemain est préparé, les responsables aux divers travaux (nettoyage, cuisine, ravitaillement, route, etc.) désignés par l'ensemble des jeunes. Avec la fin de la caravane, une grande critique générale est faite portant sur l'organisation matérielle, la situation financière, la tenue des trois ajistes et des jeunes. Et durant le trajet du retour chez soi, des souvenirs s'échangent. Déjà des projets s'ébauchent pour les vacances futures que le temps se chargera d'annuler chez ceux qui ne sont pas assez « accrochés » au style de vacances qu'ils viennent de vivre.

Et tout cela a été possible parce que les ajistes ont eu une lutte très dure à mener pour satisfaire leurs désirs, qui étaient également ceux de tous les jeunes, qu'ils ont été dans l'obligation de s'organiser par eux-mêmes. Ils ont compris qu'il fallait se grouper pour réaliser en commun ce qu'individuellement chacun ne pouvait faire.

Le groupe local

Le groupe est le rassemblement des ajistes de la localité. Chaque semaine après le travail, une ou plusieurs fois, selon les nécessités locales, les ajistes se réunissent en vue de pratiquer une activité spécialisée comme la chorale, l'art dramatique... Chaque semaine également une réunion générale réunit l'ensemble des membres du groupe. Au cours de celle-ci, le secrétaire donne connaissance du courrier, des circulaires parvenues dans la semaine. Une discussion est ouverte chaque fois que la réponse nécessite l'engagement du groupe. Un des camarades ayant effectué la sortie du dimanche précédent fait un compte rendu de celle-ci en la présentant avec force détails humoristiques. Ensuite le but de la prochaine sortie est fixé. Un ajiste est chargé de la préparer et de la mener à bien. Souvent une discussion a lieu, soit qu'un des responsables exploite une phrase, un point de vue exprimé par un camarade, soit que le sujet ait été fixé à l'avance et préparé. En ce cas, le jeune chargé de présenter la question, fait un rapide exposé. La discussion s'ouvre ensuite, chacun y participe en exposant son point de vue, ses critiques ou en posant simplement des questions. Et

« enveloppant » tout cela, une atmosphère de sympathie, de camaraderie, de confiance met les jeunes à l'aise, les fait se sentir « chez eux » et leur permet de s'extérioriser au maximum.

Outre ces réunions hebdomadaires générales ou spécialisées, une réunion plénière annuelle est consacrée à l'examen du bilan de l'année écoulée (activités, finances), à la détermination du travail pour l'année à venir, au renouvellement de l'équipe de direction (responsable du groupe, secrétaire, trésorier), des responsables aux activités (route, animation, culture...) Plusieurs autres réunions préparent en particulier les assemblées départementales, régionales et nationales, désignent les délégués chargés de défendre les positions qui ont été définies en commun.

Ainsi, le groupe local est le complément indispensable de l'auberge. Celle-ci a éveillé chez les jeunes les désirs nouveaux. C'est dans le groupe local que les ajistes les ont exprimés, ont étudié les moyens propres à les satisfaire.

Vers un mouvement unique d'A.J. en France

Les ajistes groupés dans le M.L.A.J. ont donc affirmé la valeur du Mouvement, d'une part, comme organisme technique, d'autre part, comme mouvement tendant à l'organisation des loisirs de la jeunesse travailleuse. Mais loin de se contenter de ce travail ils ont cherché à trouver une solution laïque, démocratique et éducative au problème des Auberges en France.

Ils firent échec pratiquement à la Fondation française des A.J. lancée par les technocrates de l'U.F.A.J., soutenus par les stalinien et les cléricals. Cette Fondation était antidémocratique, les 15 représentants des usagers étant agréés par les 17 membres fondateurs.

Elle était interconfessionnelle, des organisations cléricales comme la C.F.T.C., l'Association des familles siégeant à côté de la C.G.T., de la Ligue Française de l'Enseignement, du Syndicat National des Instituteurs. Ces deux dernières organisations se retirèrent par suite de la campagne anti-fondationniste du M.L.A.J.

Parallèlement à ce travail de démolition, une solution constructive était avancée. Le Centre Laïque des Auberges de Jeunesse et du Plein Air (C.L.A.J.P.A.) permettait l'union des laïques et des éducateurs s'intéressant aux auberges, un meilleur rendement des crédits affectés aux A.J., les usagers aménageant eux-mêmes leurs installations sous la conduite de camarades aptes à diriger les travaux, le maintien de la valeur éducative du mouvement d'auberges, les usagers participant directement à la gestion de l'auberge et du mouvement. La participation de la Ligue Française de l'Enseignement, du Syndicat National des Instituteurs, des Syndicats laïques était demandée.

Sur le plan national la C.G.T. a refusé l'offre de participation qui lui était faite, étant un fervent soutien de la Fondation. Le bureau national de la Ligue de l'Enseignement également n'a pas cru devoir participer au lancement du C.L.A.J.P.A., voulant à tout prix arriver à concilier le M.L.A.J. avec l'équipe technocrate toute-puissante de l'U.F.A.J., estimant en outre qu'il était impossible de laisser gérer par des jeunes, instables par nature, des crédits si importants et un si grand nombre d'auberges.

A ce jour 70 associations départementales du C.L.A.J.P.A. sont formées avec la participation dans 58 du S.N.I., dans 52 des Fédérations départementales des Œuvres Laïques, dans 32 de la C.G.T.-

F.O., dans 15 de la C.G.T., dans 11 de la C.N.T. Les résultats se précisent et sont prometteurs comme le prouvent les auberges en projet, l'aide matérielle fournie par les organisations participantes.

Les ajistes, à la base, dans leurs groupes locaux, dans leurs associations départementales, en étroite collaboration avec les organisations participantes, démontrent chaque jour qu'il faut leur faire confiance parce qu'ils sont aptes à gérer une organisation nationale, envers et contre le scepticisme, quand ce n'est l'opposition ouverte ou clandestine de vieux renards politiques.

L'épreuve de force entre l'U.F.A.J. et le M.L.A.J. se transformait donc en une épreuve de force U.F.A.J. - C.L.A.J.P.A. Mais un nouvel intéressé se manifestait tout dernièrement : l'Etat par les soins du Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, M. Morice du cabinet Queuille. M. Morice voulait clarifier cette complexe situation des Auberges de Jeunesse en France et surtout faciliter à son ministère la tâche de répartition des crédits affectés aux A.J. Une commission ministérielle d'études se réunit et étudia un projet de Fédération Française des Auberges de Jeunesse, qui était, entre autres, une étatisation des A.J. (aucune ressource financière, présence de l'Etat à tous les échelons depuis les Comités locaux jusqu'au Conseil d'Administration, droit de veto du directeur départemental à la Jeunesse sur les décisions qu'il jugera nuisibles aux intérêts de l'Etat et des A.J.)... La réaction des ajistes se fit immédiate. Motions, campagne de presse, traduisirent leur volonté de ne pas accepter cette mutilation de l'ajisme qui, en fait, annonçait sa mort.

Et à une conférence de presse tenue en mars, M. Morice parlait de Comité de coordination entre les associations d'auberges existantes... Il précisait en outre qu'il n'avait jamais été dans son intention d'étatiser les A.J.

La force de l'ajisme réside dans ce fait qu'il est l'expression des actions collectives et individuelles de ses membres.

Le M.L.A.J. avec ses 40.000 membres a su résister aux violentes attaques des staliniens en 1945 et en 1946 surtout au congrès de Rueil. Ceux-ci prêchaient « l'éclatement » de l'ajisme demandant à tous les ajistes d'aller militer « ailleurs » (entendez U.J.R.F., Tourisme et Travail, C.G.T.), le M.L.A.J. sut répondre négativement à l'invitation pour un combat politique formulée par les trotskystes. Sa vitalité fut et reste telle qu'il rappela le Syndicat des Instituteurs, la Ligue de l'Enseignement, à une plus saine notion de la laïcité en les faisant se retirer de la Fondation, qu'il tua pratiquement la Fondation des technocrates, qu'il aménagea le plus d'auberges, lança et imposa les caravanes ouvrières en France et jusqu'à l'étranger... Le C.L.A.J.P.A. qui bénéficie de l'apport de l'expérience des membres du M.L.A.J. confirmera dans l'avenir la confiance que nous plaçons dans l'action des ajistes à maintenir et développer leur conception de loisirs éducatifs.

La permanence, la vitalité, que le M.L.A.J. a manifestées à chaque aspect d'une toujours même lutte, est la traduction des réactions des ajistes contre les obstacles qu'ils rencontrent sur leur chemin.

Les caractéristiques essentielles de l'ajisme

Le M.L.A.J. est un milieu « spontané ». Sans aucune préparation, le jeune vient à l'auberge, se retrouve dans une atmosphère de liberté et de fraternité qui le frappe, le heurte violemment. Il n'était pas habitué à vivre ainsi en toute camara-

derie et franchise, simplement, avec des gars et des filles qui le tutoient et qu'à la minute précédente, il ne connaissait même pas. Des gars et des filles qui partagent ce qu'ils ont, qui participent tous ensemble aux mêmes travaux pour tenir l'auberge propre, pour faire vivre le groupe. Il n'était pas habitué à ce milieu ou chacun peut dire, écrire ce qu'il pense en étant assuré d'un accueil compréhensif. Chacun peut prendre une responsabilité, critiquer les activités et en proposer, veiller et participer à la gestion du Mouvement. Et ce milieu, cette ambiance, cette atmosphère ne sont pas imposés. Ils sont les résultats spontanés de l'épanouissement de chaque individu sûr de pouvoir s'exprimer, se libérer autant qu'il le peut, après la rude journée de marche sous le soleil, la dure semaine de travail à l'usine, au bureau, à l'école. Le contraste entre la vie de tous les jours et celle qu'il a menée en auberge lui fait sentir les faiblesses de la société dans laquelle il vit.

L'ajisme est ensuite l'expression d'une pratique réelle, inconsciente et sentimentale au début, réfléchie plus tard, et au fur et à mesure des épreuves affrontées, de principes apparus eux aussi spontanément de la tenue et des activités des ajistes. Les jeunes vivent l'ajisme, le sentent, puis plus tard prennent conscience de ce qu'il est, des principes qu'ils pratiquent.

Démocratie complète à l'intérieur du Mouvement, obtenue par la responsabilité et le contrôle de la base. A chaque échelon, les assemblées générales composées de délégués directs des groupes décident de l'orientation du Mouvement ajiste. Les responsables sont éligibles pour une durée limitée et révocables à tout moment.

Gestion et contrôle directs par les groupes de leurs activités et réalisations. Les membres des groupes décident par eux-mêmes de ce qu'ils feront, s'ils organisent des caravanes ouvrières, s'ils ouvrent un chantier. Nul responsable ne peut forcer qui que ce soit à faire un travail qu'il ne veut pas faire. Il cherche à convaincre, explique, documente, mais seul l'intéressé dispose de lui-même, détermine son action. Ne peuvent être sanctionnées que toutes infractions aux principes de vie ajiste, que toute corruption de l'atmosphère ajiste.

Laïcité, c'est-à-dire tolérance et respect des idées de chacun. Le Mouvement est ouvert aux jeunes de toutes confessions. Cela n'exclut pas mais implique la réponse aux attaques ou pressions d'une confession ou d'un parti quel qu'il soit. Le Mouvement accepte en son sein l'individu, le jeune en tant que tel, mais ne peut admettre le militant venant pour travailler dans l'ajisme pour son organisation.

Indépendance totale vis-à-vis des partis politiques, des organisations syndicales et de l'Etat. L'ajisme a besoin pour vivre de sa liberté entière. Lui imposer des règles, un cadre dans son épanouissement, dans son évolution, c'est par cela même limiter les possibilités pour chaque individu de développer toutes ses facultés.

Liberté pour chaque ajiste de choisir l'organisation politique ou syndicale qu'il jugera la meilleure, mais refus absolu d'engager le Mouvement vis-à-vis d'un parti politique quelle que soit son étiquette ou le camouflage sous lequel il se présente.

L'ajisme proclame que le jeune adhérent n'est pas un numéro parmi d'autres, que son attitude, ses actes, ne sont pas conditionnés exclusivement par le Mouvement dont il est membre, qu'il ne dépend pas entièrement de la collectivité, pas plus que l'ajisme ne dépend de l'attitude, des actes de l'individu, du jeune en lui-même. Il proclame au contraire que la collectivité qu'est l'ajisme est la som-

me des diversités individuelles qui le composent, et la liberté pour chacun est obligatoirement nécessaire.

Internationalisme conséquent favorisant les contacts entre les jeunes de tous les pays, particulièrement avec les jeunes travailleurs politisés ou non. Cet internationalisme pratique avant tout (camps, stages, rencontres, contacts humains individuels) permet une éducation et une compréhension mutuelle favorable à la lutte pour l'établissement de la paix.

Autre caractéristique à noter concernant les militants ajistes : le mouvement ajiste ne comprend que des jeunes de 16 à 30 ans dont une très grande majorité d'adolescents (3/5). Ceux-ci sont par nature en pleine période de recherche et d'affirmation de soi-même et pratiquement leurs actes sont souvent contradictoires. Aussi la permanence de l'ajisme est-elle l'œuvre des militants qui l'ont senti, vécu, en ont pris conscience et entendent le voir continuer à vivre en dépit des crises pouvant se manifester dans les groupes. Au delà des heurts entre individualités, ils assurent la vie du milieu, de l'atmosphère, des principes, poursuivent officiellement aux postes de responsables, ou obscurément, l'œuvre d'épanouissement de chaque usager, de chaque membre des groupes, chacun suivant ses possibilités, conscient de ses forces et de l'utilité actuelle de son action, chacun travaillant avec et dans la jeunesse travailleuse, partageant ses peines, ses joies, ses espoirs, l'aidant à avancer sur le dur chemin de sa libération et refusant de sortir d'elle, de parvenir.

L'ajisme est-il révolutionnaire ?

Il peut paraître osé d'avancer une telle question car l'ajisme n'a commencé à se manifester que depuis une dizaine d'années environ. Au jour le jour au travers des actions des jeunes fréquentant individuellement les A.J., puis les groupes locaux, l'ajisme s'est précisé comme un moyen révolutionnaire de formation humaine. Les jeunes qui passent par le Mouvement en construisant, aménageant, gérant et fréquentant leurs A.J., en étant « producteurs et consommateurs » de l'A.J., font du socialisme expérimental. Gérant leur Mouvement, luttant pour le maintenir dans une société de plus en plus hostile à de telles associations, ils font leur autoéducation.

Cela et la polyvalence des activités que le Mouvement offre aux jeunes et que ceux-ci peuvent renouveler parallèlement à la naissance de désirs nouveaux, font que l'ajisme est révolutionnaire. Offrant à chaque jeune les possibilités de s'épanouir physiquement, moralement et intellectuellement, il aide à une formation humaine aussi totale que possible pour le présent.

Ainsi, depuis plus de dix ans, des jeunes se forment dans la lutte un moyen autoéducatif en satisfaisant leurs désirs de découvertes, de connaissances, de fraternité. Envers et contre l'emprise totalitaire et étatique, ils ont lutté, ils continuent de lutter.

Est-ce un bien social de voir s'imposer l'ajisme ? L'action des jeunes passés par son école montrera dans quelle mesure sa valeur sociale et humaine est réelle et profitable à tous.

La portée sociale de son action future ne dépend pas exclusivement de lui-même. Elle dépend de l'évolution de la conjoncture sociale. Mais soyons sûrs que l'ajisme, tant qu'il restera une expression libre et spontanée des ajistes, continuera sur le chemin qu'il s'est tracé. Jusqu'à l'extrême limite de ses possibilités, de sa volonté ardente de vivre.

JAN BONNE.

L'annexion de la Sarre

D'un article « Révélations sur le duel Clay-Koenig », signé Ossian Mathieu, publié par Europe-Amérique (16 juin), extrayons ces renseignements sur les circonstances dans lesquelles la France annexa la Sarre. Ne pas oublier qu'à cette époque, Bidault était au ministère des Affaires étrangères et que les stalinien siégeaient au gouvernement.

On se souvient qu'à la fin de la guerre, la politique allemande des Etats-Unis s'inspirait du plan Morgenthau de « pastoralisation » de l'Allemagne et de la croyance que la lune de miel avec les Soviétiques durerait indéfiniment. Ce plan ravissait la France en ce qu'il impliquait la division du Reich et l'anéantissement d'une industrie concurrente.

Mais, bientôt, les Américains s'aperçurent que les Soviétiques visaient, soit à étendre à l'Allemagne entière une administration communiste, soit à obliger les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à entretenir à jamais la population de leurs zones. Comme le Royaume-Uni se trouvait à deux doigts de la faillite, c'est le contribuable américain qui allait payer l'addition, non seulement pour les populations allemandes autochtones, mais pour les millions de fugitifs qui affluaient dans les zones anglaise et américaine.

Les Russes, qui occupent les régions agricoles d'Allemagne, ne se souciaient nullement de payer des frais d'occupation, pas plus que les Français qui « vivaient sur l'habitant » et n'accueillaient pas de réfugiés. Au demeurant, la France, n'ayant pas été appelée à signer les accords de Potsdam qui proposaient que l'Allemagne fût considérée comme « une unité politique et économique », ne s'estimait pas engagée par lesdits accords. Au contraire, elle encourageait le séparatisme factice de monomanes allemands et réclamait l'annexion de la Sarre.

C'est à propos de la Sarre qu'éclata le premier conflit violent entre Français et Américains, et c'est à la faveur de ce conflit que les Français s'aperçurent que les attaques personnelles contre le général Clay étaient d'un bon rendement.

Au printemps de 1946, le gouvernement français demanda à M. Byrnes si les Etats-Unis soutiendraient éventuellement une demande d'annexion de la Sarre par la France. M. Byrnes songea que, dans leurs efforts pour s'entendre avec Staline, les Etats-Unis avaient toléré l'annexion à la Pologne de provinces orientales allemandes, et que, par conséquent, il aurait mauvaise grâce à refuser la Sarre à la France. Il adressa donc aux Français une lettre ambiguë que le gouvernement de la République se plut à considérer comme un encouragement.

Mais le « State Department » omit d'aviser le général Clay et, lorsque les autorités françaises firent reculer les postes-frontière, ce fut pour le gouvernement militaire américain une surprise complète. Clay apprit la nouvelle alors qu'il assistait à une réunion du Conseil de contrôle à Berlin. Le coup fut d'autant plus dur que ses propres instructions lui recommandaient d'empêcher toute action unilatérale des Russes en Allemagne. Or, il est évident que les Russes pouvaient désormais se réclamer de l'exemple français... Aussi Clay déclara-t-il au Conseil de contrôle qu'il ne pouvait approuver l'initiative française avant que ledit Conseil de contrôle y eût donné son agrément.

Ignorant que Clay n'avait pas été prévenu, la France protesta à Washington, où Dean Acheson (à cette époque sous-secrétaire au Département d'Etat), déclara publiquement que Clay n'exprimait pas les vues du Département. Furieux, Clay présenta sa démission... Mais M. Byrnes, absent de Washington au moment de la déclaration du sous-secrétaire, reentra aussitôt et publia une déclaration par laquelle il donnait son approbation à Clay. En fin de compte, Clay accepta les explications qui lui furent données et retira son offre de démission.

Mais la France, ayant annexé la Sarre, avait compris qu'il existait des dissensions au Département d'Etat au sujet de l'Allemagne et décida d'en tirer parti.

LE PACIFISTE TCHÉCOSLOVAQUE JIRCSZAH AU CAMP DE BUCHENWALD

Le Passage de la Ligne (1), de notre ami Paul Rassinier, sortira vraisemblablement fin juillet. Nos lecteurs se feront une opinion sur les sentiments qui ont poussé l'auteur, jusqu'ici resté silencieux sur son passage au camp de concentration, à rendre enfin, et quoique tardivement, son témoignage public, en lisant le chapitre suivant que nous extrayons.

Malgré la guerre, malgré le camp, malgré l'après-guerre que nous sommes en train de vivre, Rassinier est resté un pacifiste. Cette fidélité à lui-même l'a conduit à donner de son aventure un récit à la fois objectif et explicatif dont ceux qui le liront ne manqueront pas de dire qu'il nous change de ce que nous avons lu jusqu'à ce jour et qu'il nous ramène au sens de l'humain.

Le block est partagé en deux clans : d'un côté, les nouveaux arrivés, de l'autre, les onze individus, chef de block, schreiber, friseur et stubendienst, Germain ou Slaves, qui constituent son armature administrative et une sorte de solidarité qui fait table rase de toutes les oppositions, de toutes les différences de conditions ou de conceptions, unit tout de même, dans la réprobation, les premiers contre les seconds. Ceux-ci, qui sont détenus comme nous mais depuis plus longtemps, et possèdent toutes les roueries de la vie pénitentiaire, se comportant comme s'ils étaient nos maîtres véritables, nous conduisent à l'injure, à la menace et à la trigue. Il nous est impossible de ne pas les considérer comme des agents provocateurs ou de plats valets des SS. Je réalise enfin et seulement ce que sont les chaouchs, prévôts des prisons et hommes de confiance des bagnes dont fait état la littérature française sur les pénitenciers de tous ordres. Du matin au soir, les nôtres, bombant le torse, se targuent du pouvoir qu'ils ont de nous envoyer au krématorium à la moindre incartade et d'un simple mot. Et, du matin au soir aussi, ils mangent et fument ce qu'ils dérobent au vu et au su de tous, insolemment, sur nos rations : des litres de soupe, des tartines de margarine, des pommes de terre fricassées à l'oignon et au paprika. Ils ne travaillent pas. Ils sont gras comme des moines. Ils nous répugnent.

Dans ce milieu, j'ai fait la connaissance de Jirczah.

Jirczah est Tchèque. Il est avocat. Avant la guerre, il fut adjoint au maire de Prague. Le premier travail des Allemands prenant possession de la Tchécoslovaquie fut de l'arrêter et de le déporter. Il y a quatre ans qu'il traîne dans les camps. Il les connaît tous : Auschwitz, Mauthausen, Dachau, Oranienburg... Un accident banal l'a sauvé il y a deux ans et ramené à Buchenwald dans un transport de malades. A son arrivée, un de ses compatriotes lui a trouvé la place d'interprète général pour les Slaves. Il espère qu'il la conservera jusqu'à la fin de la guerre, qu'il ne croit pas toute proche mais qu'il sent enfin venir. Il vit avec les chaouchs du block 48 qui le considèrent comme étant des leurs, mais il nous donne tout de suite des gages qui nous le font considérer comme étant des nôtres : ses rations qu'il distribue, des livres qu'il se procure et qu'il nous prête...

(1) Aux Editions Bressanes. — Par convention avec l'éditeur, une édition spéciale sur papier filigrané pour les amis est en souscription jusqu'à la parution en librairie — 300 francs, franco de port — chez l'auteur, 31, rue de la Barre, à Mâcon, C.c.p. Lyon 724-98.

Jirczah prend pour la première fois contact avec les Français. Il les regarde avec curiosité. Avec pitié aussi : c'est ça les Français ? C'est ça la culture française dont on lui a tant parlé au temps de ses études ? Il est déçu, il n'en revient pas.

Mon scepticisme et la façon dont je me tiens presque systématiquement à l'écart de la vie bruyante du block le rapprochent de moi :

— C'est ça la résistance ?

Je ne réponds pas. Pour le raccommodeur avec la France, je lui présente Crémieux.

Il n'approuve certes pas le comportement des chaouchs, mais il n'en est plus choqué et il ne les méprise même pas : ils font aux autres ce qu'on leur a fait.

— J'ai vu pire, dit-il... Il ne faut pas demander aux hommes trop d'imagination dans la voie du bien. Quand un esclave prend du galon sans sortir de sa condition, il est plus tyran que ses tyrans eux-mêmes.

Il me raconte l'histoire de Buchenwald et des camps :

— Il y a beaucoup de vrai dans tout ce qu'on raconte sur les horreurs dont ils sont le théâtre, mais il y a beaucoup d'exagération aussi : il faut compter avec le complexe du « mensonge d'Ulysse » qui est celui de tous les hommes, par conséquent de tous les internés. L'humanité a besoin de merveilleux dans le mauvais comme dans le bon, dans le laid comme dans le beau. Chacun espère et veut sortir de l'aventure avec l'auréole du saint, du héros ou du martyr, et chacun ajoute à sa propre « Odyssée » sans se rendre compte que la réalité se suffit déjà largement à elle-même.

Il n'a pas de haine pour les Allemands. Dans son esprit, les camps de concentration ne sont pas spécifiquement allemands et ne relèvent pas d'instincts qui soient propres au peuple allemand :

— Les camps — les « lager », comme il dit — sont un phénomène historique et social par lequel passent tous les peuples arrivant à la notion de Nation et d'Etat. On en a connu dans l'antiquité, au moyen âge, dans les temps modernes : pourquoi voudriez-vous que l'époque contemporaine fasse exception ? Bien avant Jésus-Christ, les Egyptiens ne trouvaient que ce moyen de rendre les Juifs inoffensifs à leur prospérité et Babylone ne connut son apogée merveilleuse que grâce aux concentrationnaires. La Sibérie est de triste mémoire. Les Anglais eux-mêmes y eurent recours avec les malheureux Boers, après Napoléon, qui inventa Lambessa. Actuellement, il y en a en Russie qui n'ont rien à envier à ceux des Allemands, il y en a en Espagne, en Italie et même en France : vous rencontrerez ici des Espagnols et vous verrez ce qu'ils vous diront par exemple du camp de Gurs, en France, où on les parqua au lendemain du triomphe de Franco.

Je risque une observation : en France tout de même, c'est par humanité qu'on a recueilli les républicains espagnols et je ne sache pas qu'ils furent maltraités.

— En Allemagne aussi c'est par humanité. Les Allemands, quand ils parlent de l'institution, emploient le mot « Schutzhaftlager », ce qui veut dire camp de détenus protégés. Au moment de son

arrivée au pouvoir, le national-socialisme, dans un geste de mansuétude, a voulu mettre ses adversaires hors d'état de lui nuire, mais aussi les protéger contre la colère publique, en finir avec les assassinats au coin des rues, régénérer les brebis égares et les ramener à une plus saine conception de la communauté allemande, de sa destinée et du rôle de chacun dans son sein. Mais le national-socialisme a été dépassé par les événements et surtout par ses agents. C'est un peu l'histoire de l'éclipse de lune qu'on raconte dans les casernes. Le colonel dit un jour au commandant qu'il y aura une éclipse de lune et que les gradés devront faire observer le phénomène à tous les soldats en le leur expliquant. Le commandant transmet au capitaine et la nouvelle arrive au soldat par le caporal sous cette forme : « Par ordre du colonel, une éclipse de lune aura lieu ce soir à 23 heures, tous ceux qui n'y assisteront pas auront quatre jours de salle de police. » Ainsi en est-il des camps de concentration : l'état-major national-socialiste les a conçus, en a fixé le règlement intérieur que d'anciens chômeurs illettrés font appliquer par des chaouchs pris parmi nous. En France, le gouvernement démocratique de Daladier avait conçu le camp de Gurs et en avait fixé le règlement : l'application de ce règlement était confiée à des gendarmes et gardes mobiles dont les facultés d'interprétation étaient très limitées.

« C'est le christianisme qui a introduit dans le droit romain le caractère humanitaire qui est conféré à la punition et lui a assigné comme premier but à atteindre la régénération du délinquant. Mais le christianisme a compté sans la nature humaine, qui ne peut arriver à la conscience d'elle-même que sur un fond de perversité. Croyez-moi, il y a trois sortes de gens qui restent les mêmes à tous les âges de l'histoire et sous toutes les latitudes : les policiers, les prêtres et les soldats. Ici, nous avons affaire aux policiers. »

Evidemment, nous avons affaire aux policiers. Je n'ai eu maille à partir qu'avec les policiers allemands, mais j'ai souvent lu et entendu dire que les policiers français ne se distinguaient pas par une douceur particulière. Je me souviens qu'à ce moment du discours de Jirsczah, j'ai évoqué l'affaire Almazian. Mais Almazian était impliqué dans un crime de droit commun et nous sommes des politiques. Les Allemands, eux, ne semblent pas faire de différence entre le droit commun et le droit politique et cette promiscuité des uns et des autres dans les camps..

— Allons, allons, me dit Jirsczah, vous semblez oublier que c'est un Français, un intellectuel dont la France est fière, un fin lettré, un grand philosophe, Anatole France, qui a écrit un jour : « Je suis partisan de la peine de mort en matière de droit commun et de son rétablissement en matière de droit politique. »

Avant la fin de la quarantaine, les S.S. ne se mêlant jamais de la vie propre du camp qui semblait ainsi livré à lui-même, maître de ses lois et de ses règlements, j'étais persuadé que Jirsczah avait en grande partie raison : le national-socialisme, les S.S. étaient revenus à ce moyen classique de coercition et les détenus l'avaient d'eux-mêmes rendu plus mauvais encore.

Nous avons agité ensemble d'autres problèmes, notamment celui de la guerre et de l'après-guerre. Jirsczah était un bourgeois démocrate et pacifiste :

— L'autre guerre a partagé le monde en trois blocs rivaux, me disait-il, les Anglo-Saxons capitalistes traditionnels, les Soviétiques et l'Allemagne, cette dernière s'appuyant sur le Japon et l'Italie : il y en a un de trop. L'après-guerre connaîtra un monde partagé en deux, la démocratie des peuples

n'y gagnera rien et la paix n'en sera pas moins précaire. Ils croient qu'ils se battent pour la liberté et que l'âge d'or naîtra des cendres de Hitler. Ce sera terrible après : les mêmes problèmes se poseront à deux au lieu de se poser à trois, dans un monde qui sera ruiné matériellement et moralement. C'est Bertrand Russell qui avait raison au temps de sa jeunesse courageuse : « Aucun des maux qu'on prétend éviter par la guerre n'est aussi grand que la guerre elle-même. »

Je partageais cet avis, même j'enchérissais.

Dans la suite, j'ai souvent pensé à Jirsczah.

Paul RASSINIER.

Appendice à l'oraison funèbre de Dimitrov

Il n'est pas dans nos habitudes de piétiner des cadavres. Cependant, comme on a parlé de l'héroïsme de

Dimitrov devant les juges hitlériens, il n'est pas mauvais de rappeler ce que Valtin nous conte de cette histoire dans « Sans patrie ni frontières ».

Je traduis aussi nombre de documents confidentiels ayant trait à l'arrestation de GEORGI DIMITROV, à Berlin, et à la préparation du procès de l'Incendie du Reichstag qui, déjà, promettait de devenir un événement international. La réputation d'hérosisme que fit la presse de l'Université de Princeton chef du Secrétariat occidental — l'actuel chef en nom du mouvement à Moscou — pour ses repousses courageuses et pertinentes aux soi-disant « témoins » du gouvernement — Hermann Goering et Joseph Goebbels — ne fut, à vrai dire, que le résultat d'une mise en scène habile et méthodique. Les renseignements confidentiels qui me passeront entre les mains, dans les locaux du Westbureau de Copenhague, contenaient des détails aussi insaisissables aux journalistes que pouvaient l'être les codes compliqués qu'inventaient tous les experts du « chiffre » dont se servait Planitzky.

Des mois avant que le célèbre procès commençât à Berlin, des négociations secrètes étaient déjà en cours entre Moscou et Berlin pour échanger Dimitrov et ses deux complices bulgares contre trois officiers allemands accusés d'un espionnage par la Guépéou en territoire soviétique. Il importait d'épargner à Dimitrov l'épreuve des tortures de la Gestapo, non pas pour le sauver, lui, mais pour sauvegarder le fonctionnement du Service secret soviétique et préserver le Komintern dont il connaissait trop bien les rouages intimes.

Devant le danger, Dimitrov s'était montré moins ferme que beaucoup de ses subordonnés. Il donna notamment à la Gestapo l'adresse du couple qui le cachait. L'homme et la femme, ainsi dénoncés par lui, cherchèrent ensemble le salut dans le suicide lorsque la Gestapo vint les chercher. Ils s'ouvrirent les veines, mais purent être transportés à temps dans un hôpital par leurs bourreaux nazis. Dimitrov livra également à la Gestapo le nom et l'adresse de sa maîtresse, Annie Krueger. Sa propre femme mourut subitement, en mai 1933, dans des circonstances que le temps n'a pas éclaircies, tandis que Dimitrov attendait en prison son procès.

Ce fut à cette époque que la Guépéou négocia avec le Gestapo sur les bases suivantes :

— Ne touchez pas à Dimitrov, car tout ce que vous lui ferez, nous le ferons à vos espions, à Moscou.

Les tractations en vue d'un échange des prisonniers eurent lieu par l'intermédiaire du consulat soviétique de Copenhague et par le truchement de la sœur de Dimitrov, à laquelle, paradoxalement, la Gestapo permettait d'entrer en Allemagne et d'en sortir en toute liberté. Le marché conclu entre Moscou et Berlin le fut le soir qui précéda le procès. Mais, pour sauvegarder les apparences, Dimitrov fut retenu en Allemagne jusqu'à la fin de la grande comédie de Leipzig. Cet homme, en sa qualité de prisonnier-vedette de la Gestapo, bénéficia de privilèges que ne connut jamais la masse des détenus anonymes. C'est ainsi qu'il lisait les journaux et avait le droit de fumer des cigares dans sa cellule et de recevoir du courrier. Les « petits camarades », pendant ce temps, ne recevaient, eux, que des coups — voire une balle dans la tête. Dans les années qui suivirent, je les entendis parler amèrement, dans les camps de concentration, de Dimitrov et de l'intervention de Staline en sa faveur. Ils se sentaient abandonnés et trahis par la cause même qu'ils avaient servie. S'il leur était arrivé, à eux, d'insulter Goering en séance publique, comme le fit si théâtralement Dimitrov à Leipzig, ils eussent peut-être été tués, et payé de leur vie, ce « geste héroïque ».

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1^{er} JUIN. — L'Assemblée Nationale vote 16 milliards 700 millions de réductions sur les dépenses civiles et 18 milliards 900 millions sur les dépenses militaires. Elle accorde à la S.N.C.F. une subvention de 21 milliards pour couvrir le déficit de 1949, mais diminue de 15 milliards ses crédits.

Ouverture à Varsovie du Congrès des syndicats polonais.

JEUDI 2. — La Cyrénaïque proclame son indépendance, reconnue par la Grande-Bretagne.

VENDREDI 3. — Le gouvernement italien — vraisemblablement d'accord avec le gouvernement britannique — affirme qu'il veut favoriser l'indépendance des territoires africains.

SAMEDI 4. — Arrestation dans la région parisienne et à Nevers de seize personnes — dont deux conseillers municipaux R.P.F. — pour entreprise de « démoralisation de l'armée ».

LUNDI 6. — Extension en Grande-Bretagne de la grève des cheminots.

MARDI 7. — Le Congrès de la Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.) « durcit » ses positions quant à la défense des conquêtes sociales et admet sous certaines conditions l'unité d'action avec les organisations de la C.G.T.

Congrès du Labour Party à Blackpool, qui confirme l'exclusion des députés « rebelles » Zilliacus et Solley.

DIMANCHE 12. — Elections municipales à Trieste. — Victoire des partis pro-italiens.

MERCREDI 15. — Grève d'avertissement des fonctionnaires, lancée par le Comité Interfédéral F.O. des fonctionnaires et postiers. La Fédération C.F.T.C. l'appuie. La Fédération cégétiste s'y est ralliée. La Fédération autonome de l'Éducation Nationale n'a pas lancé le mot d'ordre de grève — à l'exception de son syndicat parisien et du Syndicat des Instituteurs de la Loire.

Exclusion du parti communiste hongrois de Lázlo Rajk, ancien ministre et membre du Politburo, qui est arrêté avec une vingtaine d'autres personnalités de Budapest.

DIMANCHE 19. — Referendum à Chandernagor, qui vote le rattachement à l'Inde, par 6.165 voix contre 119 à l'Union française.

LUNDI 20. — Clôture, à Paris, de la Conférence des quatre ministres des Affaires Étrangères : accord de principe sur le « modus vivendi » allemand et sur le traité autrichien.

Les syndicats suisses quittent la F.S.M.

MERCREDI 22. — Exécution à Prague du général Plka, chef de la mission militaire tchèque à Moscou pendant la guerre. Il était accusé, entre autres crimes, d'espionnage au profit de la Grande-Bretagne.

SAMEDI 25. — Ouverture à Genève de la Conférence préliminaire d'organisation syndicale internationale.

DIMANCHE 26. — Elections belges : succès des chrétiens-socials, nette avance des libéraux, recul des socialistes, importante régression des communistes.

Elections canadiennes : victoire décisive du parti libéral.

LUNDI 27. — Fin de la grève des cheminots berlinois.

Grève de vingt-quatre heures des employés des grands magasins, de Paris, organisée par les syndicats F.O., C.G.T. et C.F.T.C., pour protester contre l'obligation du travail le lundi.

MERCREDI 29 JUIN. — A Milan, congrès de la F.S.M.

L'Union Syndicale Suisse a quitté la F.S.M.

La Commission syndicale suisse a voté, par 73 voix contre 6, dans sa session des 17 et 18 juin, tenue à Berne, la résolution suivante :

vante :

La Commission de l'Union syndicale suisse constate que, par la politique qu'elle a suivie, la F.S.M. s'est condamnée à n'être qu'une succursale du Kominform.

L'Union syndicale reste convaincue que la collaboration intersyndicale sur le plan international n'est possible qu'entre des organisations nationales et des secrétariats internationaux qui conservent une large autonomie et qui obéissent aux principes démocratiques. Les événements ayant démontré que la F.S.M. ne se soucie nullement de ces règles et qu'elle ne manifeste aucune intention de les appliquer à l'avenir, la Commission décide que l'Union syndicale cesse, avec effet immédiat, de faire partie de la F.S.M.

La Commission syndicale continue de considérer comme absolument nécessaire une étroite collaboration entre les syndicats sur le plan international. Elle déclare que les efforts tentés pour reconstituer une liaison entre les organisations syndicales dans les pays démocratiques n'auront de chances de succès que si l'on renonce d'emblée, au sein de la nouvelle organisation, à toute tentative d'hégémonie. La Commission donne mandat au Comité syndical de suivre attentivement ces efforts.

ENTRE NOUS

On nous a rapporté que certains délégués au congrès de la Fédération du Livre se détournèrent avec une espèce d'horreur sainte lorsque la R. P. leur était offerte.

Nous connaissons de longue date ce réflexe de l'esprit de parti, cette réaction à des idées bannies du catéchisme du jour. C'est si reposant, des certitudes ! (Même changeantes). Et c'est tellement ennuyeux de voir mettre en cause les dogmes les plus apparemment solides !

Eh bien ! tant pis pour ces délégués peu curieux. La R.P. s'adresse aux esprits ouverts. A ceux qui ne peuvent se nourrir d'affirmations et de verbiage. Elle n'est assurément pas faite pour les suiveurs d'un homme ou d'un parti. Depuis le 1^{er} janvier 1925, date de notre premier numéro, nous croyons l'avoir démontré.

Mais ce n'a pas été sans peine. Les conditions économiques n'ont pas cessé d'être défavorables à la presse réellement indépendante. (On aimerait, d'ailleurs, que les militants du Livre s'occupent un peu plus de cette question). Si la R.P. vit libre, c'est seulement au prix de l'effort constant de ses amis.

Aussi bien, malgré les vacances — en mettant, au contraire, les vacances à profit — chaque abonné de la R.P. ne manquera pas une occasion de nous procurer un lecteur nouveau. Ce sera la bonne réponse à faire à tous ceux qui ferment les yeux devant la réalité trop dure pour leurs illusions.

- PETIT CARNET -

CRYPTO, CELUI-LA AUSSI ?

Dans le nouveau Comité national de l'Association France-U.R.S.S., l'Humanité du 7 juin indique le député socialiste Albert Gazier.

UN PIED DE NEZ

Le secrétaire fédéral du Livre, Ehni, n'avait pas fini de jurer à Bordeaux qu'il saurait défendre l'indépendance syndicale au sein de la C.G.T. qu'il se précipitait à Milan, au congrès de la F.S.M., où l'indépendance du syndicalisme sera particulièrement maltraitée.

Beau pied de nez pour les délégués de Bordeaux.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Les Editions Polyglottes

232, rue de Charenton, Paris-12^e

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUIN 1949

RECETTES

Abonnements :	
Ordinaires	Fr. 22.620 »
De soutien	6.000 »
	Fr. 28.620 »
Souscriptions	Fr. 2.050 »
Participation à l'achat du papier	500 »
Vente au numéro	2.090 »
Publicité et divers	450 »
	Fr. 33.710 »
Total des recettes	Fr. 33.710 »
En caisse au 1 ^{er} juin	Fr. 250.097 »
	Fr. 283.807 »

DEPENSES

Impression numéro de mai, Fr. 49.500 »	
Frais généraux :	
Timbres P.T.T.	10.455 »
Divers	871 »
	Fr. 60.826 »
SOLDE :	
En espèces	Fr. 382 »
Chèque postal	222.599 »
	Fr. 222.981 »

SOUSCRIPTIONS

M. Leblanc (Aisne) 200 ; Maurel (Var) 100 ; Varier (Seine) 100 ; Janets (Paris) 100 ; Hennant (Belgique) 100 ; Aucouturier (Paris) 100 ; Dorval (Oise) 300 ; Gassies Jean (Landes) 300 ; Mme Mest (Finistère) 100 ; A. Jouyehomme (Paris) 250 ; Mlle Boyer (Pas-de-Calais) 100 ; Mlle H. Thomas (Saône-et-Loire) 100 ; G. Lacarès (Haute-Savoie) 200. — Total : 2.050 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Mlle Marquis (Paris) 2.000 ; R. Hagnauer (S.-et-O.) 2.000 ; Depollier (Paris) 1.000 ; Charbit (Haute-Garonne) 1.000. — Total : 6.000.

PARTICIPATION A L'ACHAT DU PAPIER

Salmat (Paris) 500.

Jean Galtier-Boissière
et Charles Alexandre

« HISTOIRE DE LA GUERRE 1939-1945 »

Le Tome V et dernier de l'Histoire de la Guerre, publiée par « Le Crapouillot » donne l'historique complet de la Résistance, raconte les complots contre Hitler, la Libération de Paris, la terreur communiste de l'Automne 1944, et dresse le bilan de la deuxième guerre mondiale. (La livraison illustrée : 300 fr., franco, 3, Place de la Sorbonne, Paris).

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie
198, AVENUE DU MAINE, PARIS-XIV

Tél. : SUFFren 66-70

C. C. P. PARIS 5450.00

LES LIVRES DU MOIS :

Syndicalisme

G.-D. Delamarre : Une nouvelle notion du salaire	36 »
Lefranç : Le syndicalisme dans le monde	90 »
Boiteau : Traité pratique des conventions collectives	175 »

Economie

Fourastié : Le grand espoir du XX ^e siècle	320 »
Allain : Le travail ouvrier	90 »

Politique

D.-J. Dallin et B.-I. Nicolaevsky : Le travail forcé en U.R.S.S.	420 »
P. M. S. Blackett : Les conséquences militaires et politiques de l'énergie atomique	450 »

Littérature

A. Cossery : La maison de la mort certaine	190 »
S. de Beauvoir : Le deuxième sexe	435 »
Moravia : La belle Romagne	480 »
Guido Piovene : La gazette noire	360 »

Rappel

G.-D. Delamarre : L'évolution du pouvoir d'achat	36 »
E. Dolléans : Histoire du mouvement ouvrier (2 vol.)	900 »
Ida Mett : La Commune de Cronstadt	100 »
Max Stirner : L'unique et sa propriété	325 »
Y. Serge : L'affaire Toulaev	390 »
T. E. Lawrence : Lettres	1.150 »

Notre coopérative de librairie est spécialisée pour fournir toute la littérature du mouvement ouvrier, constituer des bibliothèques de syndicats ou de comités d'entreprise. Elle peut fournir également la littérature classique ou moderne.

Demandez notre Catalogue général et notre Bulletin mensuel

CRAPOUILLOT

a publié dans sa 1^{re} année (nouvelle série)

JEAN GALTIER-BOISSIÈRE

avec la collaboration de **Charles Alexandre**

**HISTOIRE
DE LA
GUERRE 1939-1945**

en 5 tomes in 4^o

ornés de plus de 500 illustrations

PRIX : 1.350 fr. (avec port recommandé) : 1.400 fr.

ETRANGER (recomm.) : 1.500 fr.

CRAPOUILLOT

publiera dans sa 2^e année (nouvelle série)

4 numéros spéciaux

1. **LE MONDE DES RÊVES**

2. **BOBARDS 1939-1945**

présentés par **Jean Galtier-Boissière**

3. **DICTIONNAIRE DES CONTEMPORAINS**

en 2 tomes illustrés, par une société de mauvaises langues

Prix de la souscription aux quatre livraisons

FRANCE : 1.200 fr., COLONIES (recomm.) : 1.400 fr.

ETRANGER (recomm.) : 1.500 fr.

CRAPOUILLOT

3, place de la Sorbonne, PARIS (5^e)

Chèque Postal 417-26